

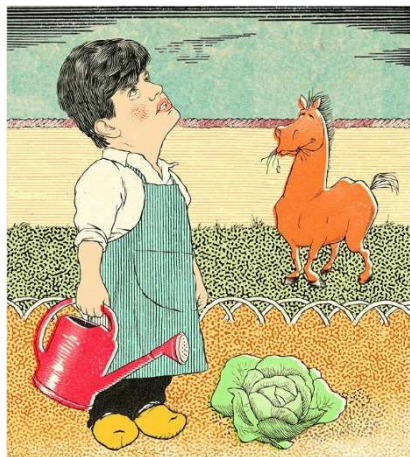
4 juin 2023 (Le Point)

[Gaspard Koenig : son bestiaire de la politique française \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

## Gaspard Koenig : son bestiaire de la politique française

Le philosophe libéral constate l'irréductible illibéralisme des temps. Seul un cataclysme pourrait selon lui renverser la bureaucratie.

Propos recueillis par Étienne Gernelle



Gaspard Koenig : son bestiaire de la politique française

Publié le 04/06/2023 à 14h00

**I**l est le grand penseur du libéralisme en France. Auteur d'une douzaine d'essais et de cinq romans, Gaspard Koenig a même fondé un parti politique, nommé Simple, aujourd'hui liquidé, et a tenté de se présenter à la dernière élection présidentielle, sans parvenir à obtenir les signatures nécessaires. Il y a dix ans, il fondait un think tank libéral, GénérationLibre, dont il vient de laisser la présidence à Monique Canto-Sperber. L'occasion de faire un bilan de santé libéral du pays. Et ça décoiffe !

**Le Point** : Après dix ans d'activisme libéral, vous pensez que c'est une cause perdue ?

**Gaspard Koenig** : D'abord, **le mot libéral est foutu**. C'est pourtant un joli mot, un mot juste, hérité d'une grande tradition intellectuelle, une philosophie française qui remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cela fait dix ans que j'essaie de le dépolluer. **J'en suis encore, y compris dans les milieux censés être les plus érudits, à le distinguer du néolibéralisme. J'abandonne. La bataille sémantique est perdue : on est toujours ramené à Thatcher et à Reagan.**

**Le néolibéralisme, c'est Thatcher et Reagan ?**

Il y a des nuances, mais globalement oui. Serge Audier a bien montré l'histoire intellectuelle et politique de **ce néolibéralisme maudit**. Toujours est-il que **l'association du libéralisme avec le capitalisme le plus rapace est désormais ancrée dans les esprits. Mais si le mot libéral est foutu, c'est aussi que notre pays est profondément illibéral. Toutes nos institutions y contribuent** : l'école, l'entreprise, l'élection présidentielle et le poids inouï que l'État a pris dans l'économie, **y compris de manière pernicieuse, via des structures comme BPIFrance**. Sur le plan sociétal, aussi, avec un président de la République qui décide en dernier ressort comment les gens ont le droit de mourir. **On est constamment en recherche d'autorité, on ne fait pas confiance à la décision individuelle**. Paradoxalement, cela présente aussi des avantages. Nicholas Nassim

Taleb, dans un de ses livres, se demande comment la France, rigide et suradministrée, peut malgré tout être un pays fonctionnel et innovant. C'est justement, explique-t-il, parce que les Français doivent constamment lutter contre cette chape de plomb qu'ils sont devenus créatifs et endurants, « antifragiles » dans le vocabulaire de Taleb.

**« Protection » est le mot qui revient le plus dans les discours politiques. Les gens préfèrent-ils la sécurité à la liberté ?**

D'abord, il y a une pression de l'utilitarisme, qui repose sur la trinité pouvoir d'achat-sécurité-santé. Dès que l'un de ces trois thèmes est invoqué, le politique est saisi d'une sorte de panique morale qui justifie toutes les privations de liberté. **On finit par mettre une société en prison avec l'utilitarisme ! Et puis, qui représente aujourd'hui les libertés ? Personne !** Ni parti politique ni mouvement de société civile.

**L'un de vos combats est celui que vous menez contre les normes, la bureaucratie. Or vous dites qu'il est perdu...**

Ça fait quarante ou cinquante ans, disons depuis Pompidou, que tout le monde est conscient du problème mais que l'inflation normative accélère. **La réforme des retraites en est d'ailleurs un très bon exemple, puisque plus personne ne pourra comprendre par lui-même à quoi il aura droit. Max Weber** - qui précise d'ailleurs que la bureaucratie ne vient pas seulement du secteur public, mais tout autant des grandes entreprises - **explique qu'à un certain stade de bureaucratisation on atteint un « effet cliquet », sans retour possible, car plus personne ne contrôle la situation : c'est la « cage d'acier ». Je pense qu'on y est.** Ce qui est amusant chez Weber, c'est qu'il prédit - à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ! - que cet état de paralysie va perdurer jusqu'à ce que la dernière goutte de pétrole soit dépensée... La pression bureaucratique est d'emblée liée à la question écologique. La meilleur émule de Weber au XXI<sup>e</sup> siècle, c'est David Graeber dans son livre *Bureaucratie*. Historiquement, écrit-il, **quand les grandes bureaucraties deviennent immaîtrisables, seuls les « barbares » peuvent venir y mettre fin. Faire tabula rasa.** C'est vrai pour l'Empire romain comme pour Babylone. **Alors, j'attends les barbares.**

**Et, pour nous, qui seraient les barbares ?**

**La guerre, je ne l'espère pas ! Le plus probable, c'est la faillite financière de l'État.**

**Cela dit, puisque vous parlez de guerre, 1945 a-t-il vraiment été un moment libéral ?**

La fameuse ordonnance d'août 1944 censée abolir les lois de Vichy en a en fait préservé l'essentiel. De Gaulle l'admet dans ses Mémoires, en expliquant - je cite - que « les doctrines sociales de la "révolution nationale" : organisation corporative, charte du travail, privilèges de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans attrait » ! **Notre héritage illibéral ne date pas de l'Ancien Régime mais de Vichy.** Robert Paxton l'a bien montré dans son livre *La France de Vichy* en décrivant les débuts du dirigisme, quand des experts sortis des grandes écoles ont commencé à administrer l'économie et la société.

**Alors explorons votre bestiaire politique : Macron le libéral, c'est une blague ?**

**C'est tout le contraire d'un libéral.** Le mode opératoire de ce gouvernement est centralisateur, technocratique, paternaliste. Il ne croit pas que les gens puissent prendre les bonnes décisions pour eux-mêmes.

**Vous ne l'avez jamais vu comme un libéral, même au début ?**

**En 2017, je l'avais soutenu en m'inspirant du rapport ambigu entre Nietzsche et l'opéra : j'aimais bien la musique mais pas les paroles...** Son programme était assez terne, mais il incarnait la lutte contre les rentes, notamment sur un sujet que j'avais suivi, les auto-écoles. Cette vigueur s'est vite éteinte. **Il est rentré dans le moule de la V<sup>e</sup> République. En fait, il en a exacerbé les vices.**

**La droite ?**

**La droite n'a jamais été libérale en France. Elle est globalement louis-philipparde.** Son sujet, c'est l'ordre, mais elle ne déploie aucun projet intellectuel.

**Sur les retraites, on a eu l'impression que la droite devenait socialiste...**

Personnellement, je suis opposé à cette réforme des retraites. Être libéral, ce n'est pas adhérer à une logique gestionnaire, c'est donner le choix aux gens en leur confiant les responsabilités afférentes.

**Une réforme des retraites libérale, ce serait de supprimer l'âge légal.** On définirait une formule à points en fonction de la démographie, de la croissance et de la pénibilité. Chacun ferait ensuite ses arbitrages. Idéalement, on pourrait même prendre sa retraite tout au long de sa vie, par petits bouts. Le système assurantiel, chômage et retraite, deviendrait un « compte temps libre », assurant un revenu dans les moments non productifs de l'existence.

**À propos des retraites, on dit aussi que c'est une crise du travail...**

Je ne pense pas. D'abord, on peut être actif hors du salariat et même hors du travail rémunéré.

**Ensuite, la proportion de la vie passée à travailler n'a cessé de baisser au cours du dernier siècle :** tant mieux ! La valeur travail est une invention assez récente dans l'histoire de l'humanité : deux ou trois siècles. Si vous en aviez parlé à Montaigne, il aurait rigolé... Pareil pour un philosophe grec.

**Mais le travail, c'est quand même ce qui fait le PIB, et donc les revenus des gens...**

Je m'en fiche du PIB. Je ne pense pas qu'il doive être un objectif de politique publique. Le but est que chacun puisse choisir ses valeurs et son mode de vie. **Je ne suis pas décroissant, je suis croissant.**

**Mais les gens exigent aussi que l'État subvienne à leurs besoins, non ?**

Ce n'est pas mon intuition du pays. Il y a, c'est sûr, un cercle vicieux : plus on est infantilisé, plus on demande de la protection. **Mais il y a aussi toute une partie de la France, celle des territoires, qui au contraire rêve qu'on la laisse tranquille.** La question centrale, ce n'est pas le pouvoir d'achat mais la dignité.

**Ces gens accepteraient-ils l'idée de gagner moins s'ils travaillaient moins ?**

**En tout cas, c'est un choix que tout le monde devrait pouvoir faire.** Cela suppose un revenu universel, pour que personne ne sombre ni ne craigne de sombrer dans la grande pauvreté. **Il faut au moins rendre le RSA inconditionnel : tout l'inverse de la folie actuelle des « travaux d'intérêt général » ! Ensuite, chacun pourra placer son curseur où il le souhaite,** comme le font déjà en pratique les jeunes générations, qui veulent travailler moins ou différemment.

**Revenons à notre bestiaire politique : Mélenchon ?**

**Je n'ai pas voté pour lui parce que sa personnalité me rappelle trop Robespierre ou Chavez.**

Néanmoins, son programme me paraît nettement moins radical que l'épouvantail qu'on en fait. Il ne faut pas oublier qu'en 1981 les socialistes voulaient nationaliser les banques. Ils ont d'ailleurs tenu parole ! Les Insoumis en sont à mille lieues : ils veulent augmenter le smic de 300 euros... Par ailleurs, ils sont à peu près les seuls à porter un discours sur les libertés publiques, à s'opposer à la société de surveillance et à placer l'écologie au cœur de leur vision politique. **Certes, et c'est dommage, ils disent n'importe quoi en matière d'économie, mais pour moi la priorité est d'échapper aux caméras de reconnaissance faciale et de prendre soin du vivant.**

**Le Pen ?**

C'est un projet nationaliste classique, holiste, avec l'ambition complètement anachronique de former une nation homogène. Un projet qui de surcroît s'assoit sur les droits fondamentaux et entrerait en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme. Ce parti reste fidèle à son histoire. Son arrivée au pouvoir nous couvrirait de honte.

**Sandrine Rousseau ?**

Je préfère les écologistes qui connaissent la nature. **Si on demandait à Sandrine Rousseau comment tailler les pommiers, je doute qu'elle soit de bon conseil... Les écolos contemporains sont issus de**

**circonscriptions ultra-urbaines et détestés dans les campagnes.** Sur le fond, il y a des choses chez eux que je peux partager. Par exemple l'individualisation de l'impôt, la légalisation du cannabis, même le « droit à la paresse »... **En revanche, ce qui m'attriste chez les Verts, c'est la disparition de leur frange libertaire et autogestionnaire. Aujourd'hui, ils ont un discours centré sur la planification.** Ils rêveraient de mettre toute la population dans des barres de béton pour réduire les émissions carbone. Alors que l'écologie, c'est avant tout le contact avec la nature.

**À quoi ressemblerait une écologie libérale ?**

Il est intéressant de constater que les premiers penseurs du libéralisme ont été très marqués par la question écologique. **Tocqueville a fait un magnifique récit de son parcours dans le Michigan à cheval, sous la canopée primaire, où il rencontre des communautés égalitaires. Il déplore que tout cela soit bientôt détruit par l'industrie... John Stuart Mill, aussi, argumente contre Jean-Baptiste Say à propos de la croissance. Il milite pour le *steady state*, l'état d'équilibre, une notion très en vogue aujourd'hui. Bref, écologie et libéralisme sont liés.** Le désir de la liberté est assouvi dans la nature, qui permet le vagabondage. Et ce plaisir exacerbe le rejet de la norme venue de l'extérieur. Voilà pourquoi Tocqueville aimait la forêt et détestait l'administration centrale ! On retrouve la même intuition chez Murray Bookchin, un penseur écolo anarchiste américain, qui dans les années 1980 prônait l'auto-organisation sous la forme du « municipalisme libertaire ». **Philosophiquement, l'écologie libérale, c'est une décentralisation extrême qui permet de vivre en osmose avec son environnement, à la fois naturel et social.** Placée dans un cadre de ressources contraintes et investie d'une pleine responsabilité pour les gérer, une communauté va naturellement respecter son environnement.

**Est-ce que la tyrannie d'en haut ne protège pas aussi de la tyrannie d'en bas ?**

C'est un débat ! À mon avis, on résiste mieux à ce que l'on connaît de près. **Ce qui me sépare encore de l'anarchisme, c'est le rôle de l'État pour faire respecter les libertés fondamentales.**

**On parle beaucoup de souveraineté, ces temps-ci. C'est un concept libéral ou illibéral ?**

**La seule souveraineté intéressante, c'est celle de l'individu sur lui-même.** La souveraineté de la nation, je ne l'ai jamais vue nulle part, elle reste quand même très théorique. Bodin, qui est le premier penseur de la souveraineté, écrit dans *Les Six Livres de la République* qu'être souverain c'est avoir le pouvoir de s'engager en tant qu'État : signer des traités, et les respecter. Donc, quand on parle de « souveraineté alimentaire », le terme est très mal utilisé. Autonomie alimentaire, je veux bien. Mais, au fond, pourquoi est-ce que ce serait moins bien, quand on vit à Lille, d'aller acheter des patates à Bruxelles plutôt qu'à Bordeaux ? Selon Bodin, la souveraineté alimentaire, ce serait le pouvoir de signer des accords agricoles dans un contexte européen, par exemple, et de les appliquer. **Quand les gens disent que l'Europe c'est le contraire de la souveraineté, ils se trompent : l'Europe, c'est le respect de traités, c'est donc l'exercice même de la souveraineté.**

**Est-ce que le déclin de la philosophie libérale est propre à la France ? À part aux États-Unis, on trouve peu de mouvements d'autonomisation par rapport à l'État...**

**Ah, ce n'est pas un moment très gai de l'histoire politique du monde.** Mais mon espoir, c'est que cela corresponde à un mouvement de balancier. La vie reprendra le dessus. Disons simplement qu'on est mal tombés...§

4 juin 2023 (The Economist)

[Jenny Erpenbeck's new novel follows lovers in crumbling East Germany \(economist.com\)](#)

An affair to remember

## Jenny Erpenbeck's new novel follows lovers in crumbling East Germany

“Kairos” is a story of history both grand and intimate



Jun 1st 2023

**Kairos.** By Jenny Erpenbeck. Translated by Michael Hofmann. *New Directions*; 335 pages; \$25.95. *Granta*; £16.99

The ancient Greeks took the word *kairos* to mean “the opportune moment”; in Christian texts the term has been translated as “spiritual opportunity”. More simply, *kairos* can mean “the right time”. It certainly seems that way for Hans, in his early 50s, and 19-year-old Katharina, who meet on a bus in [East Berlin](#) in July 1986. Their encounter is a *coup de foudre* of desire and anguish. The relationship plays out momentarily—and, over the course of the next four years, destructively—as the [German Democratic Republic](#) begins to crumble.

“Kairos” is a continuation of Jenny Erpenbeck’s series of novels about Germany over the past century. Taken together, the books constitute a supreme undertaking with parallels to Edgar Reitz’s epic television series, “Heimat”. From her first book, “Visitation” (2010), in which a lakeside summer house is witness to decades of turbulence, to the fatalistic rootlessness of “[The End of Days](#)” (2014) and “[Go, Went, Gone](#)” (2015), a 21st-century story of African migrants navigating the once-divided capital city, Ms Erpenbeck has proved time and again that she is a fearless, astute examiner of a country’s soul.

Hans and Katharina conduct their clandestine relationship at a time when secrecy and paranoia is woven into the political fabric. Hans, a freelance writer and radio broadcaster, is married with a teenage son. His wife has tolerated his many affairs, but the relationship with Katharina seems a more decisive threat to their stability.

Ms Erpenbeck was born in East Berlin in 1967 and was an apprentice bookbinder before working in theatre. The similarly aged Katharina is a state-approved trainee typesetter who seeks to move into theatre design. During an internship in Frankfurt away from Hans—a character indifferent and possessive by turns—Katharina commits a youthful transgression. Thereafter the torturous, hypocritical nature of their affair becomes ever more apparent.

As the certainties and protection of the Soviet system begin to disintegrate, so the atmosphere of the book grows darker and more anxious. “How will creatures of the new age cope with the future, when they no longer know the foundations on which this future rests?” wonders Hans, who grew up in a family which embraced [National Socialism](#) to the end (though he, as a young man, violently rejected its depredations). Narrated alternately by Hans and Katharina in the close third person, and with a sublime translation by the great Michael Hofmann, “Kairos” powerfully examines individual as well as collective history.

4 juin 2023 (The Economist)

[Temperatures of 50°C will become much more common around the Mediterranean \(economist.com\)](https://www.economist.com)

The climate in 2100

## Temperatures of 50°C will become much more common around the Mediterranean

Spikes above 45°C are likely every year by 2100

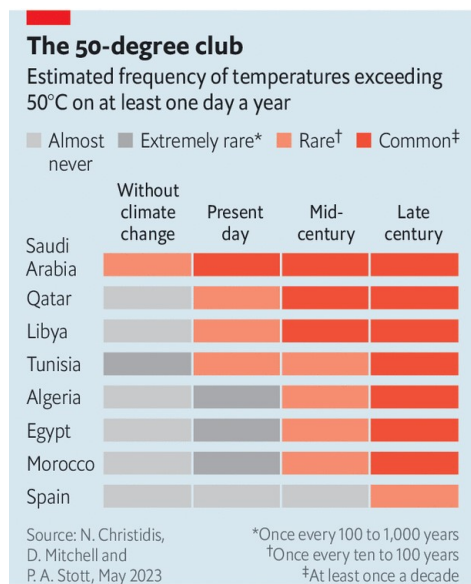


Jun 1st 2023

Spring was a scorcher in the Mediterranean. A heatwave in April saw temperatures up to 20°C higher than usual in Algeria, Morocco, Portugal and Spain. Scientists used to hesitate to blame a particular piece of weather on climate change. These days they are more confident. World Weather Attribution, a network of climate modellers, reckons that the heatwave was made around 100 times more likely by the greenhouse gases that are piling up in the atmosphere.

In a paper published on May 26th in *npj Climate and Atmospheric Science*, Nikolaos Christidis, a climatologist at the Hadley Centre, a branch of the British Met Office, look at what might be in store for the Mediterranean and the Middle East in a future, even hotter world. They were particularly interested in how often the region can expect to see days in which the mercury rises above 50°C.

Dr Christidis and his colleagues used data from a dozen sites around the region, from Turkey and Spain to Egypt to Qatar. They first simulated a pre-industrial world, in which humans had not yet begun to significantly alter the atmosphere. They found that 50°C days were virtually impossible under those conditions. Only in Saudi Arabia and on the coast of Tunisia could they happen—and even then, only once a century or so.



The Economist

The team then re-ran their models using a standard “middle-of-the-road” scenario for future emissions. It assumes countries will make some effort to curb climate change, but few truly radical adjustments. In that world, the level of carbon dioxide in the air levels off at around 600 parts per million by 2100, up from around 420ppm today.

They found the likelihood that at least one day each year will exceed 50°C increased rapidly by the middle of the century for all but the coolest Mediterranean locations, such as Spain (see chart). By 2100, such days will become once-in-a-decade events across the Mediterranean and the Middle East. Spikes above 45°C are likely every year.

That means more droughts and fires (2022 was the second-worst European wildfire season on record, and most were in the Mediterranean). Extreme heat melts roads, buckles railways and makes outdoor work dangerous. Heatwaves already cause 8% of all weather-related deaths. Very high temperatures and humidity can even prevent people shedding heat through sweating, which can eventually kill them. Countries in the Mediterranean and the Middle East are used to the heat. But the future will be very different from the past.

4 juin 2023 (The Economist)

[Uganda's harsh anti-gay bill is now law \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Africa's persecuted gays

## Uganda's harsh anti-gay bill is now law

It is part of a culture war in Africa that has ties to the West



Jun 1st 2023 | KAMPALA

Homosexuality in Uganda has been punishable by life imprisonment since colonial Britain outlawed it in 1950. But today's lawmakers have deemed that too lenient. A new law signed on May 26th by President Yoweri Museveni provides for the death penalty for some same-sex acts, including those that might spread HIV. Other clauses envisage long prison sentences for "promoting" homosexuality or even for renting a room to a gay couple. "We have a culture to protect," said Anita Among, parliament's speaker. "The Western world will not come to rule Uganda."

It is not just Ugandan homophobes who cloak themselves in anti-colonial garb. In Ghana, the preface to a similar bill warns of "the infiltration of foreign cultures". Some Kenyan politicians, who hope to pass a law of their own, have described LGBT rights as "a second colonisation" designed to shrink Africa's population.

Western governments have indeed become more assertive about sexual rights as their voters have become more liberal. But the West's conservative culture warriors are also pushing their ideas in Africa, feeding a moral panic in societies where homophobia is already routine. Uganda's bill is "the end product of a propaganda war that was started long ago," says Fox Odoi-Oywelowo, Uganda's sole MP to vote against it.

The politics of the family crosses borders and continents. Consider a conference on "family values and sovereignty" organised by the Ugandan parliament in March. It brought together religious leaders, youth activists and MPs from 20 African countries. Others attending included delegates from Family Watch International (fwi), an American group that helped develop the programme, and Christian Council International, from the Netherlands. Afterwards they met Mr Museveni and his wife Janet, the education minister, who is a born-again Christian. Some speakers at the conference denounced homosexuality, sex education and other threats—as they see them—to the African family.

Sharon Slater, the president of fwi, spoke about "the child sexualisation agenda". For two decades she has been building networks in Africa to oppose "comprehensive sexuality education", which she says sexualises children without parental consent. In a written statement fwi said it has never supported anti-homosexuality bills in Africa and opposes several sections of Uganda's new law. It urged Mr Museveni to include provisions for "voluntary counselling" for people who experience "unwanted same-sex attraction".

Other speakers at the conference were enthusiastic proponents of the legislation. One of them was George Peter Kaluma, an MP from Kenya, where he has submitted a bill modelled on the Ugandan one.



Another was Sam George, the man behind Ghana's proposed law. He was also a guest at fwi's African Family Policy Conference last October, held, with no sense of irony, in Utah.

Many of those attending share a belief that the liberal West is trying to sexualise children (in debates about Uganda's new law, politicians routinely conflate homosexuality and paedophilia). For African conservatives, Western culture wars offer inspiration. "The language has been globalised," says Kapya John Kaoma, a Zambian priest at Boston University who has studied anti-lgbt politics. Gillian Kane of Ipas, an American group that campaigns for safe abortion and contraception, argues that aspects of fwi advocacy are "fear-based" and widen the space for such politics, though African politicians bear most responsibility for the laws.

A meeting in Moscow in 1995 between an American historian and two Russian sociologists who blamed homosexuality for population decline laid the ground for the World Congress of Families, an American anti-gay network that opposes same-sex marriage, promotes "the natural family" and has organised conferences in Africa. For many years its representative in Russia was Alexey Komov, a right-wing activist close to figures allied to the Orthodox church. Until Russia's invasion of Ukraine he also sat on the board of CitizenGO, an online community which has co-ordinated social-media campaigns against abortion and gay rights in Africa.

Local sources and Western diplomats in Uganda speculate, without so far producing evidence, that Russian money may have oiled the progress of the anti-gay bill through parliament. Russia's embassy in Kenya has gone out of its way to praise Ugandan politicians for "stand[ing] firm to protect traditional values".

Tradition can be widely interpreted. Sylvia Tamale, a Ugandan academic, has argued that African societies once had a nuanced understanding of sexuality, before colonial missionaries imposed rigid moral codes. Some countries are recovering a lost culture of tolerance. In 2019 a court in Botswana struck down the country's sodomy laws, saying they were "imported" by the British.

Nowadays most Western governments support gay rights. America, which gives almost \$1bn a year in development aid to Uganda, has hinted at economic repercussions in response to the new law. President Joe Biden has already forcefully criticised it. Ghana's president, Nana Akufo-Addo, distanced himself from his country's bill after meeting Kamala Harris, America's vice-president. Some African politicians cite this as evidence of the West using its leverage to undermine laws that many Africans support.

The best chance of change comes from within. In Uganda gay people have been arrested, blackmailed, denied health care and evicted from their homes. "We live in fear and uncertainty every day," says Clare Byarugaba, an lgbt activist at Chapter Four Uganda, a rights group. But she and her comrades are not backing down. Some have already filed a court challenge to the law. "One way or another," she says, "we will once and for all destroy this bill."

4 juin 2023 (The Economist)

[Bakhmut and the spirit of Verdun \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne

## Bakhmut and the spirit of Verdun

Two small front-line towns that symbolise the horrors of war



Jun 1st 2023

A hollow crater bright with wild flowers marks the spot where the little village school used to stand. Another, the former bakery. Today, on the ridge above Verdun in eastern France, buttercups and clover waft in the breeze where shrapnel, blood and ground flesh once scarred the soil. Swallows dart to and fro. During the Battle of Verdun in 1916, the village of Fleury-devant-Douaumont swapped hands over a dozen times, as French and German troops bombarded each other in a pitiless war of attrition to advance the front line. By the end of the battle, one of the bloodiest of the first world war, the French had lost 163,000 men and the Germans 143,000; the front line scarcely budged.

The unimaginable slaughter, in a small place of little renown, came to mark an existential struggle against an imperialist aggressor. In the French mind, Verdun stands for resistance and honour, sacrifice and unity. It was at Verdun in 1984, before the cemetery, that François Mitterrand and Helmut Kohl, then French president and German chancellor, held hands in a gesture that became emblematic of Franco-German reconciliation and peace in Europe.

Now, over 1,400 miles to the east, another small place of little renown has come to symbolise a modern existential struggle to repel an expansionist invader: Bakhmut. Since August 2022 Vladimir Putin's Russia has pounded the Ukrainian town, sending tens of thousands of men to their deaths to try to capture the place, street by street. A former home to 70,000 people has been razed in many parts to rubble. Yesterday's horrors in Verdun—the filth of the trenches, the relentless shelling, the sandbagged bunkers—are today's in Bakhmut.

Any parallel between Verdun and Bakhmut is of course imprecise. In 1916 the battlefield lay outside the town, in orchards and woods above Verdun; Bakhmut is an urban battle, fought amid blocks of apartment buildings and wide roads. The number of dead in Bakhmut, estimated at perhaps 20,000-30,000, is a fraction of the number that fell by the end of the Battle of Verdun, on December 18th 1916. In the ten months of fighting, 60m shells pounded the ground at Verdun. When it began at 7:15am on February 21st 1916 the German artillery assault shook the villages and fields above Verdun with “an incalculable deluge of shells” wrote Captain Anatole Castex, a French officer. Louis Barthas, a barrel-maker from the Languedoc region conscripted into the French army, noted “thousands of shredded, pulverised corpses...at places where the earth was soaked with blood, swarms of flies swirled and eddied.” Yet for all the differences between Verdun and Bakhmut, three points nonetheless link the two battles.

One is the raw, muscular nature of the warfare involved, requiring staggering effort for meagre advances. It took the Germans a mere five days to capture the fort at Douaumont, the largest of the defences protecting Verdun. Yet it took four months for German forces to advance the three kilometres from the fort to take Fleury. To this day, the soil around Verdun is filled with unexploded ordnance and the remains of an estimated 80,000 bodies. “The forest here is a shroud,” says Nicolas Barret, director of the Verdun Memorial. Fleury and other villages flattened during the battle have never been rebuilt.

Despite today’s precision weaponry, the artillery battle in Bakhmut has been rudimentary, exhausting ammunition supplies and putting factories on a war footing, just as at Verdun. Shelling has forced soldiers into trenches or underground as it did then, underscoring the value of picks and shovels, cover and concealment. The fight for Bakhmut has now lasted even longer than that at Verdun, the longest in the first world war. Its battlefield is a “meat grinder”, noted Yevgeny Prigozhin, who fed the meat while leading the assault as head of Russia’s Wagner mercenaries.

A second point, as Anthony King at Warwick University points out, is that a small town of little consequence can take on strategic value if it becomes the place where opposing forces concentrate their forces. Initially, Russia put offensive power into taking Bakhmut in the hope of securing roads to the cities of Slovyansk and Kramatorsk. In 1916 Germany’s military chief, Erich von Falkenhayn, thought he could take Verdun swiftly with superior artillery, to secure railway lines and distract French forces from the Somme. Both attempts met fierce resistance. At Verdun, as in Bakhmut, each side drew the other into committing vast military resources to avoid slim territorial losses, turning inconsequential towns into places of military significance.

## **All not quiet**

Above all, each place has acquired a symbolic importance that outweighs its original strategic value. At Verdun, the French were caught ill-prepared. Under Philippe Pétain’s command, they built resistance around the rotation of forces, limiting soldiers’ time at the front and supplying the effort by road from Bar-le-Duc. “They shall not pass” became the Verdun battle cry, a defiant call to hold the town, just as President Volodymyr Zelensky called Bakhmut “our fortress”. “What Bakhmut shares with Verdun is the notion of prestige,” says Nicolas Czubak, a historian at the Verdun Memorial. The war was not won or lost at Verdun; but the French turned it into an emblem of strength that made retreat unthinkable.

The Ukrainians’ defiant attempt to hold Bakhmut was set back in May when Russian mercenaries claimed to have taken the town. Its symbolic value, though, remains. Russia threw all its force into the capture of Bakhmut. Yet it is no closer to victory in its war against Ukraine. The battle has exposed splits in Russia’s armed forces. And the Ukrainians still hold a sliver of the town as well as the outskirts; Russian troops are vulnerable inside it.

Back at Verdun, the Ukrainians’ valiant efforts are being followed closely by those who keep alive the memory of the horrors of 1916. As a mark of respect and fellow-feeling, they would like to invite Mr Zelensky to visit, when the time is right.

4 juin 2023 (NZZ)

[Der Mann der «unsichtbaren Hand»: Was Adam Smith wirklich wollte \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

## Der Mann mit der «unsichtbaren Hand»: Über Adam Smith sind viele Irrtümer im Umlauf. Zeit, sich zu fragen, was der schottische Aufklärer eigentlich wollte

300 Jahre nach seiner Geburt ist Adam Smith ein Opfer seines Ruhms. Er war ein grosser Liberaler – aber moderater, realistischer und egalitärer, als das Klischee es will.

Karen Horn

04.06.2023, 05.30 Uhr



Zwei Antriebe lenken den Menschen, Eigenliebe und Nächstenliebe, und nur wenn keine der beiden ausser Kontrolle gerät, kann eine Gesellschaft zu Wohlstand kommen: Adam Smith (1723–1790). Archive Photos / Getty

Die Missverständnisse beginnen schon mit dem Datum. Laut Kirchenregister wurde am 5. Juni 1723 in der Auld Kirk zu Kirkcaldy, einem Strassendorf mit Hafen gegenüber von Edinburgh am Firth of Forth, ein Säugling namens Adam Smith getauft. Es galt der julianische Kalender, den später der gregorianische ablöste und nach welchem Smiths Taufdatum nun dem 16. Juni entspricht. Die meisten diesjährigen Ehrerbietungen gegenüber dem berühmten schottischen Aufklärer finden mithin etwas zu früh statt.

Aber das ist noch der geringste Irrtum in **Erinnerung an einen grossen Denker, dessen Werk so wertvoll, inspirierend und zugänglich ist wie nur wenig aus dieser Epoche.** Seine bekanntesten Schriften, die 1759 erschienene «**Theory of Moral Sentiments**» und die 1776 veröffentlichte «**Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations**», **waren sofort ein Ereignis, wurden in andere Sprachen übertragen und entfalteten auch politisch Wirkung.**

In Amerika orientierten sich die «Founding Fathers» an Smiths Theorien über die soziale Wirksamkeit der Empathie und über die Steigerung der Produktivität durch Arbeitsteilung; **in Preussen begleiteten seine Einsichten die Stein-Hardenberg'schen Reformen**, die den absolutistischen Stände- und Agrarstaat zum aufgeklärten National- und Industriestaat wandelten.

Doch mit der Verbreitung kamen Verzerrungen und Vereinnahmungen. Smith wurde zum Opfer seines Ruhms, und **so liegt sein Werk heute unter einer Fülle von Fehlinterpretationen und Klischees verschüttet. Das Unglücklichste davon verbindet sich mit der «unsichtbaren Hand», einer damals gängigen Metapher, die der meisterliche Rhetoriker in seinem Gesamtwerk indes nur dreimal verwendete, ohne sie mit eigenem Gehalt aufzuladen.**

### Das grosse Missverständnis

Als sie indes einige Generationen später nicht mehr geläufig war, begann man sich an diesen zwei Wörtern abzarbeiten. Ob es im 19. Jahrhundert die Vertreter der Historischen Schule waren, im 20. Jahrhundert die

Ordoliberalen oder der Nobelpreisträger Paul Samuelson – man meinte in der Metapher nun ein naives mystisches Prinzip zu erkennen, nach dem der Einzelne, indem er auf dem Markt allein seine egoistischen Ziele verfolgt, automatisch auch das Gemeinwohl steigert.

**Man behauptete zudem, nach Smith gelte es jeden hoheitlichen Eingriff zu unterbinden, um diesen wundertätigen, von einer gütigen Vorsehung gelenkten Mechanismus einer natürlichen Harmonie nicht zu stören. In der allgemeinen Wahrnehmung verkam der schottische Moralphilosoph so zum Propheten des Egoismus und des Minimalstaats.**

**All das ist grundfalsch, aber diese Sinnverdrehung hängt Smith bis heute an.** Dass der 1790 Verstorbene darob im Grab rotieren mag, muss einen vielleicht nicht kümmern. Doch es geht nicht nur um die postume Rufschädigung an einem Menschenfreund und grossen Liberalen, der in Freiheit, Gleichheit und Gerechtigkeit die tragenden Werte der Gesellschaft erkannte. **Bedeutender ist der Kollateralschaden, der im beiseitegedrängten ganzheitlichen Nachdenken über Moral, Politik und Wirtschaft besteht.**

Wer sich auf die Schriften des Schotten einlässt, kann über all dies nur staunen. Smith, der als Professor für Moralphilosophie an der Universität Glasgow auch Rhetorik und Literatur lehrte, hat seine Schriften dem gesunden Menschenverstand zugänglich formuliert und sie mit einer Fülle eingängiger Beispiele versehen. So sehr, dass **Joseph Schumpeter später ätzte, Smith habe nie die «Grenzen des Fassungsvermögens selbst der dümmsten Leser» überschritten.** Was Smith schrieb, kann man nur dann in den falschen Hals bekommen, wenn man glaubt, das Werk nicht als Ganzes studieren zu müssen – sondern es nur als Stichwortgeber und Zitatensteinbruch benutzt.

### **Maskottchen und Sündenbock**

Dann ist der Weg zur politischen **Instrumentalisierung** frei. Ein frühes Beispiel führt in die Zeit vor den Sezessionskriegen in Amerika. Damals beriefen sich Politiker aus den Südstaaten auf Smith, weil er mit seiner Kritik an der protektionistischen Handelspolitik gut zu ihrer Freihandelsagenda passte. Gerade darum fiel er in den Nordstaaten in Ungnade, denn **der Süden erzielte seine Handelsgewinne auf dem Rücken der Sklaven. Dass Smith Sklaverei stets als moralisch untragbar und ökonomisch irrational gerügt hatte, interessierte niemanden. Er diente nur noch als Maskottchen oder Sündenbock.**

**Heute steht es ähnlich um Smith.** Dass sich der Tag seiner Geburt zum 300. Mal jährt, ist darum ein guter Anlass, den unsichtbar gewordenen Adam Smith wieder ans Tageslicht zu befördern. Man entdeckt beim näheren Hinsehen einen vielseitigen Gelehrten, der für die Geistes- und Gesellschaftswissenschaften zu leisten suchte, was Isaac Newton für die Naturwissenschaften gelungen war: **ein zusammenhängendes System zu schaffen.**

Man erkennt dann auch rasch, **dass seine beiden Hauptwerke, die «Moral Sentiments» und der «Wealth of Nations», nicht im Gegensatz zueinander stehen, sondern über Smiths Tugendethik eng miteinander verzahnt sind.** Sie ergänzen sich und unterliegen in ihrer Argumentation sogar, trotz der unterschiedlichen Forschungsfrage, exakt derselben durchkomponierten Systematik.

In den «Moral Sentiments» ergründet Smith, wie Menschen moralisch urteilen, und er modelliert zur kausalen Herleitung der Urteile einen interaktiven gesellschaftlichen Prozess. **Ihn treibt dabei ein positives Interesse (wie funktioniert das?) und ein normatives Anliegen um (sichert das Ergebnis die soziale Stabilität?). Als Ausgangspunkt denkt er die Menschen als natürlich Gleiche, versehen mit zwei Antrieben, der Eigenliebe und der Nächstenliebe. Sie gilt es in eine Balance zu bringen.** Darin erweist er sich als Realist: **Beide Antriebe erfüllen einen wichtigen Zweck, solange sie nicht ausser Kontrolle geraten.**

### **Wie funktioniert Fortschritt?**

Das Wissen darüber, wann die Eigenliebe zum lasterhaften und gemeinwohlschädlichen Egoismus degeneriert, fällt freilich weder vom Himmel, noch trägt man es schon immer in sich. Vielmehr wächst es mithilfe der Empathie, der Reaktionen anderer Menschen und der aufgeklärten Introspektion. **Das moralische Urteil setzt individuelle Freiheit im Sinne von Unabhängigkeit voraus. Es ist von Wahrnehmungsverzerrungen getrübt.** Umso mehr bedarf es der Pflege, denn es ist entscheidend für die öffentliche Ordnung.

**Für den «Wealth of Nations» hat Smith den wirtschaftlichen Fortschritt erforscht.** Auch hier die Fragen: **Wie funktioniert Fortschritt? Und wovon hängt es ab, ob eine Gesellschaft zu Prosperität findet, so dass es vor allem den Armen besser ergeht? Ihnen gilt Smiths grösste Sorge.** Ausgangspunkte der Modellierung sind der Wunsch des Menschen, das eigene Los zu bessern, und seine natürliche Neigung, mit anderen Menschen in Austausch zu treten. Hieraus entwickelt er wieder einen Prozess, in dem sich über produktivitätssteigernde Arbeitsteilung eine selbsttragende Wachstumsdynamik entfacht.

In den ersten beiden Teilen des «Wealth of Nations» trägt Smith die Bestandteile der Theorie zusammen – es geht um Preise, Wert, Geld, Löhne, Kapitalakkumulation, Aussenhandel. Dies ist gleichsam der ökonomische Lehrbuchteil, dem im dritten Teil eine Analyse der historischen Abweichungen vom theoretischen Entwicklungspfad folgt, im vierten eine Standpauke an Regierende und im fünften eine Art Ratgeber für den aufgeklärten Staatsmann, inklusive der Empfehlung progressiver Steuern.

### **Der glückliche Zufall der Geschichte**

In einer faszinierenden Betrachtung schildert Smith den glücklichen Zufall der Geschichte, dass der Feudalismus überwunden wurde und sich Institutionen herausgebildet haben, die wirtschaftlichen Fortschritt ermöglichen: **Rechtsstaat und Gewaltenteilung.** Nur auf dieser Grundlage könne sich das Streben der Menschen, ihr Los zu bessern, im kooperativen Miteinander umfassend entfalten.

In der Herausbildung dieser Institutionen erkennt Smith wieder das für die schottische Aufklärung typische Muster der unbeabsichtigten, auch in diesem Fall (aber durchaus nicht immer) günstigen Nebenprodukt individuellen Handelns. **Als Ursache macht er den Aufstieg des Bürgertums und der Städte im Zuge der Arbeitsteilung und der wachsenden Marktgebiete aus.** Damit habe sich das Machtgefüge in manchen Ländern tiefgreifend verändert – bis zu jenem Punkt, an dem Gleichheit, Gerechtigkeit und Freiheit in greifbare Nähe rückten.

In den letzten Teilen des «Wealth of Nations» bringt Smith seine beissende Kritik an Regierenden vor, die den Partikularinteressen gieriger Kaufleute entsprechen und deren Eigenliebe ausser Kontrolle geraten lassen. Zu ihrer Verschwörung gegen die Allgemeinheit sollte der Staat nicht noch die Hand reichen: **Weg also mit den Bevorzugungen, die einer mächtigen Gruppe Gewinne zuschanzen und den gesamtwirtschaftlichen Entwicklungsprozess unterbinden – denn dieser ermöglicht gerade den Armen ein besseres Leben.**

**Weg auch mit den Einschränkungen, die Armen unverdient in ihrer Misere festhalten.** Der moderate Reformersmith will den Staat von gemeinwohlschädlicher Beeinflussung befreien und neu ausrichten – einerseits mithilfe der ökonomischen Wissenschaft, andererseits mit den Tugenden, die allen Menschen aufgegeben sind: Klugheit, Gerechtigkeit und gegenseitiges Wohlwollen.

*Karen Horn lehrt ökonomische Ideengeschichte an der Universität Erfurt.*

4 juin 2023 (NZZ)

[Solidarität mit Lina E.: Eine Linke Demo in Leipzig eskaliert \(nzz.ch\)](#)

## «BRD, Bullenstaat, wir haben dich zum Kotzen satt»: In Leipzig eskaliert eine linke Demo

Eine eigentlich erlaubte Kundgebung wurde von der Polizei abgebrochen, nachdem Linksextremisten gewalttätig geworden waren. In der Nacht auf Sonntag hielt die Gewalt an.

Oliver Maksan, Leipzig

04.06.2023, 00.41 Uhr



Die deutsche Polizei war am Samstag in Leipzig in grosser Zahl und schwerer Montur präsent. Imago

«Ihr steht auf der falschen Seite», ruft die Frau mit den kurzen grauen Haaren einem Dutzend junger Polizisten zu, die in schwerer Montur vor ihr aufgereiht stehen. «Komm, is o. k.», entgegnet einer von ihnen mürrisch durch den zugeklappten Helm und winkt sie weiter.

«Nein, ist es nicht», insistiert die Frau, auf deren schwarzer Kleidung neben zahlreichen anderen weltanschaulichen Bekenntnissen ein «Omas gegen rechts»-Sticker prangt. Ihr Vorwurf: Die aus allen Teilen Deutschlands angerückte Polizei schütze Nazis, indem sie die ebenfalls von überall her angereisten Linken am Demonstrieren hindere.

So stehen sich am Samstagabend in einem Wohnviertel im Leipziger Süden die beiden Seiten gegenüber: etwa 1500 Linke und gewaltbereite Linksextreme, die sich mit der [am Mittwoch zu einer Haftstrafe verurteilten Linksextremistin Lina E.](#) solidarisieren, und aus zwölf Bundesländern zusammengetrommelte Hundertschaften von Polizisten, die für Recht und Ordnung in der sächsischen Metropole sorgen sollen.

### **Zehn Wasserwerfer werden aufgefahren**

Dabei blieb es nicht beim verbalen Schlagabtausch wie zwischen der engagierten Frau und den Polizisten. Zu dem Zeitpunkt sind längst zehn Wasserwerfer aufgefahren worden, und die Polizei hat etwa 300 Teilnehmer eingekesselt.

«Schweren Landfriedensbruch» wirft sie ihnen vor. Kriminalbeamte erfassen die Personalien. Schliesslich sind sie Beschuldigte in einem Strafverfahren. 100 Anzeigen wird es am Ende geben. Immer wieder wird über Lautsprecher des Polizeiwagens verkündet, dass schon der Versuch der Gefangenenbefreiung strafbar sei. «Ihr seid nicht allein», rufen die anderen Demonstranten dann rhythmisch in Richtung ihrer festgesetzten Mitstreiter.

Die Polizei versucht den Ring um den Park, in dem sie die Demonstranten festgesetzt hat, auszuweiten. Je weiter die Polizisten in langen Reihen voran rücken, desto häufiger kommt es zu Rangeleien und Beschimpfungen durch die zurückgedrängten Demonstranten. «BRD, Bullenstaat, wir haben dich zum Kotzen satt», ist noch einer der netteren Sprechchöre, die sich die Polizisten anhören müssen.

### **Steine und Flaschen fliegen, Böller knallen**

Dabei hätte die Demonstration nicht eskalieren müssen. Zwar war eine angekündigte grosse Solidaritätsdemonstration für Lina E. verboten worden. [Die Polizei fürchtete militante Ausschreitungen wie schon in den Tagen zuvor.](#) Schon am Hauptbahnhof untersuchte sie Ankommende, ob sie etwa Pyrotechnik mit sich führten. Bis zum Bundesverfassungsgericht in Karlsruhe gingen die Veranstalter, um das Verbot der Demonstration gerichtlich zu Fall zu bringen. Vergeblich.

Das hinderte einen grünen Stadtrat aber nicht daran, eine Demonstration für das Versammlungsrecht an sich anzumelden. Meist junge Linke finden sich dazu am frühen Samstagabend im Süden der Stadt ein.

Als sich die Teilnehmer dann grossenteils weigern, das Vermummungsverbot zu beachten, erlaubt die Polizei nicht, dass sich der Zug wie geplant in Bewegung setzen kann. Bald darauf kommt es zu Gewalt. Pyrotechnik wird gegen die Polizisten gerichtet, Steine und Flaschen fliegen, Böller knallen. Mehrere Polizisten werden dabei verletzt. Die Polizei löst die Versammlung auf.

### **Ein junger Marxist verteidigt Lina E.**

Ein junger Mann hat dafür kein Verständnis. Er ist vielleicht Anfang zwanzig, so genau kann man das wegen der bis unter die Augen reichenden schwarzen Stoffmaske nicht sagen. Die schwarze Baseball-Kappe wiederum legt einen Schatten über sein Gesicht. Seinen Namen will er verständlicherweise nicht nennen. Aus Bayern sei er gekommen.

Die Deutschen lebten in einem Fascho-Staat, ist er, der Marxist, sich sicher. Das zeige sich jetzt in Leipzig wieder. Man wisse doch, wie weit verbreitet der Rechtsextremismus unter Polizisten sei. Da sei es doch klar, dass Lina E. und ihre Mitstreiter für die gute Sache des Antifaschismus zur Gewalt gegen Nazis hätten greifen müssen. Die Polizei tue das ja schliesslich nicht. Die mache lieber Jagd auf Antifaschisten, sagt er und verabschiedet sich in Richtung Getümmel.

Bis in den späten Abend dauert die Identitätserfassung der Festgesetzten im Scheinwerferlicht. Unweit davon brennen dann wieder Barrikaden. Aus einer Menge von 300 Personen heraus wird eine Polizeiwache angegriffen. Der Samstag endet damit wie der Tag davor. Da war erheblicher Sachschaden entstanden. Auch waren Polizisten leicht verletzt worden. Sie sind für viele radikale Linke das Feindbild schlechthin.



4 juin 2023 (FAZ)

[Trotz hoher Verschuldung: Ratingagentur S&P stuft Frankreich nicht herab \(faz.net\)](https://www.faz.net)

TROTZ HOHER SCHULDEN:

## Ratingagentur S&P stuft Frankreich nicht herab

AKTUALISIERT AM 03.06.2023-11:09



Obwohl der französische Staat hochverschuldet ist, schätzt die Ratingagentur S&P die Kreditwürdigkeit des Landes weiter als gut ein. Die Aussichten seien aber negativ.

Einen Monat nach der Herabstufung Frankreichs durch die Ratingagentur Fitch angesichts der hohen Staatsverschuldung hat die einflussreichere Ratingagentur S&P Global ihre Bewertung des EU-Landes beibehalten. Frankreichs Kreditwürdigkeit werde weiter mit AA bewertet, teilte S&P Global am Freitag mit. Die Ratingagentur begründete dies mit den geplanten Maßnahmen der Regierung in Paris zur Reduzierung der Staatsschulden sowie mit der jüngst durchgesetzten Rentenreform.

**Eine Herabstufung hätte für Frankreich höhere Darlehenszinsen bedeutet und seinen Zugang zu Krediten erschwert. Die Bewertung AA zählt zu den Topnoten bei S&P und zeigt die starke Fähigkeit eines Staates an, aufgenommene Schulden zurückzuzahlen. Die beste Note AAA haben in der EU unter anderem Deutschland und die Niederlande, Frankreich hat dieses Prädikat schon im Jahr 2012 verloren.**

**S&P Global behielt aber auch seine Einstufung des Ausblicks für Frankreich als „negativ“ bei.** Zu den Risiken für eine Konsolidierung des Staatshaushalts zähle die fehlende absolute Mehrheit der Regierung von Präsident Emmanuel Macron im Parlament sowie „Unsicherheiten in der globalen und europäischen Wirtschaft“, hieß es zur Begründung.

Fitch hatte Frankreichs Bewertung Ende April von AA auf AA- herabgesetzt. Der französische Wirtschaftsminister Bruno Le Maire hatte sich in der Folge sehr darum bemüht, eine Herabstufung durch S&P Global zu verhindern, und sich dafür auch mit dem Chef der Ratingagentur getroffen.

Le Maire sieht in der nun verkündeten Entscheidung von S&P Global ein „positives Signal“. „Unsere Strategie hinsichtlich der öffentlichen Finanzen ist klar. Sie ist ehrgeizig. Und sie ist glaubwürdig“, sagte Le Maire im Gespräch mit der Sonntagszeitung „Journal du Dimanche“.

**Der Minister will am 19. Juni die ersten Milliardeneinsparungen im Haushalt für 2024 verkünden.** Vorab hatte er schon das Ende der Erdgassubventionen angesichts sinkender Marktpreise angekündigt.

**S&P geht davon aus, dass Frankreichs Schulden zwar zurückgehen, aber bis zum Jahr 2026 weiter bei mehr als 110 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (BIP) liegen werden.** Voriges Jahr hatte der Wert 111,6 Prozent betragen, bis 2027 will die Regierung ihn auf 108 Prozent drücken. **Kein anderes mit AA bewertetes Land hat so hohe Schulden.**

**Die Neuverschuldungsquote lag 2022 bei 4,7 Prozent des BIP und soll dieses Jahr noch auf 4,9 Prozent steigen,** bevor sie vom Jahr 2024 an schrittweise sinken soll. 2027 und damit am Ende von Macrons zweiter Amtszeit will seine Regierung endlich wieder die EU-Defizitgrenze von 3 Prozent einhalten.

3 juin 2023 (Le Monde)

[La sociologue Nathalie Heinich cherche à impulser un « antiwokisme de gauche » \(lemonde.fr\)](#)

## La sociologue Nathalie Heinich cherche à impulser un « antiwokisme de gauche »

Alors que les débats sur le wokisme agitent régulièrement les milieux intellectuels et médiatiques, la sociologue Nathalie Heinich a été invitée, le 31 mai, à présenter son ouvrage « Le wokisme serait-il un totalitarisme ? » à l'École normale supérieure.

Par [Marc-Olivier Bherer](#)

Publié le 01 juin 2023 à 18h05

Faire entendre un « antiwokisme de gauche », telle était l'intention de la sociologue Nathalie Heinich lors de la dernière séance du séminaire « **Violence et dogme** » du politologue Gilles Kepel à l'École normale supérieure. Selon elle, il y a urgence à « *recupérer le combat antiwoke, pour le moment accaparé par la droite et l'extrême droite* ».

L'événement s'est tenu le 31 mai dans une atmosphère de fin des classes, rencontrant néanmoins un certain succès. Une centaine de personnes étaient réunies dans une salle bondée, avec un public rassemblant plutôt des têtes grisonnantes, ainsi que quelques étudiants.

Le titulaire de la chaire Moyen-Orient - Méditerranée délaissait pour l'occasion les sociétés musulmanes et avait convié Nathalie Heinich à venir présenter son nouvel essai, *Le wokisme serait-il un totalitarisme ?* (Albin Michel, 198 pages, 16,90 euros), Cette séance représentait, comme Gilles Kepel l'a expliqué dans ses quelques phrases d'introduction, une manière de « *mélanger l'idée et l'action* ».

### « Totalitarisme d'atmosphère »

Cette intention se reflétait dans le choix des invités, le principal discutant étant Laurent Joffrin, ancien directeur de *Libération* et du *Nouvel Observateur*, désormais directeur du quotidien en ligne *Le Journal*, un site qui entend « *redonner une boussole à la gauche* ». Bernard Rougier, professeur à l'université Sorbonne-Nouvelle, auteur de *Les Territoires conquis de l'islamisme* (PUF, 2021) avait également été convié à participer aux échanges.

Nathalie Heinich a commencé son intervention en affirmant sa volonté de « *défendre des valeurs de la gauche républicaine, universaliste, laïque, rationaliste* ». Ce socle serait aujourd'hui fragilisé par les attaques d'un camp wokiste, très présent à l'université, notamment dans les études de genre et postcoloniales, mais également au sein de la société – le mouvement #metoo en serait une incarnation. Cette gauche, portant des combats légitimes, chercherait néanmoins à faire taire l'adversaire par des manœuvres d'intimidation, ce qu'on a appelé la « *cancel culture* ».

Le phénomène aurait pris une telle ampleur que le wokisme aurait installé un « *totalitarisme d'atmosphère* », selon Nathalie Heinich, une formule inspirée du « *djihadisme d'atmosphère* » que Gilles Kepel emploie pour décrire un islamisme diffus ne s'appuyant sur aucune organisation. La dimension totalitaire de la mouvance woke proviendrait d'une propension à la censure, un primat de l'idéologie sur la vérité et un identitarisme qui assigne à chacun une communauté d'appartenance.

### Examen de conscience

Et c'est sur cette analogie avec le totalitarisme que les échanges ont été les plus vifs, Laurent Joffrin étant d'accord sur le diagnostic, mais pas sur les termes employés. « *Le mot "totalitarisme", c'est trop. Il y a un côté point Godwin* », une réduction de l'adversaire à Hitler. Derrière le mouvement woke, « *il n'y a pas d'Etat, ni de*

*parti décidé à conquérir l'Etat. C'est une nébuleuse. Parler de totalitarisme peut poser problème sur le plan de l'efficacité tactique ».*

**Nathalie Heinich revendique néanmoins ce terme**, puisque son objet d'étude en tant que sociologue n'est pas les formes du politique, mais **les représentations et les imaginaires**. **A ce titre, elle juge que le wokisme a bien des « traits totalitaires ».**

**Le wokisme aurait-il cependant une utilité ? L'universalisme et la République doivent en effet faire leur examen de conscience, reconnaît Laurent Joffrin.** Le renouveau des luttes contre la discrimination ou le sexisme a rappelé que la réalité n'était pas toujours à la hauteur des idéaux affichés. Face aux succès du wokisme, un effort militant concurrent doit être déployé, de nouvelles politiques adoptées. [Les quotas ont prouvé leur efficacité](#), notamment en politique, où la parité homme-femme a été imposée.

## Entre-soi

A cela, Nathalie Heinich répond que si les quotas sont « efficaces », ils sont également un nouvel avatar d'un américanisme dangereux, celui du « *multiculturalisme* » qui vous enferme dans une catégorie identitaire. Cette norme de la parité prévaut d'ailleurs dans la recherche, où « *des femmes sont donc sollicitées pour prendre part à des jurys de thèse, non sur la base de leurs compétences, mais pour remplir cette exigence* ». Le mérite passe au second plan.

Bernard Rougier remarque à ce propos que l'anthropologue Ernest Gellner (1925-1995) avait montré comment la révolution scientifique a été permise par une distinction entre vérité et identité. Ce même auteur avait cependant annoncé, en outre, le rapprochement entre des milieux intellectuels relativistes et postmodernes, ancêtres du wokisme dans les années 1990, et les mouvances islamistes dans un combat contre le rationalisme des Lumières.

Dans son propos livré en guise de conclusion, Gilles Kepel remarque d'ailleurs que le wokisme mène une déconstruction générale – à l'exception du « *méta-récit islamiste* » car il provient « *de ceux-là mêmes qui s'estiment discriminés* », les musulmans, ou les anciens sujets coloniaux. La recherche ne supporterait plus désormais que l'on fasse la critique des « *dominés* ».

Les échanges se sont déroulés dans le calme grâce à un entre-soi garanti par une absence de publicité pour annoncer cet événement. Par crainte que certains provoquent un incident, comme cela s'est produit en décembre à Poitiers lors d'une conférence de Nathalie Heinich, l'accès était sur invitation uniquement. Les deux gauches ont décidément encore beaucoup à faire pour se réconcilier.

3 juin 2023 (Le Monde)

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/06/03/le-maintien-par-standard-poor-s-de-la-note-de-la-france-un-satisfecit-a-la-portee-limitee-pour-le-gouvernement\\_6175991\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/06/03/le-maintien-par-standard-poor-s-de-la-note-de-la-france-un-satisfecit-a-la-portee-limitee-pour-le-gouvernement_6175991_823448.html)

## Le maintien par Standard & Poor's de la note de la France, un satisfecit à la portée limitée pour le gouvernement

L'agence américaine a conservé la note de la dette française au niveau AA. L'exécutif y voit la validation de sa politique, même si S&P, comme sa consœur Fitch, s'inquiète de l'absence de majorité du camp présidentiel pour faire passer ses réformes.

Par [Elsa Conesa](#)

Publié aujourd'hui à 05h00



Le Maire visite la gigafactory d'Automotive Cells Company (ACC), une co-entreprise de Stellantis, TotalEnergies et Mercedes, lors de son inauguration à Billy-Berclau-Douvrin (Pas-de-Calais), le 30 mai 2023. PASCAL ROSSIGNOL / AFP

L'échéance affolait bien plus le monde politique que les marchés auxquels elle était pourtant destinée. Vendredi 2 juin au soir, l'agence américaine Standard & Poor's a finalement choisi de ne pas toucher à la note de la dette française, maintenue au niveau « AA ». La pression était allée croissant depuis que [sa concurrente Fitch avait à l'inverse décidé, fin avril, de la dégrader à « AA- »](#), s'inquiétant de la capacité du gouvernement à réformer dans un contexte social tendu.

« Les autorités ont revu récemment leur stratégie de consolidation budgétaire à moyen terme », écrit Standard & Poor's pour justifier le statu quo, soulignant la « prospérité » de l'économie française et la « solidité » de ses institutions. La France a durci en avril ses objectifs de redressement des finances publiques, et compte désormais ramener son déficit à 3,2 % du PIB en 2026, un objectif plus ambitieux que celui présenté à l'agence fin 2022. Celle-ci souligne en outre les effets positifs de la réforme des retraites et la sortie des mesures de soutien liées à la crise de l'énergie. Comme Fitch, elle voit toutefois l'absence de majorité au Parlement comme l'un des « risques » pesant sur la crédibilité des objectifs fixés, confirmant la perspective négative pesant sur la note.

Le gouvernement y a immédiatement vu la validation de ses efforts des derniers mois. « C'est un signal positif, a réagi [le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, auprès du Journal du dimanche vendredi soir](#). Notre stratégie en matière de finances publiques est claire. Elle est ambitieuse. Et elle est crédible. » A mesure qu'approchait l'échéance, l'exécutif avait multiplié les gages de bonne gestion ces dernières semaines, annonçant il y a quelques jours le gel de pas moins de 10 milliards d'euros de crédits alloués aux différents ministères en 2023, et réduisant de 5 % ceux de 2024. Bruno Le Maire mettait en outre en avant dès qu'il en avait l'occasion la résistance de l'économie française par rapport à son voisin allemand, le ralentissement de l'inflation qui s'amorce et, bien sûr, la réforme des retraites adoptée au printemps, censée rapporter 8 milliards d'euros à l'horizon 2027.

**Bruno Le Maire, « garant de cette fermeté »**

Standard & Poor's avait alimenté les craintes de l'exécutif avec un premier avertissement le 2 décembre 2022, lorsqu'elle avait décidé d'assortir la note de l'Hexagone d'une perspective « *négative* » – un premier pas vers une sanction plus explicite. Elle évoquait alors le risque de ralentissement de l'économie et le coût budgétaire élevé des politiques de soutien dans la crise de l'énergie. Le gouvernement comme les élus avaient fini par se résoudre à l'hypothèse d'une sanction par l'agence américaine, tentant à l'avance d'en minimiser la portée. Emmanuel Macron avait même carrément critiqué l'agence Fitch, [estimant dans L'Opinion du 15 mai](#) que celle-ci se trompait « *profondément dans son analyse politique* ». « *Nous avons fait la démonstration qu'on savait voter beaucoup de textes de loi avec cette majorité* », ajoutait-il.

Le satisfecit obtenu vendredi offrira un soulagement de courte durée, puisqu'un rendez-vous est d'ores et déjà fixé à la fin de l'année, qui contraindra l'exécutif à prendre de nouveaux engagements d'ici là. Le 19 juin, Bercy présentera « *les premières mesures d'économies, pour plusieurs milliards d'euros, que nous mettrons en œuvre dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024* », a assuré Bruno Le Maire au JDD. La loi de programmation des finances publiques, qui expose la trajectoire budgétaire pour ramener le déficit public sous les 3 % d'ici à 2027, doit également être présentée au Parlement cet été. En 2022, l'absence de majorité l'avait empêché de faire adopter la précédente version. L'exécutif devra aussi montrer que ses mesures en faveur du plein-emploi – réformes et baisses d'impôts – conduisent à un sursaut de création de richesses.

Bercy craignait ces derniers jours qu'un feu vert de l'agence de notation n'affaiblisse le poids de ses avertissements répétés en faveur d'une plus grande maîtrise des comptes, alors que le ministère a démarré le cycle délicat des négociations annuelles avec les différents ministères en vue de la préparation du budget 2024. « *Cette stratégie de désendettement et de réduction des déficits, nous devons nous y tenir avec la fermeté la plus totale. Je suis le garant de cette fermeté* », a prévenu Bruno Le Maire dans le JDD.

## **Le « rôle protecteur » de la BCE**

Si les investisseurs se fient moins aux agences de notation qu'à leurs propres analyses, la décision de Standard & Poor's devrait néanmoins contribuer à desserrer la pression pesant sur les taux auxquels la France se finance. Après une décennie de taux nuls voire négatifs, la France doit en effet payer plus cher pour emprunter depuis un an. La réapparition de l'inflation dans le sillage de la crise sanitaire a poussé la Banque centrale européenne (BCE) à relever ses taux directeurs à plusieurs reprises depuis juillet 2022 pour tenter d'en freiner la progression, renchérissant d'autant le coût auquel la France et ses partenaires européens empruntent.

**La charge de la dette s'est ainsi alourdie de 15 milliards d'euros dans le budget en 2022, et la France se finance désormais à un taux proche de 3 %.** « *La France bénéficie toujours d'un soutien gigantesque de la BCE, qui possède environ 20 % de la dette française*, rappelle l'économiste Anne-Laure Delatte. *Cela joue un rôle protecteur. Pour les investisseurs, les choix politiques du gouvernement comptent au moins autant que le soutien de la BCE.* »

**Il n'est pas non plus certain que la décision de l'agence ait un quelconque effet dans l'opinion, qui continue à voir la dette comme un sujet nettement moins préoccupant que l'inflation, le climat ou l'éducation.** « *Lorsque la France a perdu son triple A début 2012, c'était présenté comme un cataclysme qui allait ruiner le pays*, relativise Emmanuel Rivière, directeur des études internationales chez Kantar Public. *Or les Français ont vu que cela n'a pas eu un effet colossal.* » **La question des finances publiques est en outre rarement payante électoralement.** « *Si la dette rendait impopulaire, avance Emmanuel Rivière, la France n'en aurait sans doute pas accumulé 3 000 milliards d'euros.* »

2 juin 2023 (SZ)

[Kinder in Deutschland können immer schlechter lesen: Was die Gründe sind - Politik - SZ.de \(sueddeutsche.de\)](#)

## Iglu-Studie : Kinder in Deutschland können immer schlechter lesen

16. Mai 2023, 10:03 Uhr



An deutschen Grundschulen wird insgesamt zu wenig Zeit mit Lesen verbracht.

(Foto: Westend61/Imago)

**Ein Viertel der Viertklässler scheitert laut einer neuen Studie an den Mindeststandards. Ein internationaler Vergleich zeigt, dass es auch anders geht.**

Von [Lilith Volkert](#)

Die Erkenntnis kommt nicht überraschend, doch das macht sie nicht weniger erschreckend: Grundschüler in Deutschland lernen immer schlechter lesen, im Vergleich mit Schülern aus 43 Staaten sind sie nur Mittelmaß. Seit 2016 ist die durchschnittliche Lesekompetenz von Viertklässlern besonders stark gesunken. Es gibt große Unterschiede zwischen guten und schlechten Schülern, beim Abbau von Bildungsungerechtigkeit sind keine Fortschritte zu sehen.

Zu diesen Schlüssen kommt die [Internationale Grundschul-Lese-Untersuchung \(Iglu\)](#), die seit 2001 alle fünf Jahre durchgeführt wird und am Dienstag in Berlin vorgestellt wurde. Die Ziele, die die Kultusministerkonferenz (KMK) nach dem sogenannten Pisa-Schock vor mehr als 20 Jahren formuliert hat, seien an vielen Stellen verfehlt worden, heißt es darin.

### Leseleistung von Viertklässlern

Mittelwert ausgewählter Länder; je höher der Wert, desto höher die Lesekompetenz



Für die Analyse hat das Institut für Schulentwicklungsforschung an der Technischen Universität Dortmund die Daten von 4611 Viertklässlern ausgewertet. Diese haben im Frühjahr 2021 an der Leistungserhebung teilgenommen - also ein Jahr nach Beginn der Corona-Pandemie, die an den Schulen zu wochenlangem Distanz- und Wechselunterricht geführt hatte. Außerdem wurden Lehrkräfte und Eltern befragt.

### **Am Ende stehen hohe Schulabbrecherquoten**

Die Ergebnisse der Tests sind verheerend: 25 Prozent der Viertklässler scheitern an den internationalen Mindeststandards. Das heißt, sie schaffen es nicht, in einem Text relevante Informationen zu erkennen und diese zueinander in Beziehung zu setzen. Das hat fatale Folgen: Wer längere Abschnitte nicht sinnerfassend lesen kann, kann mit Problemen auf der weiterführenden Schule und im Berufsleben rechnen.

Eine bundesweite Studie mit 26 000 Teilnehmern der gleichen Jahrgangsstufe kam vergangenes Jahr zu einem ähnlich desaströsen Ergebnis. Laut [IQB-Bildungstrend 2021](#) scheiterte beim Lesen fast jeder Fünfte an den von der KMK festgelegten Mindeststandards. Angesichts dieser Zahlen erstaunt es nicht, dass jedes Jahr etwa 50 000 Jugendliche die Schule ohne Abschluss verlassen.

"Die pandemiebedingten Beeinträchtigungen und die sich verändernde Schülerschaft erklären nur einen Teil dieses Leistungsabfalls", sagt Nele McElvany, Professorin an der TU Dortmund und wissenschaftliche Leitung der Iglu-Studie 2021. Den Abwärtstrend gebe es bereits seit 2006, die problematische Entwicklung im deutschen Bildungssystem in den letzten Jahren sei durch diese Aspekte nur verstärkt worden.

Die Studie weist auch auf mögliche Gründe für das schlechte Abschneiden hin: In deutschen Klassenzimmern wird vergleichsweise wenig Zeit mit Lesen verbracht, nämlich durchschnittlich 141 Minuten pro Woche. In den EU-Teilnehmer-Ländern sind es im Mittel 194 Minuten, in denen aus der OECD sogar 205 Minuten. Die Digitalisierung an deutschen Grundschulen ist im internationalen Vergleich unterdurchschnittlich - sowohl hinsichtlich der Ausstattung als auch bezüglich der Nutzung. Die Autoren weisen außerdem darauf hin, dass die Klassenlektüren in der vierten Jahrgangsstufe relativ kurz und durchschnittlich über 20 Jahre alt seien. "Sie decken sich zudem kaum mit den Vorlieben der Schülerinnen und Schüler", heißt es.

Außerdem stellen die Autorinnen und Autoren fest, dass sich "in zwanzig Jahren im Hinblick auf die [Bildungsgerechtigkeit](#) und Chancengleichheit in Deutschland praktisch nichts verändert" hat. Wie gut jemand abschneidet, hängt also unverändert stark von der Bildung der Eltern ab. Um die Empfehlung fürs Gymnasium zu erhalten, müssen Kinder aus Arbeiterfamilien nach wie vor wesentlich mehr leisten als Kinder aus Akademikerfamilien, geht aus der Studie hervor.

Der Vergleich mit den Ergebnissen anderer Länder mache deutlich, dass der Zusammenhang von Herkunft und schulischem Erfolg "kein unausweichlicher Mechanismus" ist. Die Wissenschaftler fordern, dass Grundschulen sich auf die Vermittlung grundlegender Kompetenzen konzentrieren und dem Leseunterricht mehr Zeit einräumen sollten. Wer sich erkennbar schwertut, sollte in Kleingruppen oder sogar individuell gefördert werden.

Eine erfreuliche Nachricht gibt es auch: Viertklässler fühlen sich im Mittel wohl in der Schule. Die Zufriedenheit, die zwischen 2011 und 2016 zurückgegangen war, hat seitdem wieder deutlich zugenommen.

2 juin 2023 (FAZ)

[Erdogans Sieg bei Deutschtürken: Sie wollen einfach nicht \(faz.net\)](https://www.faz.net)

DEUSCHTÜRKEN UND ERDOGAN-SIEG:

## Sie wollen einfach nicht

EIN KOMMENTAR VON JASPER VON ALTENBOCKUM

-AKTUALISIERT AM 30.05.2023-18:44



Anhänger des türkischen Präsidenten Erdogan und die Polizei am Sonntagabend, dem 28. Mai, in der Innenstadt von Mannheim. Bild: dpa

**Es ist eine Binsenweisheit: Irgendetwas läuft schief mit der Integration in Deutschland. Die Autokorsos nach der Erdogan-Wahl zeigen den Deutschen, wie naiv ihre Migrationspolitik ist.**

Nicht nur, dass die Wahlchancen eines nationalistischen Autokraten unter den Türken in Deutschland besonders hoch sind; es hat auch den Anschein, dass die Erdogan-Anhänger ihren Sieg über Pluralismus, Liberalismus und säkulare Weltoffenheit „ihren“ Deutschen einmal richtig unter die Nase reiben wollen. Davon zeugen die Autokorsos und Feiern, die nicht allein mit der üblichen politischen Folklore zu erklären sind.

**Die meisten der Beteiligten sind hier geboren, sind hier zur Schule gegangen, genießen Freiheit und Wohlstand, halten aber den „Westen“ für das Reich des Bösen.** Es ist eine Binsenweisheit, was nun von rechts bis links festgestellt wird: Irgendetwas läuft schief mit der Integration in Deutschland. Nur was?

Türkische Einwanderung hat nicht überall auf der Welt zu diesem Ergebnis geführt. In Deutschland selbst gibt es große Unterschiede, wie überhaupt im Auge behalten werden sollte, dass die Erdogan-Wähler nicht die Mehrheit der türkischen Gemeinde hierzulande repräsentieren. Nationalisten unter ihnen lassen sich aber besonders gut mobilisieren. Das lässt sich mit dem Ausmaß der AKP-Propaganda erklären, liegt aber auch an der Herkunft der Einwanderer aus der Türkei. Dort wie hier gilt: Anatolien ist nicht Istanbul.

### Liegt es wirklich am deutschen Angebot?

Zweifel sind also angebracht, ob das deutsche Phänomen am deutschen „Angebot“ liegt, ob also die Begeisterung für Erdogan nur deshalb in Deutschland besonders hoch ist, weil hier weniger freundlich mit Einwanderern umgegangen wird als anderswo. Die Meinungen über Integrationsdefizite gehen dennoch diametral auseinander.

Auch jetzt wieder sehen Politiker, die sich für Experten der Einwanderungsgesellschaft halten, die Verantwortung für das Wahlverhalten der Deutschtürken nicht in erster Linie bei diesen selbst, sondern bei den Deutschen. Grundgedanke dieser Richtung ist, dass die maßgebliche Integrationsleistung von der Aufnahmegesellschaft ausgehen müsse, nicht von den Eingewanderten. Am anderen Ende des Spektrums stehen die Radikalen, die jeden Problemeinwanderer, egal welcher Generation, am liebsten loswerden würden.



Antinationalisten, die sich über eingewanderte Nationalisten wundern, sind aber genauso kurios und naiv wie Nationalisten, die Nationalisten loswerden wollen. Die einen leben nun schon seit Jahrzehnten in der irrigen Vorstellung, dass Deutschland sich durch Einwanderung in ein Gemeinwesen jenseits von Volk und Nation entwickeln werde. Die anderen glauben immer noch, darin ganz Brüder und Schwestern im Geiste Erdogans, dass sich Deutschland zu einer homogenen Nation zurückentwickeln lasse. Die Zukunft wird wohl irgendwo dazwischenliegen.

## Verdrängungskünste der deutschen Politik

**Weder verträgt eine Gesellschaft ein Übermaß an Heterogenität, noch lässt sich Homogenität verordnen.** Die deutsche Politik ist sich aber gar nicht erst im Klaren, wo Deutschland überhaupt steht. In der Corona-Krise stellte sie erstaunt fest, dass weite Teile der Eingewanderten nie in der deutschen Öffentlichkeit angekommen waren. **Dass jedes vierte Kind am Ende der Grundschule nicht wirklich lesen und schreiben kann, dürfte auch damit zu tun haben – wird aber erst gar nicht migrationspolitisch thematisiert.** Dass derzeit die Fehler der Vergangenheit massenhaft wiederholt werden, indem Kommunen eine Einwanderung aufgebürdet wird, die integrationspolitisch nicht zu verantworten ist – auch das wird in Berlin nur ungern zur Kenntnis genommen.

Das alles spricht nicht für politischen Realismus. **Liegt es wirklich an der hiesigen Gesellschaft, wenn Eingewanderte sich nicht einmal über das Nötigste in Deutschland informieren können? Liegt es wirklich an mangelhafter Durchlässigkeit des deutschen Schulsystems, dass Kinder am Ende der Grundschule die deutsche Sprache nicht beherrschen?** Sind Rassismus und Ausländerfeindlichkeit wirklich so weit verbreitet, dass nur noch Erdogan hilft? Oder sind allein solche Fragen schon zu viel?

Die türkischstämmige Einwanderung zeigt, dass Integration in idealer Reinform eine Illusion geworden ist. Keine Gesellschaft ist zudem völlig „integriert“. **Es hieße aber, die eine Illusion mit einer anderen zu bekämpfen, wenn Anreize zur Anpassung an die neue Heimat so niedrig wie nur möglich gehalten werden.**

Auf die Frage, ob Einbürgerung auch für Leute erleichtert werden soll, die, aus welchem Land auch immer, Erdogans Paschawelt importieren wollen, haben ausgerechnet diejenigen keine klare Antwort, die allen Skeptikern vorhalten, sie wüssten nicht, was es heiße, eine Einwanderungsgesellschaft zu gestalten. **Einbürgerung muss aber, um überhaupt etwas gestalten zu können, ein Zeichen gegenseitiger, nicht einseitiger Akzeptanz sein.** Die türkischen Autokorsos auf deutschen Straßen waren insofern eine Machtdemonstration, die sich gegen eine devote Einwanderungspolitik richtete. **Sie sollte sagen: Ihr könnt noch so wenig wollen, wir wollen gar nicht.**

2 juin 2023 (The Economist)

[Ukraine gets its F-16s \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Better late than never

## Ukraine gets its F-16s

The political backing may matter even more than the elderly fighter jets



Jun 1st 2023

The first batch of the f-16 fighter jets that Ukraine is preparing to receive is expected to arrive in late September—too late to play a role in the counter-offensive that could begin at any moment. However, the decision, made by Joe Biden just before the g7 meeting in Hiroshima in May, still has immediate significance.

The Ukrainians have been asking for Western fighter jets almost from the day of Russia's invasion. But the answer from the Pentagon, which can block other f-16 user countries from supplying the American-made aircraft, was always negative. The reasons given were of two sorts. The first set were supposedly practical. It would take 18 months to train Ukrainian pilots and ground crew to fly and maintain aircraft as sophisticated and unfamiliar as the f-16. Ukrainian runways were not of a high enough standard. The cost would be prohibitive. Ukraine, so the chairman of America's Joint Chiefs of Staff, General Mark Milley, patronisingly averred, should focus on other priorities.

The second set of reasons involved worries that Russia would regard such a move as an escalation, an excuse that had also been used to delay providing Ukraine with long-range weapons (such as himars missiles) and with tanks. The fear of escalation was always the main consideration, but it was both contradictory to the first, and specious. If the f-16s would not do much to enhance Ukraine's capabilities, why would they concern the Russians? And anyway, what was the Russian response likely to be? Giving the Ukrainians an aircraft that first entered service nearly 50 years ago was hardly likely to push Vladimir Putin into taking the catastrophic step of using nuclear weapons.

Two things changed the American position. The first was growing pressure from allies. The British were particularly hawkish and the Dutch announced they were forming a coalition to get the f-16s to Ukraine and would start training its pilots. The second was a shift in war aims within the administration, moving from ensuring that Russia could not defeat Ukraine to backing a Ukrainian victory. It is this that should worry the Kremlin even more than the arrival of the f-16s themselves.

Whether the jets really are the game-changer that the Ukrainians appear to believe is questionable. There is no doubt that if Ukraine gets 40 to 60 f-16s they will provide real capability benefits. The version of the f-16 it will receive is known as the Mid-Life Update (mlu), which has been operated by several European air forces for the past 25 years. Among the mlu upgrades are a data link that will enable Ukraine's aircraft to combine with nato's ground-based air-defence radars, such as the Patriot. This will improve effectiveness against Russian cruise missiles, and generally help defend Ukraine's airspace

better than its diminishing fleet of Soviet-era mig-29s, Su-27s and Su-24s. Unlike those planes, the f-16 can carry the full suite of air-to-air and air-to-ground missiles used by America and its allies.

But those expecting the f-16s to provide a quick ticket to air superiority may be disappointed. In the first place, any fourth-generation fighter that lacks stealth characteristics will be highly vulnerable to Russia's fearsome S-400 surface-to-air missiles, one reason why within nato all such aircraft are being phased out in favour of fifth-generation f-35s. Another is the obsolescent an/ag66 pulse-Doppler radar of the f-16 mlu, which cannot match either the range or target acquisition of the radars carried by later versions of Russian Su-35s and mig-31s.

At least one problem previously cited as a reason for holding back the f-16s has not gone away. Ukrainian pilots, we now know, can be trained in four months, while contract ground crews can keep the planes flying. But with gaping air intakes that suck up debris, the f-16s will struggle to take off from rough or damaged runways.

It is what the f-16s represent in terms of Western commitment, as much as what they can contribute to the war effort, that matters. They will help Ukraine win, but they are not the *Wunderwaffe* that many are fervently hoping for.

2 juin 2023 (The Economist)

[Global fertility has collapsed, with profound economic consequences \(economist.com\)](https://www.economist.com)

The baby-bust economy

## Global fertility has collapsed, with profound economic consequences

What might change the world's dire demographic trajectory?



Jun 1st 2023

In the roughly 250 years since the Industrial Revolution the world's population, like its wealth, has exploded. Before the end of this century, however, the number of people on the planet could shrink for the first time since the Black Death. The root cause is not a surge in deaths, but a slump in births. Across much of the world the fertility rate, the average number of births per woman, is collapsing. Although the trend may be familiar, its extent and its consequences are not. Even as [artificial intelligence](#) (ai) leads to surging optimism in some quarters, the baby bust hangs over the future of the world economy.

In 2000 the world's fertility rate was 2.7 births per woman, comfortably above the "replacement rate" of 2.1, at which a population is stable. Today it is 2.3 and falling. The largest 15 countries by gdp all have a fertility rate below the replacement rate. That includes America and much of the rich world, but also [China and India](#), neither of which is rich but which together account for more than a third of the global population.

The result is that in much of the world the patter of tiny feet is being drowned out by the clatter of walking sticks. The prime examples of ageing countries are no longer just [Japan](#) and Italy but also include Brazil, Mexico and Thailand. By 2030 more than half the inhabitants of East and South-East Asia will be over 40. As the old die and are not fully replaced, populations are likely to shrink. Outside Africa, the world's population is forecast to peak in the 2050s and end the century smaller than it is today. Even in Africa, the fertility rate is falling fast.

Whatever some environmentalists say, a shrinking population creates problems. The world is not close to full and the economic difficulties resulting from fewer young people are many. The obvious one is that it is getting harder to support the world's pensioners. Retired folk draw on the output of the working-aged, either through the state, which levies taxes on workers to pay public pensions, or by cashing in savings to buy goods and services or because relatives provide care unpaid. But whereas the rich world currently has around three people between 20 and 64 years old for everyone over 65, by 2050 it will have less than two. The implications are higher taxes, later retirements, lower real returns for savers and, possibly, government budget crises.

Low ratios of workers to pensioners are only one problem stemming from collapsing fertility. As we explain this week, younger people have more of what psychologists call "[fluid intelligence](#)", the ability to think creatively so as to solve problems in entirely new ways .

This youthful dynamism complements the accumulated knowledge of older workers. It also brings change. Patents filed by the youngest inventors are much more likely to cover breakthrough innovations. Older countries—and, it turns out, their young people—are less enterprising and less comfortable taking risks. Elderly electorates ossify politics, too. Because the old benefit less than the young when economies grow, they have proved less keen on pro-growth policies, especially housebuilding. Creative destruction is likely to be rarer in ageing societies, suppressing productivity growth in ways that compound into an enormous missed opportunity.

All things considered, it is tempting to cast low fertility rates as a crisis to be solved. Many of its underlying causes, though, are in themselves welcome. As people have become richer they have tended to have fewer children. Today they face different trade-offs between work and family, and these are mostly better ones. The populist conservatives who claim low fertility is a sign of society's failure and call for a return to traditional family values are wrong. More choice is a good thing, and no one owes it to others to bring up children.

Liberals' impulse to encourage more immigration is more noble. But it, too, is a misdiagnosis. [Immigration](#) in the rich world today is at a record high, helping individual countries tackle worker shortages. But the global nature of the fertility slump means that, by the middle of the century, the world is likely to face a dearth of young educated workers unless something changes.

What might that be? People often tell pollsters they want more children than they have. This gap between aspiration and reality could be in part because would-be parents—who, in effect, subsidise future childless pensioners—cannot afford to have more children, or because of other policy failures, such as housing shortages or inadequate fertility treatment. Yet even if these are fixed, economic development is still likely to lead to a fall in fertility below the replacement rate. Pro-family policies have a disappointing record. Singapore offers lavish grants, tax rebates and child-care subsidies—but has a fertility rate of 1.0.

Unleashing the potential of the world's poor would ease the shortage of educated young workers without more births. Two-thirds of Chinese children live in the countryside and attend mostly dreadful schools; the same fraction of 25- to 34-year-olds in India have not completed upper secondary education. Africa's pool of young people will continue to grow for decades. Boosting their skills is desirable in itself, and might also cast more young migrants as innovators in otherwise-stagnant economies. Yet encouraging development is hard—and the sooner places get rich, the sooner they get old.

Eventually, therefore, the world will have to make do with fewer youngsters—and perhaps with a shrinking population. With that in mind, recent advances in ai could not have come at a better time. An über-productive ai-infused economy might find it easy to support a greater number of retired people. Eventually ai may be able to generate ideas by itself, reducing the need for human intelligence. Combined with robotics, ai may also make caring for the elderly less labour-intensive. Such innovations will certainly be in high demand.

If technology does allow humanity to overcome the baby bust, it will fit the historical pattern. Unexpected productivity advances meant that demographic time-bombs, such as the mass starvation predicted by Thomas Malthus in the 18th century, failed to detonate. Fewer babies means less human genius. But that might be a problem human genius can fix.

2 juin 2023 (Atlantico)

[Qui vit combien d'années à la retraite ? : l'INED a de nouvelles données précises | Atlantico.fr](#)

ESPÉRANCE DE VIE

## Qui vit combien d'années à la retraite ? : l'INED a de nouvelles données précises

Des chercheurs ont mesuré l'espérance de vie des catégories socioprofessionnelles à différents âges, et particulièrement autour des âges de départ à la retraite, dans une nouvelle étude.

[Florian Bonnet](#)



Des chercheurs ont mesuré l'espérance de vie des catégories socioprofessionnelles à différents âges.

**Atlantico :** Vous avez publié une étude, "[Les ouvriers vivent moins longtemps que les cadres : combien de temps passent-ils à la retraite et en \(in\)activité?](#)", quelle était son ambition ? Quels sont ses principaux résultats ?

**Florian Bonnet :** L'ambition première était de recalculer l'espérance de vie de manière fiable. On avait besoin de remettre un peu de perspective dans les chiffres, notamment au regard de la réforme des retraites récente. Les données précédentes sur ce sujet étaient assez anciennes, donc nous avons voulu voir quels étaient les écarts aujourd'hui. Plus précisément sur la période 2018, c'est-à-dire avant la pandémie.

Dans cette première partie de l'article, nous montrons qu'il existe bel et bien un gradient de mortalité, ou du moins d'espérance de vie, selon les catégories socioprofessionnelles (CSP). Les ouvriers et les cadres présentent un écart important. Si l'on reprend les chiffres, l'écart est d'environ 6 ans chez les hommes, et de 3 ans et demi chez les femmes. Ces résultats étaient déjà connus, donc notre premier message dans cet article est de souligner que l'espérance de vie a augmenté et continue d'augmenter, mais que les écarts persistent entre les catégories socioprofessionnelles et ne se résorbent pas vraiment avec le temps.

La deuxième ambition de cet article était de mieux comprendre les statuts occupés par les différentes CSP. Nous avons constaté une forte proportion d'inactivité chez les femmes, beaucoup moins chez les hommes, qui s'explique en grande partie par le temps passé au foyer. Nous avons également analysé la durée en emploi et à la retraite selon les CSP. Il est évident qu'il existe un gradient d'espérance de vie à 35 ans, comme nous l'avons mentionné précédemment. Cependant, cet écart est beaucoup moins visible dans la durée de vie passée à la retraite, bien qu'il existe. Les cadres ont une espérance de vie plus élevée, mais passent plus de temps en emploi que les ouvriers.

Ce sont donc les principaux résultats de cette étude, qui repose sur l'utilisation de chiffres récents et une méthode originale pour quantifier les différents statuts occupés.

### **Ces différences de gradient en termes d'espérance de vie, comment les expliquons-nous ?**

Il faut être prudent en ce qui concerne les interprétations, car ce n'était pas l'objet de cette étude. Nous pouvons faire des suppositions, poser des hypothèses de travail ou nous appuyer sur des résultats que l'on retrouve dans la littérature.

Les explications peuvent être classées en deux catégories principales. Tout d'abord, celle liée à la difficulté du travail et à l'exposition à des risques qui peuvent être plus importantes pour certaines catégories socioprofessionnelles que pour d'autres. Dans ce cas, nous pouvons considérer que l'exposition à des risques professionnels est plus élevée pour la catégorie la plus favorisée que pour la catégorie la plus défavorisée. Ensuite, il y a des éléments qui sont liés aux comportements à risque. Par exemple, les expositions à l'alcool et au tabac peuvent différer selon les catégories socioprofessionnelles.

Ainsi, nous pouvons identifier deux axes de travail. Le premier est totalement en lien avec la réforme des retraites et peut s'expliquer par le fait que certaines catégories professionnelles ont un travail plus impactant sur leur santé, ce qui justifie l'existence de mécanismes dérogatoires liés à la pénibilité du travail apparus dans les années 2010 et qui font l'objet de nombreux débats aujourd'hui. Le deuxième axe concerne des mécanismes qui ne sont pas inhérents à la profession occupée, mais qui sont liés à des comportements à risque différents selon les catégories socioprofessionnelles.

### **Qu'il n'y ait « que » un écart de 2 ans en termes de temps passé à la retraite, est-ce que ça veut dire que malgré tout les dispositifs de solidarité compensent partiellement les inégalités ?**

Les résultats sont assez parlants ici. Si l'on considère une situation classique sans ces dispositifs dérogatoires, on aurait pu s'attendre à ce que les 6 années supplémentaires d'espérance de vie pour les hommes cadres se traduisent par 6 années de plus passées à la retraite par rapport aux ouvriers. Cependant, le gradient diminue pour atteindre 2 ans.

Comme vous le savez, le système de retraite français repose sur deux piliers essentiels : l'âge de départ à la retraite et le nombre d'années de cotisation. Ces deux piliers font que, lorsque l'entrée dans la vie active est plus tardive, le passage à la retraite l'est également, car le nombre d'années de cotisations requis n'est pas atteint au même âge. Ainsi, l'entrée dans la vie active des cadres est généralement plus tardive en raison de la durée plus longue de leurs études, même si les choses ont tendance à évoluer avec le temps. Ainsi, ils doivent attendre plus longtemps pour bénéficier d'un départ à la retraite sans décote.

Le deuxième aspect est que nous avons effectivement des dispositifs dérogatoires qui font que certaines professions ou individus peuvent prendre leur retraite de manière anticipée sans subir de décote. Ces dispositifs sont liés à la pénibilité du travail, notamment, ou à des maladies professionnelles ou des handicaps, ce qui fait que certains individus peuvent partir à la retraite plus tôt. Ces individus sont plus présents dans certaines professions, et donc dans certaines catégories socioprofessionnelles. Cela explique pourquoi nous observons des différences dans le temps passé et dans l'âge de départ à la retraite, qui diffèrent d'une catégorie

socioprofessionnelle à une autre. Ainsi, on peut dire que ces 4 années qui disparaissent par rapport au gradient en termes d'espérance de vie sont liées au fait que notre système de retraite prend en compte ces différences. Bien qu'il reste un écart résiduel de 2 ans.

### **Comment évolue ce nombre d'années passées à la retraite ?**

Cette étude se concentre sur l'année 2018, elle est statique. Mais il serait intéressant de mener des études plus longitudinales qui nous permettraient d'analyser l'évolution de la situation sur l'ensemble des années 2010-2018. Nous travaillons actuellement sur ces questions. Sur cette période, nous constatons une augmentation significative de l'espérance de vie, même si le rythme de cette augmentation tend à ralentir ces dernières années. Cette évolution favorable de l'espérance de vie concerne quasiment l'ensemble des catégories professionnelles, ce qui est assez intéressant. Nous aurions pu penser qu'une élévation de l'âge de départ à la retraite, passant de 60 à 62 ans avec la réforme de 2010, aurait suffi à annuler les gains d'espérance de vie. Cependant, ce n'est pas le cas. En réalité, nous avons partagé le gâteau : une partie des gains s'est traduite par un temps de retraite plus long, une autre a été réinvestie sur le marché du travail. Il convient de noter que ces aspects se rapprochent de la question des taux d'emploi ou de l'employabilité des seniors ; cependant, ce sont d'autres sujets nécessitant des études distinctes.

### **Comment se situent les professions intermédiaires dans ce panorama ?**

En fait, si nous examinons l'étude, nous pouvons constater que les professions intermédiaires occupent une position médiane. Reprenons les chiffres : en ce qui concerne l'espérance de vie des hommes après 35 ans, nous observons que les ouvriers ont une espérance de vie de 44 ans, tandis que celle des cadres est de 49,7 ans. Les professions intermédiaires se situent entre les deux, avec une espérance de vie de 47,4 ans, ce qui les place dans une position médiane. Chez les femmes, nous observons également une position médiane. Enfin, si nous examinons l'espérance de vie à 62 ans, nous constatons des résultats similaires, avec une tendance plus proche des cadres que des ouvriers, toutes proportions gardées.

La situation en ce qui concerne le statut d'activité est également intéressante. Par exemple, à l'âge de 35 ans, nous observons que professions intermédiaires passent 23,9 années en emploi, contre 27,4 années pour les cadres, et 20,2 années pour les ouvriers. En ce qui concerne le temps passé à la retraite, nous constatons que pour les professions intermédiaires, il est légèrement plus élevé que pour les cadres. Les professions intermédiaires passent en moyenne 21,3 années à la retraite, contre 21,1 années pour les cadres. Cette tendance est également observable chez les femmes, où le temps passé à la retraite est plus important pour les professions intermédiaires.

Encore une fois, il faut bien avoir en tête que nous sommes confrontés à deux facteurs qui s'opposent : l'espérance de vie globale, qui peut varier d'une CSP à l'autre, et la durée en emploi, qui peut également varier d'une CSP à l'autre. Ces deux aspects justifient que le temps passé en emploi et à la retraite varient d'une CSP à l'autre.

### **Vous observez le temps passé en inactivité ou au chômage. À quel point est-ce que cela va avoir des conséquences sur la qualité de leur retraite?**

Si la qualité de la retraite se confond avec le temps passé à la retraite, on peut souligner de manière générale qu'il y a des phases d'inactivité ou de chômage qui donnent lieu à une reprise



d'annuités, mais pas toutes. Lorsque l'inactivité ou le chômage ne donne pas lieu à une compensation en termes d'annuités, les individus partent plus tard à la retraite, parfois à l'âge de 67 ans où la décote disparaît.

Néanmoins, la qualité de la retraite s'appréhende non seulement par le nombre d'années que l'on y passe, mais aussi par notre santé durant ces années. Il convient donc de mentionner un autre concept qui n'est pas abordé dans cette étude, à savoir l'espérance de vie sans incapacité, c'est-à-dire en bénéficiant d'une vie globalement agréable. C'est quantitativement bien moins que l'espérance de vie globale. On peut donc imaginer que les individus qui partent à 67 ans auront une durée de vie sans incapacité relativement faible. C'est le cas aussi d'une partie des individus en inactivité avant le passage à la retraite. Nous travaillons actuellement sur ce sujet et devrions apporter des résultats tangibles très prochainement.

2 juin 2023 (Contrepoints)

[Pourquoi le libéralisme n'est pas la recherche du plaisir immédiat \(contrepoints.org\)](https://contrepoints.org)

2 juin 2023

## Pourquoi le libéralisme n'est pas la recherche du plaisir immédiat

[Johan Rivalland](#)

Johan Rivalland remet les pendules à l'heure et déconstruit une idée reçue, trop souvent communément admise, sur le libéralisme : il se résumerait à une simple recherche du plaisir immédiat.



Publié le 2 juin 2023

Vingt-cinquième volet de notre série « [Ce que le libéralisme n'est pas](#) ».

Il y a quelques mois, j'ai lu quelque part sur Internet une personne qui émettait l'idée selon laquelle le libéralisme serait « la recherche du plaisir immédiat », là où l'écologie rechercherait « le bonheur des humains à long terme », en réponse à quelqu'un qui constatait simplement que les progrès sociaux, à l'image du transport aérien rendu accessible aux personnes à revenus modestes, sont le fruit du libéralisme et du capitalisme.

Outre le fait que cette personne a une conception bien étrange du bonheur, cette opposition très caricaturale entre libéralisme et écologie révèle une vision étriquée des réalités.

Des idées bien caricaturales

Le problème avec le dogmatisme, que ce soit dans le domaine de l'écologie ou ailleurs, est cette tendance à recourir à des schémas extrêmement simplificateurs et radicaux dans l'esprit, sans souci de la moindre nuance. Au nom de l'écologie (hélas pervertie par l'idéologie et la politique), on est prêt à tomber – sans même s'en rendre forcément compte – dans la caricature la plus ridicule. Pire, à risquer de [pervertir le sens même de la vie](#), à force d'a priori bien réducteurs et destructeurs.

J'ai d'ailleurs apprécié la citation de [Vaunevargues](#) particulièrement juste si l'on se réfère à ce que l'on observe très régulièrement :

Le prétexte ordinaire de ceux qui font le malheur des autres est [qu'ils veulent leur bien](#).

Plutôt que de [jouer sur les peurs](#), souvent de manière irrationnelle, ou de [s'en prendre à notre patrimoine](#) sous prétexte de « sauver la planète », avec la prétention d'être plus conscients que les autres de l'importance de ne pas sacrifier l'avenir aux plaisirs immédiats, tout en n'étant [parfois pas à une contradiction près](#), il serait plus judicieux d'agir véritablement, dans un sens constructif.

C'est ce que loin de privilégier l'immédiat, la doctrine libérale envisage parfaitement, puisque l'écologie est conçue par ceux qui s'inspirent de ses fondements, comme [une préoccupation essentielle qui donne lieu à de](#)

[multiples initiatives très concrètes](#) qui ont fait leurs preuves, plutôt que comme une sorte de chimère donnant lieu à des comportements stériles.

Une philosophie fondée sur la responsabilité

Le libéralisme repose sur plusieurs valeurs fondamentales, parmi lesquelles la responsabilité.

Autrement dit, même si l'on part du postulat des droits individuels et de la liberté, l'harmonie entre les individus repose sur la confiance, la collaboration, l'échange, mais aussi bien naturellement sur la conscience des conséquences de ses actes vis-à-vis des autres et de l'ensemble de l'humanité, qu'il s'agit [d'assumer pleinement](#), en se basant [sur la raison](#), et non [la rumeur](#) ou [le mythe](#), pas plus que sur les actes inconséquents, [érigés en vertus](#).

En ce sens, dans *Le bonheur des petits poissons*, paru en 2009, [Simon Leys](#) écrivait ceci, qui rappelle la manière dont agissent certains militants écologistes aujourd'hui :

La beauté appelle la catastrophe aussi sûrement que les clochers attirent la foudre [...] l'énergumène qui lance un pot d'acrylique sur le dernier autoportrait de Rembrandt, ou celui qui attaque au marteau la madone de Michel-Ange, obéissent tous, sans le savoir, à la même pulsion [...] je fus frappé d'une évidence qui ne m'a plus jamais quitté depuis : les vrais philistins ne sont pas des gens incapables de reconnaître la beauté – ils ne la connaissent que trop bien, ils la détectent instantanément, et avec un flair aussi infaillible que celui de l'esthète le plus subtil -, mais c'est pour pouvoir fondre immédiatement dessus de façon à l'étouffer avant qu'elle ait pu prendre pied dans leur universel empire de la laideur. Car l'ignorance, l'obscurantisme, le mauvais goût, ou la stupidité ne résultent pas de simples carences, ce sont autant de forces actives, qui s'affirment furieusement à chaque occasion, et ne tolèrent aucune dérogation à leur tyrannie...

Le libéralisme, en tant que philosophie du droit, respectueuse d'une éthique de l'humanité et d'un sens profond de la responsabilité, n'a aucune raison d'être ainsi apparenté à une quelconque recherche des plaisirs immédiats. Si ce n'est dans l'esprit de ceux qui l'assimilent à tort à un matérialisme, [idée reçue que nous avons déjà démontée](#).

Liberté ne signifie pas culte de l'immédiat

Bien au contraire, cette philosophie reconnaît l'importance de l'[éducation](#), de l'effort, de l'investissement, de la Recherche & Développement, de l'innovation, ou encore de [la culture](#), dans le devenir de l'individu et, au-delà, de la société. Rechercher [un certain bien-être](#), une [amélioration des conditions](#), un épanouissement personnel et collectif, est une entreprise de longue haleine, qui nécessite de la réflexion, de la patience et de la persévérance. Incompatibles avec [le culte de l'immédiat](#). Les libéraux en sont bien conscients, pas moins que d'autres. Il s'agit donc d'un bien mauvais procès et d'une mauvaise vue de l'esprit, complètement pervertie, que d'affirmer le contraire.

Plus encore, on peut sans doute observer que nombre de ces adeptes de cette nouvelle religion qu'est [l'écologisme](#) prétendent d'un côté remettre en cause un modèle dit consumériste alors même que, d'un autre côté, une partie non négligeable des générations les plus jeunes des pays développés notamment (parmi lesquels on trouve les plus « engagés » et contestataires) est probablement la plus consumériste que nous ayons connue. Sacré paradoxe !

Un militantisme pétri de contradictions

Beaucoup centrée sur son ego et sur le présent, peu portée sur l'histoire ou sur la compréhension des mécanismes imparables du monde réel, elle préfère la contestation, la protestation, l'utopie, [l'écologie punitive](#) (à condition qu'il s'agisse de faire payer les autres) au concret, au réalisme dans les propositions, aux initiatives créatives. Fi des mouvements longs, fi des évolutions forcément lentes et fruit du travail, de la recherche, de la réflexion, du progrès technique, toutes choses incontournables si l'on veut contribuer à résoudre les problèmes qu'ils entendent dénoncer, fi des effets réels qu'auraient une politique de [décroissance](#) ou des systèmes punitifs limités à un où quelques pays qui n'auraient pour effet que de détruire leur économie, leurs entreprises locales, leurs emplois locaux, pour y substituer des importations de produits certainement moins écologiques en provenance de pays ayant moins d'états d'âme et de scrupules et qui s'en froteraient les mains.

Aucun d'entre eux ne serait en réalité disposé à renoncer à son smartphone et aux technologies afférentes, aux voyages vers des destinations dites de rêve, pas davantage qu'à toutes ses formes de consumérisme (le marché de la seconde main pouvant être assimilé aussi, si l'on y réfléchit, à une forme de consumérisme effréné où l'on cherche à renouveler en permanence et toujours davantage sa garde-robe ou la multiplicité d'objets que l'on va accumuler ou échanger, tout en favorisant les nombreuses personnes qui vont le faire prospérer et prospérer encore et toujours plus).

Où se situent les vraies inquiétudes ?

Et que dire de ces propos de [Jean-Marc Jancovici](#) dans la revue Socialitaire, que rapporte [Luc Ferry](#) dans un débat sur l'écologie, selon lesquels il faudrait peut-être songer à ne plus soigner les plus de 65 ans, afin de contribuer à réduire tout en douceur (sic) la population mondiale ? Digne [des pires scénarios de science-fiction](#) ou d'anticipation...

Au nom de l'écologie, vous dites ? Et du « bonheur à long terme » ?

2 juin 2023 (Contrepoints)

[L'illusion de la réforme des retraites : un schéma de Ponzi en sursis \(contrepoints.org\)](https://contrepoints.org)

## L'illusion de la réforme des retraites : un schéma de Ponzi en sursis

[Yves Bourdillon](#)

Le projet de loi du groupe LIOT menace la réforme des retraites soutenue par la Macronie. Pour Yves Bourdillon, cela ne serait pas forcément une mauvaise nouvelle. **L'insoutenabilité évidente du système par répartition appelle, non pas à une réforme paramétrique, mais à l'instauration d'un système de retraite par capitalisation.**



Publié le 2 juin 2023

Le projet de réforme des retraites sur laquelle la Macronie a misé tout son crédit est menacé par le projet de loi du [groupe LIOT](#), le 8 juin à l'Assemblée. Mais cette réforme est-elle au moins nécessaire, ou utile ? La réponse est malheureusement triplement négative.

Une gifle menace la majorité. Si les récentes procédures initiées par les députés Renaissance ne parviennent pas à empêcher le vote, il n'est pas improbable que le 8 juin, une coalition inattendue de députés du RN, de LFI et d'une petite moitié des députés LR vote en faveur du projet de loi du groupe centriste et outre-mer LIOT, portant [annulation de la réforme des retraites](#).

Certes, à cause, notamment, du vote ultérieur du Sénat, ce vote aurait peu de chance d'aboutir à un retrait de cette réforme sur lequel le gouvernement a misé tout son crédit politique, comme un joueur de poker faisant tapis, afin de faire oublier qu'il n'a pas instauré une seule réforme d'envergure en six ans. Les amateurs de psychodrame, voire de crise de régime, pourront se régaler au spectacle de la déconfiture d'un exécutif invoquant l'article 40 de la Constitution pour empêcher un nouveau vote, ou ayant eu [un recours compulsif à l'article 49-3](#) (sans équivalent dans une Constitution démocratique, et pour cause, puisqu'il permet de faire passer une loi sans vraiment la voter au Parlement, principe pourtant fondamental de la démocratie depuis quatre siècles).

Enjeu, un septième du PIB, vice record du monde

Mais l'essentiel est ailleurs, et touche à la viabilité d'un régime de retraite absorbant l'équivalent d'un septième du PIB, record du monde derrière l'Italie.

En clair, le report de l'âge minimum de départ en retraite à 64 ans pour rétablir les comptes est-il utile et salutaire ? Malgré les arguties des partisans du projet ayant enfin découvert les contraintes de la science sociale ultime, [la démographie](#), pourtant évidentes depuis des décennies, la réponse est non. Trois fois non.

Passons sur [l'injustice](#) qui consiste à demander des efforts supplémentaires à ceux qui travaillent et aucun aux retraités actuels, qui bénéficient pourtant d'un revenu supérieur à celui des actifs, cas sans équivalent au monde et inédit dans l'histoire de notre pays.

Tout d'abord, la réforme entraînera 12 milliards d'économies par an à l'horizon 2030. Soit 0,75 % des dépenses publiques, alors que le même gouvernement a claqué... trois cents fois plus pour le quoiqu'il en coûte d'un

confinement inutile. Et qu'il distribue parallèlement des milliards pour acheter l'assentiment des contestataires. La sincérité et la cohérence du gouvernement en matière de dépenses ne saute donc pas aux yeux.

Un régime bien moins éthique qu'il n'y paraît

Ensuite, il s'agit d'éviter la banqueroute d'un système, la retraite par répartition, [difficile à défendre](#) sur le plan éthique, et au demeurant pas du tout instauré par la Résistance, contrairement à une légende urbaine, mais esquissée par... Pétain, eh oui, par décret de mars 1941.

En effet, sous la jolie formule de solidarité intergénérationnelle, il s'agit en fait pour la génération N de racketter la génération N+1 en la consolant par la perspective de pouvoir faire de même avec la N+2.

Ne sauvez pas le schéma de Ponzi

Enfin, cette réforme ne sauve pas du tout le régime par répartition à long terme.

Elle prolonge juste l'agonie de ce véritable « [schéma de Ponzi](#) » où les prestations sont payées par les nouveaux entrants jusqu'au jour où on en viendra à manquer de pigeons à plumer. Un rappel : la retraite par répartition a été instaurée à une époque où chaque couple avait trois enfants et où on s'arrêtait de travailler à 65 ans, c'est-à-dire à peu près l'âge de l'espérance de vie à la naissance. Aujourd'hui, 1,8 enfant par femme, espérance de vie de 82 ans, qui progresse de... deux mois par an depuis trente ans. Les paramètres ne sont plus du tout les mêmes.

L'effet comptable de ce report de deux ans de l'âge légal de départ, en fait neuf mois en moyenne compte tenu des dérogations, sera donc « annulé » par celui, au demeurant bienvenu, de l'espérance de vie d'ici 4 ou 5 ans. Il faudra tout recommencer en 2027, cadeau d'accueil au prochain président, tiens, tiens.

Dernier point, si vous persistez à penser que la répartition mérite tant que ça d'être sauvée.

Comparez la retraite de deux travailleurs, percevant chacun le salaire moyen actuel en France, soit environ 3000 euros brut par mois : Pascal, bénéficiant du régime en vigueur, et Camille, dont la retraite serait, elle, [fondée sur la capitalisation](#). Le premier a cotisé l'équivalent de 27,5 %, soit 825 euros par mois, de son salaire total, qui lui donnera droit, s'il a commencé à travailler à 20 ans et part à 65 ans, à une retraite de 1500 euros net. Camille a épargné, lui, sur un compte bloqué la même somme de 825 euros chaque mois, ce qui sur 45 ans va constituer (vous pouvez vérifier aisément via un calculateur d'épargne) un pécule de 815 000 euros s'il est rémunéré à 2,5 %, hypothèse fort prudente. Ce pécule lui permettra alors de se verser jusqu'à sa mort une rente de 1700 euros par mois. Mieux que Pascal. Il pourra aussi léguer ce capital à ses proches, ou, pourquoi pas, à un fonds chargé de capitaliser l'industrie.

Au fait, malgré des hauts et des bas (elle n'est pas à l'abri d'un krach... comme d'ailleurs la retraite par répartition qui peut être engloutie par un épisode d'hyperinflation) la Bourse a donné un rendement net de 6 % par an durant les 45 dernières années. Cela aurait permis à Camille de se constituer un capital de 2,14 millions d'euros, lui versant une rente de... 3500 euros par mois. En gros, si vous partez en retraite aujourd'hui, vous vous êtes fait bien avoir...

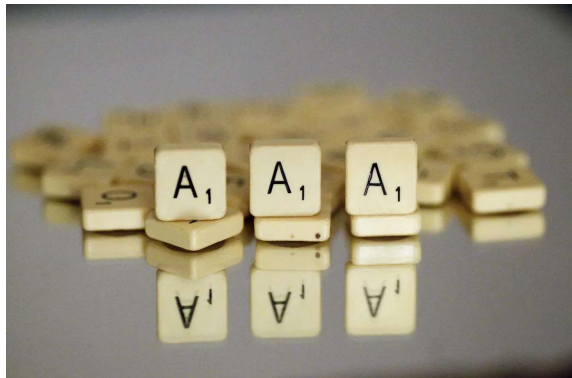
2 juin 2023 (Le Figaro)

[Six Français sur dix jugent que la France vit au-dessus de ses moyens \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Six Français sur dix jugent que la France vit au-dessus de ses moyens

Par [Marie-Cécile Renault](#) et [Service Infographie](#)

Publié hier à 18:10 , mis à jour hier à 18:33



S&P Global, qui doit noter la France vendredi, lui accorde la note «AA » avec une perspective négative, signifiant un risque d'abaissement d'au moins un cran à «AA- ». *THOMAS COEX / AFP*

**Inquiets de la dette, des déficits et des risques de dégradation de la France, ils préconisent de tailler dans les aides sociales et baisser le nombre de fonctionnaires, selon un sondage Odoxa - Backbone Consulting - Le Figaro.**

Les Français sont bien décidés à tourner la page du «*quoiqu'il en coûte*» et pourraient paradoxalement se montrer plus raisonnables que leurs gouvernants. Inquiets du montant de la dette de la France qui frôle les 3000 milliards d'euros, le niveau des déficits et le risque de dégradation de la note de la France, ils sont une majorité à souhaiter un retour à plus d'orthodoxie budgétaire.

Ainsi, selon le dernier sondage Odoxa - Backbone Consulting - *Le Figaro*, une majorité de Français (52%) pensent que la France doit lutter contre les déficits, quitte à ralentir l'économie. Dans ce contexte, la baisse du déficit public sous la barre des 3% du PIB et le ratio d'endettement à 108,3% du PIB d'ici 2027 sont vus comme des objectifs importants à tenir (62%) plutôt que des contraintes qui étouffent l'économie (37%).

Alors que Fitch a abaissé fin avril la note de la France, et que le pays attend le verdict de Standard and Poor's ce vendredi, plus des deux tiers des Français (67%) estiment qu'une nouvelle dégradation serait «*grave*» pour l'économie hexagonale. Et ce, même s'ils estiment à 58% qu'elle n'aurait pas directement d'impact sur leur situation personnelle. Ils sont aussi nombreux à s'inquiéter «*qu'ils l'étaient en 2012 lors de la perte du triple A de la France qui fut un événement extrêmement marquant pour les esprits*», observe Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa.

Les Français tiennent l'exécutif pour responsable de cette situation: près de 6 sondés sur 10 trouvent que le gouvernement augmente trop la dépense publique. 21% jugent, au contraire, qu'ils pourraient ouvrir plus largement les cordons de la bourse quand 19% pensent que ce qui est fait est «*juste ce qu'il faut*». Bien sûr, ces jugements ne sont pas homogènes. «*On est 'pro dépense' jusqu'à 34 ans, puis on devient 'pro baisse' ensuite*», observe Céline Bracq. «*Les clivages politiques classiques persistent aussi*». Ainsi, la gauche défend le soutien de l'économie avant tout (58%) quand la droite (extrême droite comprise) est sur une position strictement inverse (58% des sympathisants veulent une baisse des déficits et de la dépense). «*Les sympathisants de Renaissance – qui rejoignent souvent ceux de la droite sur les questions économiques — ne sont sur ce sujet pas sur la même ligne : 58% préfèrent que la France soutienne l'activité économique quitte à augmenter la dépense publique et les déficits*», analyse Céline Bracq.

Pour baisser la dépense publique, les Français ont en revanche des avis tranchés. Ils sont prêts à couper dans les aides sociales (à 60%) mais aussi à baisser le nombre de fonctionnaires (53%). «*Les chiffres évoqués par Gabriel Attal en annonçant ses propositions contre la fraude sociale y sont probablement pour quelque chose*», estime Cécile Bracq. En revanche, ils refusent de réduire les aides aux entreprises (53%), et surtout de baisser les dotations aux collectivités (68%).



2 juin 2023 (Le Figaro)

[Véra Nikolski: «Face aux crises qui viennent, l'écriture inclusive sera le cadet des soucis des femmes» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Véra Nikolski: «Face aux crises qui viennent, l'écriture inclusive sera le cadet des soucis des femmes»

Par [Alexandre Devecchio](#)



Véra Nikolski. Eric Garault pour le Figaro Magazine

**ENTRETIEN** - La normalienne et docteur en science politique est l'auteur de *Féminicène* (Fayard) et a coordonné l'ouvrage collectif *La Souveraineté, l'Europe et le Peuple* (Michalon, en hommage à l'intellectuelle souverainiste Coralie Delaume). Deux essais importants et complémentaires qui chacun à leur manière, explorent les crises à venir et leurs retombées, notamment sur l'émancipation des femmes.

**Le FIGARO.** - La thèse de votre livre est provocatrice. **Vous postulez que les femmes doivent l'évolution de leur statut, non pas aux luttes féministes, mais aux progrès techniques et médicaux ainsi qu'à l'enrichissement général. Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer cela.**

**Véra NIKOLSKI.** - Si la thèse semble provocatrice, c'est parce que nous nous sommes habitués à considérer, comme nous y invite le récit dominant, que l'émancipation des femmes serait due aux luttes féministes, les droits étant «arrachés» aux hommes au terme d'un affrontement. Cependant, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les revendications d'égalité restent très minoritaires, apanage de quelques - courageuses - figures isolées, et se réduisent à «une agitation symbolique», pour reprendre la formule de Simone de Beauvoir.

On peine à voir quel intérêt les dominants - en l'occurrence, les hommes - ont eu à céder des pans entiers de leurs privilèges face à une protestation d'aussi basse intensité. Tout s'éclaire si l'on se souvient que l'évolution du statut des femmes s'inscrit dans une période où tout change: la révolution industrielle fait entrer l'humanité dans l'anthropocène, époque marquée par une action inégalée de l'homme sur la nature. Le recours massif à l'énergie - hydraulique, carbonée puis nucléaire - entraîne l'essor exponentiel du progrès économique et technique, ce qui a pour conséquence de réduire sinon d'annuler le handicap que constitue, pour les femmes, leur place dans le processus reproductif.

On sait que la dynamique du capitalisme a favorisé leur participation au marché du travail ; on pense moins souvent aux effets plus directement matériels de la révolution industrielle. La progressive technologisation du quotidien externalise la plupart des tâches domestiques, dégageant du temps pour les études et un travail à l'extérieur. La baisse de la mortalité infantile, sous l'effet du recul des famines, des vaccins, de l'asepsie, de la pasteurisation et plus tard des antibiotiques, libère les femmes de la nécessité de porter et d'allaiter de trop nombreux enfants. La liberté croissante que les femmes ont

acquise est fortement tributaire de l'infrastructure économique, technologique et industrielle de nos sociétés - car il ne suffit pas d'inventer l'antibiotique ou la pilule, encore faut-il les produire et les distribuer massivement.

## **Cela semble vrai pour la civilisation occidentale. Dans certains pays, certes relativement moins avancés techniquement et économiquement, la condition des femmes n'a pas nécessairement progressé?**

Cette infrastructure matérielle constitue, plutôt qu'une cause, une condition de possibilité de l'émancipation. Nos sociétés productivistes rendent l'égalité entre les hommes et les femmes à la fois économiquement utile et physiquement viable. Cela ne veut pas dire que d'autres facteurs n'entrent pas en compte. Ainsi, en Occident, ce processus a été facilité par l'affaiblissement concomitant de la religion, mais aussi par l'absence de sérieux obstacles anthropologiques à l'émancipation au niveau des structures familiales ; cette partie du monde s'est retrouvée dans la configuration parfaite pour embrasser la marche vers l'égalité.

Ailleurs, la révolution industrielle a été beaucoup plus tardive, et moins achevée ; et comme une série de «vents contraires» - une religion restée vivace, une tradition patrilinéaire forte - ont soufflé en sens inverse, l'émancipation n'a pas connu le même progrès fulgurant qu'en Europe et aux États-Unis. Cependant, il faut noter que dans tous les pays qui ont suivi le processus d'industrialisation, le statut des femmes a évolué.

## **À vous lire, on peut penser que le destin de l'humanité, et plus particulièrement des femmes, est dicté par une sorte de déterminisme technique et matériel. Est-ce à dire que les combats féministes n'ont concrètement servi à rien?**

Le déterminisme est partiel: sans engendrer mécaniquement des formes sociales ou idéologiques précises, les conditions matérielles d'existence délimitent le périmètre du possible et du pensable. La baisse de la mortalité infantile n'entraîne pas obligatoirement la stricte égalité entre les hommes et les femmes ; mais aucune égalité n'est possible dans un monde où un enfant sur deux n'atteint pas l'âge adulte, et où, en prévision des vieux jours, il faut garder deux ou trois enfants vivants - et donc en produire cinq, six ou sept.

### **La liberté croissante que les femmes ont acquise est fortement tributaire de l'infrastructure économique, technologique et industrielle de nos sociétés**

*Véra Nikolski*

En ce sens, les combats féministes eux-mêmes n'ont pu émerger en tant que phénomène de masse qu'au terme de ces évolutions. Cependant, une fois que les femmes ont acquis les premières libertés et que l'idée d'égalité a gagné du terrain, les combats féministes ont pu avoir de vrais effets sur le réel: c'est vrai pour les luttes des années 1970 autour du droit des femmes à disposer de leur corps, et plus encore pour celles qui suivent - la parité ou les mobilisations d'aujourd'hui.

## **Le risque d'un tel discours n'est-il pas de décourager toute forme de révolte ou de lutte sociale?**

Engels, citant Hegel, remarque que la liberté ne consiste pas à nier les déterminismes, mais à bien les identifier et les comprendre, car cette compréhension permet une action réfléchie en vue de les minorer ou de les contourner. La mise au jour des conditions de possibilité de l'émancipation féminine n'incite pas à l'inaction, mais à une action raisonnée. J'appelle de mes vœux un «féminisme à la tête froide».

## **Votre livre peut aussi se lire comme la critique d'un certain néoféminisme, ce que vous appelez «la victoire de Mimi geignarde»?**

Il me semble que, malgré la diversité des courants féministes, passés et actuels, on peut distinguer deux «esprits du féminisme» idéal-typiques: le féminisme de la réclamation, qui consiste à réclamer l'égalité,

et le féminisme du faire, qui consiste à la pratiquer en s'investissant dans une sphère d'action généraliste - ce pourquoi, en principe, les féministes sont censées s'être battues. On aurait pu s'attendre à ce que le premier recule de plus en plus au profit du second au fur et à mesure que l'égalité progresse.

Pourtant la période actuelle est au contraire marquée par une floraison exceptionnelle des doléances, les palmes du féminisme semblant décernées essentiellement en fonction de la virulence avec laquelle on dénonce le patriarcat. Cette tendance apparaît à la fois paradoxale et contre-productive, dans la mesure où elle enferme, ironiquement, les militantes sur leur pré carré tout en renforçant au passage les stéréotypes les plus dommageables relatifs à la «féminité».

**Paradoxalement, vous pensez que la condition des femmes, y compris en Occident, pourrait être aujourd'hui menacée, notamment par la déstabilisation du climat et la fragilisation des ressources. Quel est le lien entre environnement et condition féminine? Dans ce contexte, les néoféministes se trompent-elles de combat?**

Plus on s'éloigne du monde préindustriel, plus on oublie à quel point nos conditions matérielles d'existence sont exceptionnelles au regard de toute l'histoire passée. Cet oubli culmine hélas au moment même où le matériel va nous revenir en pleine face. En effet, notre civilisation thermo-industrielle risque d'être profondément ébranlée par le télescopage de plusieurs crises qui menacent l'humanité: la crise des ressources, qui va déstabiliser une économie basée sur l'exploitation massive de l'énergie et des métaux ; la crise climatique, qui va altérer la productivité agricole et engendrer des bouleversements géopolitiques majeurs ; les crises sanitaires, qui devraient se multiplier à l'avenir.

S'il est difficile de prévoir la géographie exacte des zones qui en pâtiront le plus, une chose est sûre: entre les hommes et les femmes, ce sont ces dernières qui ont le plus à perdre d'une remise en cause de notre monde matériel. Les néoféministes, qui se concentrent sur les droits et les mentalités, voire sur des détails symboliques tels que l'écriture inclusive, semblent raisonner comme si notre monde stable et prospère allait continuer sa course paisible, sans se demander ce que deviendront ces droits dans un monde où les conditions qui les rendent possibles ne sont plus réunies.

Il est bien beau d'affirmer «un enfant si je veux, quand je veux» ; mais dans un monde aux structures de soin fragilisées et à l'antibiorésistance galopante, ce slogan n'empêchera pas les enfants de mourir plus souvent, ni les femmes de devoir en faire naître davantage - et l'écriture inclusive sera alors le cadet de nos soucis. C'est pourquoi il me semble essentiel d'accorder la plus grande attention à la sauvegarde de la base matérielle de l'égalité. C'est ce travail sur la résilience de nos sociétés face aux changements négatifs à venir qui représente, à mes yeux, le summum du féminisme du faire.

**Vous avez également participé à la rédaction d'un ouvrage collectif, *La Souveraineté, l'Europe et le Peuple* (Michalon), en hommage à l'intellectuelle souverainiste Coralie Delaume. Cette dernière nous a quittés le 15 décembre 2020, son œuvre est-elle plus jamais d'actualité?**

Le décès prématuré de Coralie Delaume a laissé orphelins ses nombreux lecteurs, pour lesquels elle représentait un repère, un fanal dans la jungle des directives obscures et des mémorandums ésotériques dont est tissée l'Union européenne. Alors que le monde vit des changements géopolitiques de grande ampleur, ils sont nombreux à regretter qu'elle ne puisse plus poser sur l'actualité son regard lucide et acéré pour livrer sa lecture des événements. Pour faire vivre sa pensée et développer la réflexion sur les thématiques qu'elle explorait dans ses ouvrages et ses billets - la construction européenne, les relations franco-allemandes, la souveraineté nationale et populaire -, ses amis et compagnons de réflexion ont créé l'Association des amis de Coralie Delaume. L'ouvrage collectif que j'ai eu l'honneur de coordonner rassemble des interventions issues des débats et conférences que l'association a organisés depuis 2021.

**Sa pensée figure, selon vous, parmi les plus originales et pertinentes de sa génération. Pourquoi?**

La pensée de Coralie Delaume est marquée par une grande honnêteté intellectuelle: elle cherchait à expliquer des choses complexes pour les rendre le plus accessibles possible, loin de tout jargon, de toute posture affectée ou démagogique. C'est ce mélange de candeur et de rigueur qui rend sa démarche sinon unique, en tout cas profondément salutaire. C'est elle qui rendait ses démonstrations si pédagogiques. Frappée de découvrir à quel point la construction européenne était dès l'origine inscrite dans une logique néolibérale et a-démocratique - car essentiellement technocratique -, Coralie Delaume partageait cet étonnement dans *Europe, les États désunis* ou dans *10 + 1 questions sur l'Union européenne* (coécrit avec David Cayla).

**Les néoféministes semblent raisonner comme si notre monde stable et prospère allait continuer sa course paisible, sans se demander ce que deviendront ces droits dans un monde où les conditions qui les rendent possibles ne sont plus réunies**

Véra Nikolski

Désolée de voir le mot «souveraineté» assimilé au repli nationaliste, renvoyé aux extrêmes, elle cherchait à expliquer, à rebours de la pensée dominante, que la souveraineté populaire - mais aussi nationale - est le fondement indispensable de la démocratie. Ce faisant, elle réinvestissait un segment délaissé tant par les politiques que par les intellectuels: le souverainisme de gauche ou du moins, quel que soit le qualificatif qu'on y attache, un souverainisme social.

## La question de la souveraineté sera-t-elle celle du XXI<sup>e</sup> siècle?

Alors que la souveraineté était, depuis les années 1990, un concept honni, la situation semble s'être récemment retournée, le mot étant désormais sur toutes les lèvres. Qu'il s'agisse souvent de simples postures ne fait pas de doute ; mais si le mot revient, c'est que l'angoisse pointe devant les événements de ces dernières années: et si la «mondialisation heureuse» n'était qu'une parenthèse? La crise du Covid a brutalement fait découvrir aux Français que notre pays ne produisait plus nombre de denrées essentielles - masques, respirateurs, médicaments -, donnant un petit aperçu des dangers que recèle la délocalisation de la production.

La guerre en Ukraine nous a douloureusement rappelé notre manque d'indépendance en matière énergétique. Les crises qui viennent, dont j'explore dans mon livre les retombées pour l'émancipation des femmes, nous projeteront dans un monde où la raréfaction de l'énergie - et donc des transports et des échanges - nous ramènera inexorablement à l'échelle nationale, sinon locale. Face à la tempête à venir, il est important comme jamais pour un pays de maîtriser son destin ; sinon d'autres en décideront à sa place - et à son détriment.

VÉRA NIKOLSKI

**FÉMINICÈNE**



*Féminicène*, de Véra Nikolski, Fayard, 380 p., 21,50 €. *sp*

2 juin 2023 (Le Figaro)

[À droite, les libéraux veulent peser en vue de 2027 \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## À droite, les libéraux veulent peser en vue de 2027

Par [Emmanuel Galiero](#) et [Claire Conruyt](#)



Les députés dans la salle des 4 colonnes pendant la séance de questions au gouvernement *Vincent Isore/IP3 PRESS/MAXPPP*

### **DÉCRYPTAGE - Sous la coordination du député Nicolas Forissier, Les Hussards comptent renforcer le discours économique des Républicains contre «l'argent magique».**

Maintenir Les Républicains sur une ligne libérale indispensable à leur survie: c'est l'objectif visé par Les Hussards, ce think-tank de droite animé par le député de l'Indre [Nicolas Forissier](#), et son collègue de Seine-et-Marne [Jean-Louis Thiériot](#).

À l'origine, l'initiative avait été lancée par l'ex-député européen et secrétaire général de l'UMP Alexandre Varaut. Repris en 2018, le cercle de réflexion s'était mis en sommeil durant [la crise du Covid](#). Mais depuis quelques semaines, la structure se réactive avec l'intention de peser crescendo sur la ligne du parti et de contribuer à la production d'un corpus clair d'ici à l'automne.

**Nous devons retrouver l'essence du libéralisme qui s'appuie sur une confiance régulée accordée aux acteurs de terrain**

*Nicolas Forissier, député de l'Indre*

*«La réforme des dépenses publiques est la mère des réformes. Il faut remettre à plat l'approche des Républicains sur la compétitivité. Nous devons rebâtir notre corpus libéral sans jamais perdre les fondamentaux de la droite, que l'on a parfois eu tendance à oublier. Je veux engager un travail de réappropriation des sujets économiques»,* explique Nicolas Forissier, membre du pôle économie au sein du contre-gouvernement des Républicains.

Ce chantier, ouvert en collaboration avec le président du parti, [Éric Ciotti](#), et le chef de file des députés LR, [Olivier Marleix](#), doit permettre de faire la somme de **tous les «principes incontournables» animant une vision de la société qui valorise l'esprit d'entreprise et le sérieux budgétaire. «Dépense publique, compétitivité des entreprises, débureaucratization, décentralisation, déconcentration... Nous devons retrouver l'essence du libéralisme qui s'appuie sur une confiance régulée accordée aux acteurs de terrain»,** poursuit Nicolas Forissier. L'objectif? *«Renvoyer les bons signaux en rappelant que certaines réformes du général de Gaulle ont sans doute été les plus libérales de la V<sup>e</sup> République.»*

Après [les débats parlementaires sur les retraites](#), et au cours desquels le discours de certains élus LR moins libéraux économiquement a pu «brouiller» la ligne du parti, Forissier appelle sa famille politique à être *«cohérente»* avec son histoire. Le député insiste aussi sur la nécessité de défricher de nouvelles pistes sur l'organisation de la société, en tenant compte de toutes les évolutions de l'époque, [de l'intelligence artificielle](#) aux impératifs écologiques.

Parmi les premiers élus impliqués dans la démarche des Hussards, l'on retrouve d'autres députés tels Véronique Louwagie (Orne), **Virginie Duby-Muller (Savoie)** ou encore Philippe Juvin (Hauts-de-Seine). Parmi eux, certains ont parfois été montrés du doigt comme étant «Macron-compatibles». Mais, désormais, l'ambition est d'élargir le cercle politique jusqu'au Sénat en l'ouvrant sur la société civile et les acteurs de terrain.

## De nouvelles rencontres souhaitées avec d'autres think-tanks

Tout récemment, des auditions ont été organisées avec France Industrie, le Medef, la CGPME... De **nouvelles rencontres sont souhaitées avec d'autres think-tanks (Molinari, Montaigne, Terra Nova...)**, chefs d'entreprise, startuppeurs, investisseurs ou grands élus locaux comme le maire de Cannes et président des Maires de France, **David Lisnard**. *«On le fera venir rapidement parce qu'il a des messages très utiles et modernes, notamment sur la débureaucratization»*, assure-t-on chez les Hussards. *«La question n'est pas de savoir si Lisnard est présidentiable ou pas, mais de remettre de la lumière sur notre corpus idéologique»*, veille-t-on à préciser. *«Reprenons des positions avancées sur tous ces sujets!»*, clame le député Forissier, convaincu de la longueur du chemin à parcourir dans **une France qu'il juge loin d'être aussi libérale que certains le prétendent**. Outre un calendrier de travail, les élus souhaitent aussi que leurs initiatives se traduisent par des propositions de loi et des amendements concrets. *«On le voit bien avec le Parlement actuel, la PPL devient un sujet de plus en plus prééminent. Les parlementaires doivent être structurants. Éric Ciotti l'a très bien compris et l'offensive sur l'immigration est une réussite»*, salue le coordinateur des Hussards. **Vigilants face à l'inflation de la dépense publique, les libéraux de la droite ont bondi durant le débat sur la réforme des retraites lorsqu'ils ont vu certains de leurs collègues déposer des amendements «à plusieurs milliards d'euros».**

**Impossible, selon eux, de prôner la maîtrise des dépenses publiques en «ouvrant les robinets» de la sorte sur les retraites, sans accepter d'aligner la France sur ses voisins européens.** *«On a vu une course à l'échalote mais sans doute cet épisode aura été un accélérateur pour nous»*, note Forissier.

**C'est en tout cas la énième illustration de la bataille des lignes qui traverse le parti, entre le camp des «libéraux» et l'aile des «étatistes»** qui associe aux premiers les dernières défaites de la droite à la présidentielle. *«Fillon et Péresse portaient un programme libéral. On voit les résultats que ça a donnés...»*, souffle un habitué des couloirs de l'Assemblée.

**Nous ne reviendrons pas aux affaires tant que nous ne sommes pas capables de parler aux Français qui s'inquiète du niveau des dépenses publiques**

Jean-Louis Thiériot, député LR de Seine-et-Marne

*«Depuis qu'on n'est plus au pouvoir, depuis 2012, il y a une partie de la droite française qui a perdu ses repères et qui réagit aux événements en pensant que la démagogie du chèque et de la dépense permettra de revenir aux affaires»*, remarque le député Jean-Louis Thiériot. *«Mais ça ne marche pas.»* Ainsi, en attendant d'avoir un «leadership établi» au sein du parti, l'élu veut *«faire vivre cette ligne, l'ADN, la vraie, de la droite»*. Il ajoute: *«Nous ne reviendrons pas aux affaires tant que nous ne sommes pas capables de parler à la France qui s'inquiète du niveau des dépenses publiques.»* Car, derrière, c'est toujours **cet enjeu qui guette LR: reconquérir un électorat de centre droit perdu et parti chez Emmanuel Macron**. Véronique Louwagie renchérit: *«S'il est évident qu'on doit parler à tous les Français, il faut aussi élargir notre base et retrouver un socle qui est le nôtre et qui ne nous a pas forcément quittés. À ceux-là, nous devons envoyer des signaux.»*

Pour autant, à la veille d'un verdict redouté de l'agence de notation Standard and Poor's, à paraître le 2 juin, qu'ils écoutent comme des alertes, les libéraux LR sont loin d'être rassurés quand ils observent les finances de la France. Si l'État devait sans doute réagir pour sauver les entreprises et les emplois au

moment de la crise sanitaire, ils veulent rappeler avec force que *«l'argent magique n'existe pas»* et qu'avec son *«quoi qu'il en coûte»*, Emmanuel Macron a sans doute provoqué une *«rupture psychologique»* dans le pays *«aux effets très négatifs»*. **«Le pouvoir a créé une addiction et quand on voit les enveloppes promises chaque jour, on peut craindre que cette addiction s'enflamme.** *Le gouvernement en est peut-être conscient, mais, avec sa majorité, il semble avoir toutes les peines du monde à s'en défaire. Nous sommes encore très loin d'être au bout des réformes nécessaires»*, grince-t-on chez LR.

**Les Hussards estiment finalement que la cohérence et la crédibilité du discours économique de la droite seront une clef incontournable pour la présidentielle dans quatre ans.** *«C'est aussi cela qui nous permettra d'avoir un candidat en 2027»*, préviennent les plus libéraux du camp des Républicains.

2 juin 2023 (Le Figaro)

[Dette publique: «Cessons de jouer avec le feu» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Dette publique: «Cessons de jouer avec le feu»



Gaëtan de Capèle. *Le Figaro*

### **Malgré toutes les promesses, l'endettement de la France s'emballe depuis des années à un rythme inconnu ailleurs en Europe.**

**C'était il y a douze ans à peine**. Emportée dans une tourmente financière jamais vue depuis 1929, l'Europe vivait un calvaire quotidien, suspendue aux sentences des agences de notation. Un léger doute, une infime réserve de ces nouveaux oracles sur les comptes d'un pays suffisait à l'envoyer au tapis. **Endettés jusqu'au cou, la Grèce, l'Espagne, le Portugal vécurent une descente aux enfers dont ils ne sortirent, exsangues, qu'au prix d'un impitoyable régime de rigueur. D'autres, dont la France, furent contraints de surpayer leurs créanciers dans des proportions délirantes pour obtenir du crédit. On connaît la fin de l'histoire: la zone euro ne dut son salut qu'à une intervention hors norme de la BCE. **Ce paratonnerre, avec lequel nous vivons depuis, est petit à petit en train de disparaître.****

Soyons raisonnable: la possible dégradation de la note de la France par Standard & Poor's est peu susceptible de déclencher dans l'immédiat un nouveau tsunami financier. Mais plus tard? Il est périlleux, en politique, de manquer à la fois de mémoire et de courage. Or, malgré la réforme au forceps des retraites, nous sommes aujourd'hui coupables des deux. **En déficit chronique depuis un demi-siècle (!), la France fait la démonstration, quelle que soit la couleur de son gouvernement, de son incapacité à maîtriser ses comptes publics. Malgré toutes les promesses, son endettement s'emballe depuis des années à un rythme inconnu ailleurs en Europe. Devant Bruxelles comme devant les agences et les marchés, elle a systématiquement manqué à sa parole.** Autant que le niveau faramineux de la dette - 3000 milliards, excusez du peu -, c'est cette impuissance à en reprendre le contrôle qui inquiète. **L'instabilité politique actuelle ainsi que le climat social délétère ajoutent à ce scepticisme.** Un dernier élément n'a pas dû échapper aux agences de notation: à quelques exceptions près, tous les responsables politiques français, jusqu'à ses plus zélés défenseurs, ont déserté le camp de l'orthodoxie budgétaire. **À force de jouer avec le feu, nous pourrions un jour payer très cher cette fuite en avant.**



1 juin 2023 (L'Express)

[Camille Etienne : le climat mérite mieux que cette bulle médiatique, par Cécile Maisonneuve - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Economie, samedi 27 mai 2023 745 mots

## Camille Etienne : le climat mérite mieux que cette bulle médiatique, par Cécile Maisonneuve

Cécile Maisonneuve

**Le message politique porté par ces bulles médiatiques récurrentes qui traversent le débat climatique est préoccupant. Les révolutionnaires du climat ne sont pas ceux que l'on croit...**

Camille a écrit un livre. Un grand éditeur l'a publié. Les médias s'arrachent cette jeune auteure. Il doit être intéressant, ce livre, pour qu'il en soit question sur toutes les radios et télévisions publiques. Il doit en dire, des choses nouvelles, qui ouvrent des champs de réflexion inédits. Soyons curieux, feuilletons l'introduction. Vous y apprenez qu'il y a "une poignée de puissants, qui s'assurent que l'ordre établi, qui ne tient que fort de ses inégalités et de ses injustices, ne soit jamais menacé"; que "ce sont les derniers de cordée qui trinquent pour que ceux qui vendent la corde s'amuse encore"; que "les gouvernements successifs ont [...] fait le choix de l'impuissance face à l'urgence écologique", qu'il existe des "stratégies des multinationales climaticides pour étouffer le soulèvement, et retarder l'action". **Tous ces propos appuyés par quelques chiffres, mais toujours "les derniers", comme il se doit, sans oublier l'indispensable : celui sur ces 63 milliardaires français qui émettent autant de CO2 que 50 % de la population française, issu des travaux toujours si rigoureux de Greenpeace et d'Oxfam. Ça claque, ça choque, ça clique : c'est le but - au choix sur "J'aime" ou sur "Acheter". C'est ainsi que fonctionne le capitalisme à l'ère numérique. Exploiter le système qu'on dénonce quand on en est au coeur, pourquoi pas? Chacun a le droit au cynisme et à l'ambition.**

### Un message préoccupant

Plus préoccupant, en revanche, est le message politique porté par ces bulles médiatiques récurrentes qui traversent le débat climatique. Depuis Le Bon, la Brute et le Truand, on sait que "le monde se divise en deux catégories", mais, naïvement sans doute, on pensait que, depuis l'habeas corpus, les révolutions françaises - 1789, 1848 -, américaine et quelques autres, le monde se divisait, politiquement, entre les Etats de droit démocratiques et les autres, non entre les "puissants" et "nous", "l'armée des impuissants". **Et on espérait que des responsables de grandes associations connaissent, par définition, la distinction entre personne morale et personne physique, quand elles choisissent de stigmatiser des individus, eussent-ils l'impudence d'être milliardaires.**

**Le sujet climatique mérite mieux que le never be boring cher à Donald Trump. Giuliano da Empoli** le rappelle, citant le sociologue Daniel Patrick Moynihan dans Les Ingénieurs du chaos, ce récit magistral qui décrit la rencontre effrayante entre les populistes et les algorithmes : **"Chacun a droit à ses propres opinions, mais pas à ses propres faits." Et les faits sont là, têtus.**

Juridiques, d'abord. A l'heure où le multilatéralisme est en train de s'effondrer sous les coups de boutoir du retour des empires et de la grande rivalité sino-américaine, l'existence même de **l'accord de Paris de 2015**, signé et ratifié par quasiment tous les pays de la planète, et des conférences climatiques annuelles **s'apparente à un miracle. Sa mise en oeuvre est trop lente, oui, mais que celles et ceux qui savent comment convaincre Chinois et Indiens d'accélérer lèvent le doigt, car c'est désormais là-bas que se joue l'ampleur du réchauffement climatique.**

### Course aux technologies vertes

Les faits, ce sont aussi et surtout ces investissements sans précédent dans les industries bas carbone. **La course aux technologies vertes entre Chinois et Américains des années 2020-2040, c'est la course aux armements américano-soviétique de la guerre froide version civile : tant mieux!** Et puisque l'air du temps est à la

révolution, parlons de celle, inouïe, qui est en train de se passer, en 2023 : **les investissements dans l'énergie solaire vont dépasser ceux effectués dans le pétrole pour la première fois dans l'histoire de l'humanité!** Aux "cent fleurs qui s'épanouissent" de sinistre mémoire, **préférons évoquer les cent, les mille voire les millions d'innovations qui bousculent le système énergétique traditionnel.** La dernière en date fait rêver : à New York, où 70 % des gratte-ciel restent chauffés au gaz ou au pétrole, les propriétaires de l'un d'entre eux ont mis au point un système de collecte du CO2 émis par les énormes chaudières à gaz du réseau de chauffage central, avant qu'il ne soit libéré dans l'air. Le dioxyde de carbone capturé peut ensuite être vendu à un fabricant de Brooklyn, qui le transforme en béton. **Bonne nouvelle : "eux" n'existent pas, il n'y a que nous. Et nous avons tous la possibilité de faire comme ces propriétaires new-yorkais : agir.**

1 juin 2023 (L'Express)

[Notation de la France : des choix budgétaires, il faudra pourtant bien en faire ! - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Politique économique, jeudi 1 juin 2023 489 mots

## Notation de la France : des choix budgétaires, il faudra pourtant bien en faire!

**Avec le psychodrame sur la note de la dette française, le gouvernement promet de passer les dépenses publiques au peigne fin. Une stratégie qui sent le réchauffé.**

Il faut remonter aux temps chahutés de la crise des dettes souveraines au début de la décennie 2010 pour que la décision d'une agence de notation soit aussi attendue. **Après Fitch, il y a quelques semaines, Standard & Poor's publiera ce vendredi sa fameuse note sur la dette publique française.** Hélas, en matière de finances publiques, la sémantique compte presque plus que les actes. **Depuis des lustres, il y a un mot que les ministres des Finances successifs n'osent plus prononcer, celui de "rigueur".** Même à droite de l'échiquier politique, le souvenir du virage de 1983 - trahison ultime pour une grande partie de la gauche - est radioactif. **On préfère parler de "maîtrise" des dépenses, de "bonne gestion", voire de "tour de vis". De rigueur jamais. Pourtant, aujourd'hui encore, le réel s'impose.**

**L'ère du "quoi qu'il en coûte" est terminée, ne cesse de rappeler Bruno Le Maire.** Il faut dire qu'il a été massif : **240 milliards d'euros de dépenses supplémentaires depuis le Covid, soit quasiment 10 % du PIB.** Si l'on en croit la feuille de route transmise par Bercy à Bruxelles, **la France a prévu de ramener le ratio de dépenses publiques rapportées au PIB de 57 % à la fin 2022 à 54 % en 2027, sachant que la moyenne en Europe est de 52 %.** L'exécutif a une stratégie pour y arriver : passer au peigne fin toutes les dépenses publiques. En réalité, c'est un grand classique.

Les férus d'histoire économique se rappellent que, dès 1946, un "comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics" est créé. En 1968, c'est un comité de "rationalisation des choix budgétaires" qui voit le jour. En 1989, la "circulaire Rocard" institue un "devoir d'évaluation des politiques publiques".

### L'heure des choix budgétaires

Puis vint le temps des acronymes. En 2007, c'est la fameuse RGPP, la "révision générale des politiques publiques" de Nicolas Sarkozy. En 2012, François Hollande imagine la MAP, la "modernisation de l'action publique". En 2017, Emmanuel Macron lance, lui, CAP 2022, le "comité action publique 2022", qui vise déjà à réduire de 3 points de PIB la dépense publique d'ici la fin du quinquennat. Une cascade de comités Théodule, qui ont tous échoué.

**Par lâcheté, myopie, ou préférence pour le court terme, le poids des dépenses publiques n'a cessé de s'alourdir alors que le jugement des Français sur la qualité de l'école, de l'hôpital, ou des tribunaux se détériorait. Des choix budgétaires, il faudra pourtant bien en faire. La charge de la dette augmente avec la remontée des taux d'intérêt. Quant à l'impérieuse et inévitable transition écologique, elle nécessite des milliards d'euros d'investissements publics.** Et si cette fois, on le faisait vraiment? Chiche!

1 juin 2023 (L'Express)

[Relance nucléaire et transition écologique : le compte n'y est pas - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Economie, jeudi 1 juin 2023 360 mots

## Relance nucléaire et transition écologique : le compte n'y est pas

Sébastien Julian; Béatrice Mathieu

**La France doit trouver 66 milliards d'euros par an. Or le gouvernement ne veut pas d'un "ISF vert" et Bruxelles veille à ne pas laisser filer la dette.**

**Comment financer la relance du nucléaire et plus largement la transition écologique?** Le gouvernement devra bien un jour apporter une réponse claire à cette question. Certes le ministre de l'Economie Bruno Le Maire évoque déjà quelques pistes : suppression des niches fiscales sur les énergies fossiles, alourdissement des taxes sur les véhicules thermiques, mobilisation de l'épargne des Français et de la Banque européenne d'investissement, financement par les entreprises... **Mais cela risque de ne pas suffire tant les montants à dégager sont colossaux.**

Dans un récent rapport de France Stratégie, **l'économiste Jean Pisani-Ferry évalue à environ 66 milliards d'euros par an le montant des investissements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone en 2050.** Dont plus d'une trentaine sont à la charge de l'Etat. **Cette somme pourrait même grimper à 80 milliards si, par exemple, les ventes totales de véhicules électriques augmentent plus vite que prévu.** A titre de comparaison, les niches fiscales défavorables au climat coûtent "à peine" plus de 7 milliards par an à l'Etat, selon les chiffres officiels.

**Conscients de ces ordres de grandeurs, les auteurs du rapport préconisent de taxer de manière exceptionnelle et temporaire le patrimoine financier des 10 % des Français les plus riches et de laisser courir la dette, qui gonflerait ainsi de 9 points de PIB d'ici à 2030 et de 25 points de PIB d'ici à 2040. Mais ces deux options se heurtent pour l'instant aux réalités politiques et économiques. Même un "ISF vert" ne rapporterait que 5 milliards par an et le gouvernement n'en veut pas. Par ailleurs, on imagine mal notre pays imposer une dérive spectaculaire de sa dette à Bruxelles, même si la réforme en cours du pacte de stabilité donnera un peu plus de marges de manoeuvre à l'avenir pour la décarbonation.**

**Comment sortir de l'impasse? En travaillant plus? En comptant sur l'innovation? Il n'existe pas de baguette magique. Mais pour l'heure, l'équation financière ne boucle pas.**

1 juin 2023 (NZZ)

[Der Fall Lina E. und die Verharmlosung des Linksextremismus \(nzz.ch\)](#)

DER ANDERE BLICK

## Lina E. und der verharmloste Linksextremismus: Deutschlands linke Parteien messen Antidemokraten mit zweierlei Mass

Im «Kampf gegen rechts» heiligt der Zweck für Extremisten jedes Mittel. Dass ihnen Teile der in den Parlamenten vertretenen deutschen Parteien darin bis zu einem gewissen Punkt folgen, muss jeden Demokraten beunruhigen.

Oliver Maksan, Redaktor im Berliner Büro der NZZ.

31.05.2023, 18.00 Uhr



«Antifa heisst Angriff»: Demo 2017 in Berlin. Ullstein

Das an diesem Mittwoch ergangene [Urteil gegen die linksextremistische Rädelsführerin Lina E. und ihre Mitangeklagten](#) zeigt: **Deutschland ist auf dem linken Auge nicht blind.** Der Rechtsstaat nimmt seine Gesetze ernst, mag das Gericht teilweise auch deutlich hinter den Forderungen der Bundesanwaltschaft zurückgeblieben sein. **Die Richter haben klargemacht: Auch der Kampf gegen Rechtsextremisten heiligt nicht jedes Mittel.**

**Dass Linksextremisten das anders sehen, ist klar. Das macht sie zu Extremisten. Besorgniserregend ist allerdings, dass ihnen Teile der in den Parlamenten vertretenen deutschen Parteien darin bis zu einem gewissen Punkt folgen.** Unter dem Banner des Antifaschismus marschierende Extremisten dürfen auf ein Mass an Nachsicht und Verständnis hoffen, von dem Rechtsextremisten – glücklicherweise – nur träumen können.

**Die «Brandmauer» der SPD nach links hat Löcher**

**Als Wortführer der Verharmlosung treten, wenig überraschend, Vertreter der Linkspartei auf.** Letztere ist in den linken Hochburgen Hamburg, Berlin und Leipzig ganz offensichtlich der parlamentarische Arm des Linksextremismus. Mag Gewalt von Politikern der Partei auch nicht explizit befürwortet werden, **so fallen ihre Verurteilungen doch oft butterweich aus, begleitet von einem verständnisvollen Kopfnicken.**

Der Berliner Abgeordnete Ferat Koçak etwa solidarisierte sich jetzt gar mit Lina E.: **Wer sich gegen Nazis organisiere, der sei nicht kriminell, sondern werde kriminalisiert – so legte der «Sprecher für antifaschistische Politik» das Weltbild weiter Teile seiner Partei offen.** Zur Erinnerung: Es ging in diesem Prozess um die Bildung einer kriminellen Vereinigung und schwerste, zum Teil lebensbedrohliche Gewalttaten mit Eisenstangen und Hämmern.

**Doch nicht nur Vertreter der Linkspartei, auch Teile der SPD und der Grünen lassen seit Jahren die «Brandmauer» nach links vermissen, die nach rechts zu durchlöchern sie der CDU bei jeder Gelegenheit vorwerfen. Selbst die deutsche Innenministerin Nancy Faeser hat sich in dieser Hinsicht schon verrannt.** Man kann der Sozialdemokratin gewiss nicht vorwerfen, Sympathien für linke Extremisten zu haben – und sie

hat nach dem Urteil gegen Lina E. umgehend klargestellt, dass es im Rechtsstaat «keinen Raum für Selbstjustiz» gebe.

**Aber im Namen des «Kampfs gegen rechts» hat Faeser früher, als hessische Oppositionspolitikerin, nicht so genau hingeschaut.**

### **Gegen Antidemokraten zu sein, macht einen noch lange nicht zum Demokraten**

Andernfalls hätte sie im Sommer 2021 keinen Beitrag für die vom Verfassungsschutz beobachtete «Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes» verfasst. Trotzigt rechtfertigte Faeser später, da war sie Bundesministerin, die Publikation für die linksextremistisch beeinflusste Organisation damit, stets «klare Kante gegen Rechtsextremismus und alle Feinde der offenen Gesellschaft» gezeigt zu haben.

**Heiligt der vermeintlich gute Zweck am Ende auch das schlechte Mittel? Kann gar nichts falsch machen, werden aus seiner Sicht richtigen Kampf kämpft? Die extreme Linke hat diese Fragen für sich mit Ja beantwortet.** Von Vertreterinnen linker Regierungsparteien würde man eigentlich das Gegenteil erwarten.

Ein aktuelles Beispiel: Die SPD-Politikerin Nancy Faeser und ihre grüne Kabinettskollegin Lisa Paus dürften eigentlich kein Problem damit haben, dass das «Demokratiefördergesetz» die finanziell vom Staat geförderten – und meist linken – Organisationen qua Extremismusklausel auf die freiheitlich-demokratische Grundordnung verpflichtet. Doch eine solche Klausel fehlt. In der heutigen Form droht das Gesetz zum Konjunkturprogramm für linksradikale Initiativen zu werden. **Gegen Antidemokraten zu sein, macht einen noch lange nicht zum Demokraten, wie die FDP-Politikerin Linda Teuteberg richtig anmerkte.**

**Besonders leichtfertig gehen die Jugendorganisationen der genannten Parteien mit dem Linksextremismus um.** Franziska Drohsel und Sina Doughan etwa waren zu ihrer Zeit als Chefinnen der Jungsozialisten beziehungsweise der Grünen Jugend Mitglieder der Roten Hilfe. Das Anwaltskollektiv leistet Linksextremisten nicht nur Rechtsbeistand, sondern teilt auch deren Narrativ, die staatliche Justiz agiere politisch und repressiv.

Beide Jugendorganisationen polemisierten 2017 gegen das Verbot der linksextremen und Gewalt gegen Polizisten feiernde Website Indymedia. 2020 forderten Jungsozialisten, die Jugendorganisation der Linkspartei und Grüne Jugend gemeinsam die Abschaffung des Verfassungsschutzes. Der hatte zuvor die radikalen Klimaschützer der Gruppe «Ende Gelände» als linksextremistisch eingestuft.

### **Die Grüne Jugend sympathisiert mit Lina E.**

«Wer rechten Terror und den Einsatz für Klimagerechtigkeit als zwei «Extreme» einer sonst vorbildlich gesinnten Mitte gleichsetzt, kann nicht in der Lage sein, faschistische Tendenzen angemessen zu bekämpfen», hiess es damals in einer gemeinsamen Stellungnahme. Damit öffneten die linken Jugendorganisationen dem Linksextremismus nach dem Antifaschismus mit dem Klimaschutz das zweite Einfallstor hin zur politischen Mitte.

**Ganz auf dieser Linie solidarisiert sich heute Timon Dzienus, amtierender Co-Chef der Grünen Jugend, unter dem Hashtag #FreeLina auf Twitter offen mit Lina E. Zuvor hatten weder er noch die jungen Klimabewegten ein Problem damit,** den nordrhein-westfälischen Weiler Lützerath Seite an Seite mit gewalttätigen Autonomen gegen die Braunkohleförderung zu verteidigen.

Beim Verwischen der Grenzen zum Linksextremismus handelt es sich nicht einfach um Sandkastenspiele der Parteijugend. **Es muss einem angst und bange werden, wenn solches Denken früher oder später Einzug in die Parlamente hält. Die den deutschen Staat tragenden Parteien müssen sich auf einen antitotalitären, jeglichen Extremismus verurteilenden Konsens einigen – und auch ihre Jugendorganisationen darauf verpflichten.**

Antifaschismus und Klimaschutz dürfen Extremisten nicht salonfähig machen. Andernfalls wird die wiedervereinigte Bundesrepublik der DDR irgendwann ähnlicher, als Demokraten lieb sein kann.

1 juin 2023 (NZZ)

[Michel Houellebecq stürzt als Porno-Darsteller ab \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

## Wenn es um Sex geht, brennen bei Michel Houellebecq alle Sicherungen durch. Seine Karriere als Pornodarsteller endet im Desaster

Das letzte halbe Jahr war für den französischen Skandalautor eine Katastrophe. Nun versucht er sich zu erklären, schreibt ein Buch und blamiert sich damit bis auf die Knochen.

Roman Bucheli

01.06.2023, 05.30 Uhr



Der Schriftsteller Michel Houellebecq und seine Frau Qianyum Lysis Li vergnügen sich im Juni 2019 an einer Party in Paris. Bertrand Rindoff Petroff / Getty

Es herrscht grosse Aufregung im Hause Houellebecq. Auf eine kurze Euphorie folgt ein umso längerer Katzenjammer. Ende des vergangenen Jahres schienen sich, ganz unverhofft, einige der kühnen feuchten Träume des französischen Schriftstellers und Erotomanen zu erfüllen. Der niederländische Filmemacher Stefan Ruitenbeek hatte ihn kontaktiert und ihm ein ganz unverdächtiges Projekt vorgeschlagen. Damit Houellebecq mitmachte, warf er ihm noch rasch einen Köder hin: Eine begeisterte Leserin aus Amsterdam, die sich gelegentlich an Gang-Bangs beteilige, möchte ihn in Paris treffen.

Das Ehepaar Houellebecq beriet sich und fand nichts Anstössiges daran, aber sah immerhin die Möglichkeit für ein kleines erotisches Abenteuer. Frau Houellebecq nahm darum alsbald Ruitenbeek und vor allem die Leserin in Augenschein. Sie befand sie für jung und versaut genug, damit sie zu zweit den Ehemann hinreichend würden erregen können. Kleine Komplikation: Der Dreier des Ehepaars mit der Leserin sollte gefilmt werden.

Freilich war das Angebot [ein Volltreffer und für Houellebecq unwiderstehlich](#). Er sei schon länger von Amateurpornos fasziniert gewesen, erzählt er in seinem Buch «Quelques mois dans ma vie», das in diesen Tagen bei Flammarion erschienen ist und die Affäre nachzeichnet. Ausserdem hätte er sich nur zu gerne selber einmal beim Sex gefilmt, wenn er nur gewusst hätte, wie es zu bewerkstelligen wäre. Stefan Ruitenbeek musste ihm wie ein Deus ex Machina erschienen sein.

### Die Rache des Narziss

Wie wenig göttlich, dafür umso teuflischer der Niederländer war, sollte Houellebecq freilich erst herausfinden, als es zu spät war. Zu Beginn dieses Jahres machte zunächst das Gerücht und dann ein unzweideutiger Trailer die Runde: Houellebecqs Debüt als Stargast eines Pornovideos. **Man hatte den Schriftsteller hereingelegt**. Er war dem niederländischen Künstlerkollektiv Kirac auf den Leim gegangen, das zuvor schon den niederländischen Philosophen und Publizisten Sid Lukkassen, ein bekennender Rechter, mit dem gleichen Köder wie Houellebecq vor die Kamera geholt und dann blossgestellt hatte.

Houellebecq versuchte mit allen juristischen Mitteln die Veröffentlichung des in Paris und danach in Amsterdam gedrehten Videomaterials zu verhindern. Er errang lediglich einen kleinen Zwischenerfolg. Der

Film muss ihm vor der Publikation gezeigt werden. Sollte er Szenen beanstanden und sollten sie nicht entfernt werden, könnte er wieder den Rechtsweg beschreiten.

**Er hätte die Sache auch auf sich beruhen lassen können.** Der Schaden war angerichtet, seine einschlägige Reputation indessen bestätigt. Was hätte er sich mehr wünschen können. **War es Scham, Lust auf Rache oder verletzter Stolz: Am 31. März um Mitternacht setzte sich Houellebecq an den Schreibtisch und schrieb sich in vierzehn Tagen die Wut vom Leib. Das Ergebnis ist das vermutlich peinlichste Buch eines Schriftstellers, der immerhin Ambitionen auf den Nobelpreis hegte.**

**Es ist eine weinerliche Anklage und ein misogynen Pamphlet, das obendrein mit ein paar expliziten pornografischen Bekenntnissen prahlt.** Houellebecq entblödet sich auch nicht, zu sagen, dass schon die Vorstellung, die Bilder könnten gegen seinen Willen publiziert werden, ihn nachempfinden lasse, was ein Vergewaltigungsopfer erleide.

Beispiellose Selbstdemontage

Der weinerliche Ton kontrastiert mit Houellebecqs Vokabular: Mistkerl, Nutte, Kakerlake, Rüpel, Sau, dumme Gans, fette Kuh, so nennt er Ruitenbeek oder die Frauen, die ihm zugeführt werden. Im Ernstfall ist Houellebecq nicht wählerisch. Die niederen Instinkte bedient er nicht mit sprachlicher Virtuosität, fürs Vulgäre ist ihm das Ordinärste gerade gut genug. **Dann spricht aus ihm der Pubertierende.**

Doch nicht nur seinen Ruf, sein ganzes Lebenswerk sieht der gekränkte Narziss in Gefahr. Man muss das im Originalton hören, auch wenn er kaum erträglich ist: **«Es war eine grauenvolle Vorstellung, dass die einzige Spur, die von meinem Sexleben, dem lebendigsten Teil meines Lebens, übrigbleiben könnte, ein mittelmässiger Koitus mit einer leblosen Sau war, der von einer degenerierten Kakerlake gefilmt wurde (. . .). Ich hatte etwas Besseres verdient.»**



Ein Schriftsteller auf erotischen Abwegen. Filmstill aus dem Trailer. PD

**Man muss keine Sympathien haben für das niederländische Künstlerkollektiv Kirac. Kunst ist heutzutage bekanntlich ein weiter Begriff.** Aber sollten sie ihr Video nie der Öffentlichkeit zeigen können, so haben sie in Houellebecq doch ihren begnadetsten Vollstrecker gefunden. **Ihre Mission erfüllt sich mit diesem Buch, in dem sich der Schriftsteller bis auf die Knochen blamiert. Ob er Besseres verdient hat als einen «mittelmässigen Koitus», bleibe dahingestellt. Leid aber tut einem das Papier, das für diesen Unfug verschwendet wurde.**



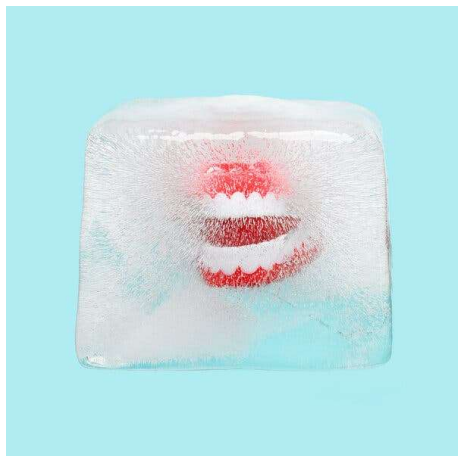
1 juin 2023 (NYT)

[Opinion | Political Correctness Used to Be Funny. Now It's No Joke. - The New York Times \(nytimes.com\)](#)

PAMELA PAUL

## Political Correctness Used to Be Funny. Now It's No Joke.

June 1, 2023, 5:00 a.m. ET



Credit...Levi Brown/Trunk Archive

By [Pamela Paul](#)

Opinion Columnist

Back in the early '90s it would have been hard to imagine a time would come when people would long for double denim, the glumness of grunge and Ethan Hawke's patchy "Reality Bites" facial hair. Yet more unfathomable: that there would be any affection for anything about that era's nascent political correctness with its penchant for words like "womyn" and other idealistic but often ill-conceived efforts to reimagine the dictionary.

And yet! In the wake of my 30th college reunion last month at Brown University, a notorious locus for politically correct thought back in the day, those emergent P.C. exactitudes feel almost cute in their relative innocuousness. At that time, word purification rituals were experienced all in good fun or at least, in good fun-making. "Thatch," the most popular comic strip in *The Brown Daily Herald*, offered readers its absurdist antihero, Politically Correct Man — immediately amended to Politically Correct *Person* — because "the world needs someone to guide it through these role-changin', gender-conflictin,' Berlin Wall-crumblin' times." (His archnemesis: Insensitive Man.)

Even at its peak, '90s-style political correctness was at least as much self-satire as a movement to be reckoned with. With the exception of its most earnest practitioners — strategically isolated within semiotics departments and grad school dormitories — undergrads from across the political spectrum considered political correctness a passing fad or an attempt at academic esotericism rather than an actual recommendation for how to comport yourself in public. You could commit acts of linguistic gymnastics (denouncing, say, "capitalist patriarchal hegemonic discourse") if the spirit moved you, but hardly anyone thought you had to.

Off campus, the culture seemed to agree. Carefree people of all ages walked around brashly declaring whatever mildly contrarian thing they were about to say as "obviously politically incorrect," strictly for giggles and without fear of harassment by the verbal police. Few would have bothered reporting an untoward term, in part because social media did not yet exist, in part because they were too busy coming up with their own un-P. C. retort.

In 1992, two Harvard Lampoon alums, Henry Beard and Christopher Cerf, published “The Official Politically Correct Dictionary and Handbook,” which mixed together actual terms of P.C. orthodoxy with fictional ones in a way that left you unsure which was which. Real or fake: assimilationism, carbocentricism, chemically inconvenienced, heterosexually celibate, humyn, chair?

Thirty years later, on Amazon, a customer gave the book a [worried one-star review](#), noting, “You’ll get in more trouble using this book than you were before.” These sensitivities are no longer a laughing matter. They are the stuff of moralizing retribution.

But back in benighted 1993, the year I graduated from college, we couldn’t fathom such censoriousness. That was the year Comedy Central introduced the political talk show “Politically Incorrect,” hosted by Bill Maher. Four years later, the show crossed over to network television — network television! — where ABC aired it until advertisers balked over comments Maher made about Sept. 11. The concern? Insufficient patriotism.

Expressing the opposite sentiment today — when merely referring to yourself as “American” is enough to be deemed [“imperialist”](#) — is what might get you in trouble.

People have clearly lost their sense of humor.

A world without making fun is a world with a lot less fun in it. It also misses out on the relief humor provides. The whole point of comedy is to poke us where it’s most uncomfortable, to get us to laugh at our foibles and excesses, and the self-seriousness alone of contemporary political correctness practically begs for satire. Today we seem to mistake humorlessness for seriousness.

Audience members at comedy shows are now often required to check their mobile phones. Perhaps this is done to prevent illegal recordings, but it also avoids social media flare-ups over off-color jokes. This is surely wise. Idealistic early-’90s suggestions morphed first into judgmental guidelines and then into hard rules whose violations merit severe punishment. This leaves little room for playing with words, whether to elicit a chuckle or make a deeper point.

What weak laughter is left? Nowadays, critics of P.C.’s pedantic excesses can be even more strident than its advocates. Making fun of political correctness (efforts *not* to offend) is one thing; telling outright offensive jokes (efforts *intended* to offend) is quite another. On right-wing outlets like Fox News and The Daily Caller, the tone is more rage and sneer than ridicule and smirk — they’re attacking the enemy rather than recognizing their own foolishness.

On the other side of the political spectrum, some critics are pushing back against today’s political correctness, but it is not a coincidence that sensitivities remain over who can mock what. “The Thanksgiving Play,” a satire of performative white progressivism by the playwright [Larissa Fasthorse](#), a member of the Sicangu Lakota Nation, had its premiere on Broadway in April after becoming one of [the most widely produced plays](#) in America. The play pokes fun at a group of four white people in all their smugness and concerned anxieties as they attempt to stage an uplifting school play about Native Americans that doesn’t feature a single Native American.

Some signs indicate that when it comes to political correctness, fatigue may be setting in. In a 2020 Pew poll, [57 percent of Americans](#) said people today are too easily offended by what others say. But the gap between those on the left and those on the right among those who think people should be careful to avoid offending others with their speech was a significant 42 percentage points.

In an angry and deeply polarized world, some people apparently mistake the ability to mock themselves with providing ammunition to the opposition. Human laughter is a great unifier, which may be another reason the broader culture seems so strenuously eager to avoid it.

Even in the ’90s you could sense the country’s darkening mood as P.C. advocates became increasingly joyless in their messianic determination. In one “Thatch” strip, P.C. Person wields his latest “book-o’-

dogma, 'How to Argue the P.C. Way,'" which he then smacks across Insensitive Man's head. "Chapter 1," P.C. Person explains. "If you don't like what someone has to say, don't let them say it!"

In the semi-serious preface to "The Politically Correct Guide and Handbook," the authors noted, "Language is not merely the mirror of our society; it is *the* major force in 'constructing' what we perceive as 'reality.'" A focus on words as they "should" be, they observed, meant avoiding the world as it is, and what the authors referred to as "distracting side issues" such as equal pay for equal work, eliminating unemployment, poverty and homelessness, improving education and reining in the influence of money in electoral politics.

Yes, by calling these urgent concerns "distracting," they were being ironic. And yes, we have been effectively distracted. But not, alas, by comedy.

***Pamela Paul became an Opinion columnist for The Times in 2022. She was the editor of The New York Times Book Review for nine years and is the author of eight books, including "100 Things We've Lost to the Internet."***

1 juin 2023 (WSJ)

[Racial Preferences Won't Go Easily - WSJ](#)

## Racial Preferences Won't Go Easily

Colleges will seek sneaky ways of filling quotas. But they'll have trouble defending them in court.

By Brian T. Fitzpatrick

May 31, 2023 5:54 pm ET

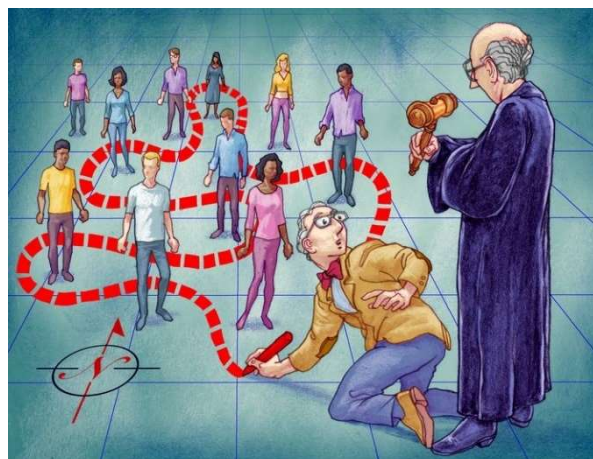


ILLUSTRATION: DAVID KLEIN

The U.S. Supreme Court is expected to rule soon that Harvard and the University of North Carolina violated the 14th Amendment's Equal Protection Clause and associated federal statutes by considering race in admissions. I expect most universities will try to evade the ruling by using proxies for race to select students.

For a glimpse of that future, look to Thomas Jefferson High School in Alexandria, Va., a highly rated public magnet school where the student body was until recently more than 70% Asian-American. In 2020 administrators decided they wanted a greater percentage of black and Latino students but didn't want to use race directly in admissions—that would have been too controversial. So they reverse-engineered the outcome they sought. Middle schools in Northern Virginia are a good proxy for race. By limiting how many students could attend Thomas Jefferson from each middle school, administrators increased black and Latino enrollment and decreased Asian-American enrollment.

**Universities will engage in similar shenanigans if the Supreme Court rules against Harvard and UNC.** They've done it before. When a voter referendum forbade Michigan schools to use racial preferences in admissions, they turned to preferences for applicants who live on Indian reservations or inside the Detroit city limits. Bilingual applicants also got a leg up. **None of these preferences were for race, but rather for things highly correlated with applications from Native American, black and Latino students, respectively.**

**Universities have already begun laying the groundwork for the transition to race-neutral affirmative action.** **It's one reason many have turned away from standardized tests such as the SAT.** Schools will need flexibility to get their racial numbers right because no proxy perfectly correlates with race. **Standardized tests get in the way.**

**The question the magnet-school litigation previewed is whether it will be legal to use proxies for race if the Supreme Court holds it is illegal to use race directly. I don't think it will be, and I'm not alone.** Although the panel of judges from the Fourth U.S. Circuit Court of Appeals upheld the Thomas Jefferson High School admissions scheme by a 2-1 vote, my money is on the dissent if and when it gets to the Supreme Court.

Laws against discrimination aren't so toothless that they can be easily evaded. **The Supreme Court has repeatedly ruled against racial discrimination by proxy. If the purpose of an apparently race-neutral decision is to cause racial effects, and the decision in fact causes racial effects, then the decision is as illegal as using race itself would be.** This test should doom the racial proxies to which universities are expected to turn after the Supreme Court's ruling.

**There is no legal distinction between using racial proxies to help blacks and Latinos and using them to hurt blacks and Latinos. There is no way to increase the percentage of black and Latino students without decreasing the percentage of Asian-American and white students. Racial classification is a zero-sum game.**

When states purposefully draw electoral districts to include predominately black neighborhoods, it is technically race-neutral—people are classified based on geography. But the Supreme Court has repeatedly found these districts to be illegal because they failed **the purpose-and-effects test. If the Equal Protection Clause prohibits racial gerrymandering of electoral districts, it also prohibits racial gerrymandering of college admissions.** The two judges in the majority in the Thomas Jefferson case didn't even address this.

Some contend that race-neutral affirmative action can't be illegal because **the Supreme Court has encouraged it as an alternative to race-explicit affirmative action.** One of the judges in the Thomas Jefferson case made this argument. **But the Supreme Court has encouraged race-neutral affirmative action only when race-explicit affirmative action is otherwise legally justified. Call it the lesser of two evils.** If the Supreme Court rules against Harvard and UNC, race-explicit affirmative action will no longer be legally justified in college admissions. There will therefore be no reason to choose between two evils.

**Achieving racial diversity means achieving a minimum percentage of each race. But minimum percentages of each race mean maximum percentages of each race, too. The Supreme Court didn't allow racial maximums for blacks in the past, and I don't think it will allow racial maximums for Asian-Americans or whites today.** The justices have already said **the Equal Protection Clause protects all races equally, and that the nation should strive to be colorblind, not color-conscious.** In other words, we should be willing to accept institutions made up of our best and brightest, no matter the racial compositions.

This will be a hard adjustment for many because it's something that we have never really done before in America. But who knows? It might be worth a try.

*Mr. Fitzpatrick is a professor at Vanderbilt Law School. He was a law clerk to Justice Antonin Scalia.*

1 juin 2023 (The Economist)

[America avoids financial Armageddon but stays in fiscal hell \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Debt ceiling

## America avoids financial Armageddon but stays in fiscal hell

High stakes but limited results from the country's latest debt-ceiling drama



Jun 1st 2023 | WASHINGTON, DC

Soap operas must run indefinitely and therefore never conclude satisfactorily. So it is with the latest episode of a long-running Washington soap opera—its roughly biennial debt-limit drama—which is wending towards a predictably short-lived conclusion. Having threatened the world with a sovereign default and financial disaster in order to achieve their aims, Republicans in Congress have gathered modest concessions from President Joe Biden and agreed that America ought to honour its obligations, after all. The two sides hammered out a deal to raise the government's debt ceiling, which will let it resume borrowing money—staving off Armageddon for at least the next 18 months. Republican leaders have called **the deal, known as the Fiscal Responsibility Act**, a historic victory for budgetary prudence. In reality it does nothing to tackle the main sources of America's fiscal irresponsibility.

This current drama is not fully done yet. On May 31st the deal cleared its toughest hurdle when the House of Representatives approved it by a margin of 314 to 117. It now moves to the Senate, which must pass the bill by June 5th, the date by which the Treasury has warned it may run out of cash. A few conservative senators have threatened procedural delays, but in the end passage seems assured. Both Chuck Schumer, the Democratic majority leader in the Senate, and Mitch McConnell, the Republican minority leader, have come out strongly in favor of the deal. In the House support was about as bipartisan as anything is these days in Washington, with backing from two-thirds of Republicans and four-fifths of Democrats.

The headline summary of the deal seems impressive. The Congressional Budget Office, a neutral scorekeeper, calculates that it will reduce spending by about \$1.3trn over the next decade. When cuts are measured in the trillions rather than the billions, they are, by definition, big. The trouble is that federal spending is in the tens of trillions: the cbo expects about \$80trn in outlays over the next decade. Moreover, its debt-deal estimates are too optimistic. Side agreements between the White House and Kevin McCarthy, the Republican speaker of the House, will soften the reductions. Donald Schneider, a budget expert, thinks that creative accounting alone could shave off more than \$90bn from the cuts. And crucially, spending caps are only enforceable in 2024 and 2025.

Totting up the full economic impact of the deal thus points to trifling outcomes. Michael Feroli of J.P. Morgan, a bank, estimates that it will lower federal spending by about 0.2% of gdp next year relative to the cbo's prior baseline. That is much smaller than the 0.7% reduction in 2011 following a debt-ceiling stand-off during Barack Obama's presidency. The welcome news for Mr Biden is that the downside from the cuts is likely to be scarcely noticeable. Mark Zandi of Moody's Analytics, a subsidiary of the credit-rating agency, reckons that the drag may push up the unemployment rate by just 0.1

percentage points next year. **The less welcome corollary is that spending cuts will do little to tame high inflation.**

**A weak deal is infinitely preferable to no deal, which might have provoked a meltdown in global markets. Nevertheless, the contrast between the high-stakes game of debt-ceiling chicken and its piddling resolution is incongruous. America's fiscal path remains worrisome.** On May 26th the International Monetary Fund was the latest to raise the alarm about the country's finances. Federal debt held by investors at home and abroad has reached about **93% of gdp**, almost triple its level on the eve of the global financial crisis of 2007-9. **By the end of this decade the American government is on track to spend more annually on interest payments than on national defence.**

Two parts of America's budget are most critical to defusing its fiscal problems. The first is its entitlement spending—notably, state-provided pensions and medical insurance for the elderly. These already account for nearly two-thirds of federal expenditures, and are set to expand as the population ages. The other is **tax revenues, with the American government taking in considerably less as a share of gdp than most other high-income countries.** Both of these elements were, however, entirely absent from the debt-ceiling negotiations: **Democrats worry about the electoral consequences of calling for higher taxes, while Republicans fear blowback from trying to shrink entitlement spending.** With both parties agreeing to increase the defence budget, the result is that the spending cuts will be entirely focused on “non-defence discretionary” programmes, which account for just about 15% of the budget. **Cuts, yet to be hashed out, will hit national parks, schools, health care and more.**

Perhaps some good will yet come of the debacle. **Mr McCarthy has called for a bipartisan commission to figure out how to fix the country's finances**—an idea that has prompted guffaws. Brian Riedl of the Manhattan Institute, a conservative think-tank in New York, is less dismissive. “Commissions can be useful if both parties are truly committed to achieving an outcome rather than just checking a box,” he says. Mr Biden, meanwhile, has suggested that he might yet launch a legal challenge, long urged by progressive Democrats, to test whether the debt ceiling is constitutional.

A daydreamer can just about imagine a future in which the two efforts come together: the fiscal commission would lead to serious budgetary reforms, while a successful legal case would free America from its **metronomic debt-ceiling lunacy.** Soon enough, though, harsh political realities will intrude on such reverie. The new agreement to raise **America's borrowing limit runs until early 2025, at which point its next episode of debt-ceiling drama is all but certain to kick off.**

1 juin 2023 (The Economist)

[British voters want more immigrants but less immigration \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Bagehot

## British voters want more immigrants but less immigration

The government's immigration policy is incoherent because voters are incoherent



May 25th 2023

The biggest lie in British politics is that voters want honest debate. Whenever a policy problem emerges, sensible types call for the trade-offs to be laid out before an informed voting public who will carefully weigh the options. Anyone who has sat through a focus group or gone canvassing with a politician knows this is nonsense. When faced with an either/or question, British voters usually give a decisive answer: “yes”.

Nowhere is this more true than immigration. A majority of voters think migration is too high, according to most polls. Almost nine out of ten Conservative voters think this; a plurality of Labour voters agree. At the same time, British voters say they want more nurses, doctors and fruit-pickers. Carers, academics, computer whizzes and students are welcome, too. Big-hearted Britons thought the country was completely right to let swathes of refugees from Ukraine and Hong Kong into the country. Britons may not much like immigration, but they are keen on immigrants.

If so, then the Tories have come up with an impeccably botched policy response. A Conservative government that has pledged to cut immigration at the past four elections has instead overseen an increase to a record level. Net migration hit 606,000 in Britain last year, according to figures published on May 25th, as people took advantage of a more liberal post-Brexit immigration regime. The British government has thrown open the country's doors while complaining about the people who walk through them. It is utterly incoherent. But when it comes to immigration, so are voters.

Public opinion on immigration was not always so confused. Attitudes used to move in lockstep with numbers. In the 1940s and 1950s Britain accepted workers from across the Commonwealth, who could enter the country as they pleased. By the 1960s eight out of ten people wanted lower immigration; hard-nosed and rather racist legislation followed. Likewise, when immigration increased during the 1990s and 2000s, so did concern. This trend reached its apex in 2016, when, with just a month to go until the Brexit referendum, the government announced a then-record net influx of 330,000 people. Britain voted to leave the eu, with immigration cited as one of the main reasons.

This tidy relationship has broken down. Immigration has increased sharply since the Brexit vote but concern about it has, if anything, gone down in the past decade. In 2012 a quarter of voters thought immigrants boosted Britain's economy; half thought immigrants harmed it, according to British Future, a think-tank. Now those proportions have reversed. The number of people who cite immigration as the number-one problem facing the country has plunged, while issues such as lousy health care and high inflation top the worry-list.



Attacking immigration was once an easy win for politicians. In 2015 almost 70% of voters wanted immigration reduced. Now, only 42% do. At the same time, a hard-core minority of people now want migration to increase. In 2015 only one in ten wanted this. Now about a quarter do. James Dennison and Alexander Kustov, a pair of academics, label this phenomenon a “reverse backlash”. Politicians have tried to placate voters tempted by anti-immigrant populist parties and ignored others in the process. Once-silent liberal voters have started demanding to be heard. (Intriguingly, about half of people think the British public has become less tolerant overall, even though most polling points to the opposite; when discussing immigration, Britons think in irregular verbs: “I am tolerant; you are prejudiced; he is a complete bigot.”)

Conservatives are split on how to deal with this change. For some, the increasingly liberal views of British voters when it comes to immigration should be seized on. Dominic Cummings, the architect of the Vote Leave campaign in 2016, argued that voters would be happy with high levels of immigration as long as it was controlled. Judging by the positive shift in attitudes on immigrants, he was right. If the government can stop people crossing the English Channel in small boats (some 45,000 arrived last year in this manner) voters will not care about the larger numbers of migrants arriving through official channels. There are few benefits of Brexit. But Britain’s immigration policy could be one.

For other Conservative advisers—including those currently in Downing Street—immigration simply must come down if the government is to have any chance of surviving. In their view, the liberal turn is a mirage. When voters eventually notice that immigration has, in fact, hit an all-time high they will be furious. People have mistaken a drop in salience with an increase in liberalism. This hypothesis is about to be tested in real life: if voters want control rather than reductions, what if more than half a million arrive every year? Rishi Sunak, the prime minister, thinks he knows the answer to that question, and has pledged to reduce the numbers.

## **Welcome. Now get out**

Taking numbers down a little is easy. Unless another war breaks out in Europe, there will be fewer refugees next year. Bringing them down a lot is harder. If the British government wants fewer people to come, it can change the law and suffer the consequences. Suella Braverman, the home secretary, has already tightened rules on the number of international students who can bring dependents, even though voters are broadly comfortable with people coming to Britain to study and universities rely on their fees. The government could crack down on fruit-pickers, but farmers in Lincolnshire would scream. Few voters would thank a government that turns away nurses. Cutting immigration comes at a cost that voters show no willingness to pay.

Rolling out the welcome mat and then shouting at anyone who wipes their feet on it may be an imperfect approach. But from the government’s point of view, it will have to do. Voters do not want to live with the consequences of their opinions. When voters are hypocrites, politicians must be too.

1 juin 2023 (Le Point)

[Pourquoi l'obésité gagne du terrain en France \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr)

## Pourquoi l'obésité gagne du terrain en France

Sédentarité, alimentation ultratransformée, délaissement de la cuisine maison... La France n'échappe plus aux problèmes de surpoids. Explications.

Par Héroïse Rambert et [Caroline Tourbe](#)



Selon la dernière étude Obépi-Roche, 47,3 % des Français de plus de 18 ans présentent un excès de poids ; 17 % sont en situation d'obésité.

Publié le 01/06/2023 à 07h00

**H**élène et son fils, Marius, sont au supermarché. Passant devant le rayon des gâteaux, le jeune garçon trépigne. Il attrape un paquet de sablés à la forme arrondie et au fourrage crémeux très en vogue chez les écoliers. Pour la énième fois, sa mère le raisonne, elle préférerait un goûter plus sain : « *Un morceau de pain avec un carré de chocolat, ça ira très bien !* » Moue du fils. La jeune femme cède. Satisfait, l'enfant repart avec une boîte de simples gâteaux, à défaut des sablés décidément trop sucrés.

Le lendemain, il révèle un secret à sa mère. Chaque jour, à l'heure de la récré, lui et ses camarades procèdent à des échanges de goûters. Sur ce marché noir, le cours du bout de pain avec chocolat est au plus bas. Mais, pour une fois, grâce à son paquet de supermarché, Marius a réussi à troquer son quatre-heures contre les fameux sablés fourrés qui le faisaient tant rêver. Amusée, Hélène nous confie cette anecdote comme un parfait résumé de son combat quotidien : « *On a beau chasser les produits les plus gras et sucrés par la porte, ils reviennent par la fenêtre.* »

**Tour de taille.** Si la guerre contre la malbouffe est déclarée par les familles, elle l'est aussi par les pouvoirs publics, en tout cas dans les mots. Dans les faits, l'ennemi ne cesse de progresser, comme si rien ne pouvait l'arrêter. La France prend des kilos et des centimètres de tour de taille. Les chiffres de la dernière étude Obépi-Roche dévoilent l'étendue des dégâts : **47,3 % des Français de plus de 18 ans présentent un excès de poids ; 17 % sont en situation d'obésité.**

Si, depuis la fin des années 1980, la prévalence du surpoids fluctue toujours autour de 30 %, celle de l'obésité est en constante augmentation. De 8,5 % en 1997, elle est passée à 15 % en 2012 et à 17 % en 2020. « **Chez les 18-24 ans, la pente de progression est la plus forte**, indique Annick Fontbonne, épidémiologiste à l'Inserm, qui a participé à cette étude

menée à l'instigation de la Ligue contre l'obésité. *Dans cette classe d'âge, en une vingtaine d'années, le taux d'obésité a été multiplié par quatre.* »

« Français moyens »

1,77 m / 81 kg  
1,64 m / 67 kg

Ce sont la taille et le poids moyens des Français (homme et femme) en 2020.

Depuis 2012, le tour de taille des femmes a pris 2,2 cm. Celui des hommes n'a augmenté que de 0,5 cm.

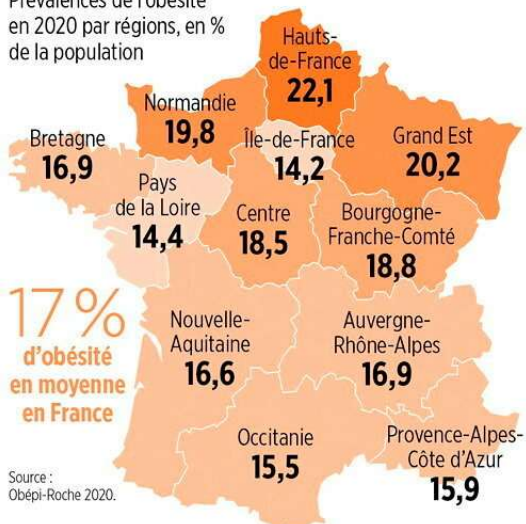
Source : Obépi-Roche 2020

**Fuite en avant.** L'Hexagone a fait figure d'exception européenne jusqu'à la fin des années 1990. Mais ça, c'était avant. Notre pays n'échappe plus à l'épidémie mondiale. Selon l'OMS, depuis 1975, le nombre de cas d'obésité a presque triplé à l'échelle planétaire. **On estime que cette maladie chronique complexe augmente le risque de maladies cardio-vasculaires, de diabète, de troubles musculo-squelettiques et de nombreux cancers.** En France, les dépenses de santé liées au surpoids représentent 4,9 % de ces dépenses. Comment en sommes-nous arrivés là ? Les racines du mal sont nombreuses, entremêlées et bien loin de se résumer à un excès de calories avalées. **Nos modes de vie et d'alimentation continuent d'évoluer dans le mauvais sens.** Une fuite en avant alors qu'il faudrait appuyer sur la pédale de frein.

Si l'excès de poids ne cesse de gagner du terrain, c'est en partie parce que notre terrain génétique lui est plutôt favorable. Depuis la nuit des temps, l'espèce humaine a dû faire face à l'insécurité alimentaire. Rien d'étonnant alors que **les traits génétiques hérités de nos ancêtres favorisent le stockage des graisses.** Dans nos sociétés modernes de la surabondance, notre ADN nous rend vulnérables en bien des endroits. « *Le génome de centaines de milliers de personnes a été étudié, explique Karine Clément, professeure de nutrition à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, et directrice d'unité à l'Inserm. Plus de 1 700 régions génétiques ont été associées à la corpulence. C'est énorme ! Et plus on séquence le génome des populations, plus on en trouve. Ce sont donc des milliers de variants de gènes, chacun avec un effet faible, qui sont autant de prédispositions à la prise de poids.* » En fonction de la « combinaison » de variants dont nous avons hérité, nous ne sommes pas enclins à stocker dans les mêmes proportions. **Mais une chose est sûre : l'environnement dans lequel nous vivons tous, nos modes de vie et nos habitudes alimentaires font pression sur les gènes qui facilitent la prise de poids.** « *Cette pression est de plus en plus forte* », constate la Pr Clément. Résiste qui peut.

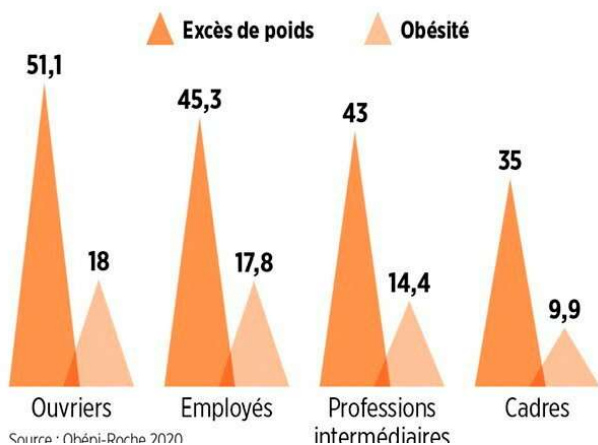
## FACE À L'OBÉSITÉ, DES INÉGALITÉS GÉOGRAPHIQUES...

Prévalences de l'obésité en 2020 par régions, en % de la population



## ... ET SOCIO-ÉCONOMIQUES

Prévalences de l'excès de poids et de l'obésité en 2020 selon la catégorie socioprofessionnelle, en %



**Marqueurs.** Zoomons sur nos assiettes. **En trois ans à peine, la part des Français qui ne cuisinent jamais est passée de 17,7 % à 21,6 %.** D'après la dernière étude individuelle nationale des consommations alimentaires des Français, menée par l'Anses en 2017, on y trouve en revanche **toujours davantage d'aliments industriels, dont une part importante d'aliments ultratransformés.**

« Il existe quatre catégories de marqueurs d'ultratransformation, explique Anthony Fardet, chercheur en alimentation préventive et durable à l'Inrae. *Les additifs cosmétiques - comme des texturants et des colorants -, les arômes, les nutriments ultratransformés - les sucres invertis, les graisses hydrogénées ou encore les isolats de protéines et fibres. Et enfin les traitements très drastiques, comme lors de la cuisson.* » Également consultant scientifique pour l'application Siga, qui permet de connaître le niveau de transformation des produits industrialisés, le chercheur détaille : **« Ce ne sont pas ces éléments pris isolément qui posent problème, mais l'aliment ultratransformé dans sa globalité. »**

Les travaux scientifiques qui lient la consommation excessive de ces produits à la prise de poids ne manquent pas. **Une étude menée en 2020 est particulièrement édifiante. Pendant deux semaines, un groupe de volontaires a adopté un régime ultratransformé tandis que, dans l'autre groupe, ces produits étaient bannis des assiettes. Le temps de**

**l'expérience, les premiers ont pris en moyenne 1,1 kg.** Les autres, eux, en ont perdu 0,9. Soit 2 kilogrammes d'écart entre les deux groupes. Plusieurs raisons à cela. Les produits ultratransformés nous font engouffrer des calories à vitesse grand V. *« Les auteurs de cette étude ont montré qu'avec l'ultratransformé, en une minute, on consomme 56 % de calories de plus qu'avec des aliments bruts, rapporte Anthony Fardet. Plus mous, plus friables, riches en agents cosmétiques, ils poussent à la consommation, dérèglent la prise alimentaire et le sentiment de satiété. »*

**Sucres cachés.** Mais la problématique calorique des produits ultratransformés ne se limite pas à un aspect comptable. **D'ailleurs, ces vingt dernières années, le nombre de calories dans les assiettes des Français a baissé. Et pourtant, nous enflons.** Car il y a calorie et calorie. Celles qu'apportent ces produits ultratransformés sont de mauvaise qualité. **En clair, 500 kilocalories d'un plat de lentilles ou d'un hamburger industriel n'ont pas le même effet sur notre corps.** *« Les aliments ultratransformés dérèglent le devenir métabolique des nutriments »*, explique le chercheur. Résultat, des kilos supplémentaires sur la balance.

Premiers à faire tourner les compteurs à calories et à enrayer la machine : les sucres ajoutés, dont les produits ultratransformés sont bourrés, souvent cachés sous des noms indéchiffrables. Saccharose, extraits de malt d'orge, sirop de glucose-fructose, sirop de blé ou de maïs, maltodextrine, dextrose, sucre inverti... Pas moins de 60 appellations différentes du sucre coexistent dans les rayons de nos magasins. Du gâteau au saucisson sec en passant par les salades composées en barquette, on les retrouve un peu partout. L'OMS recommande de ne pas dépasser 10 % de calories quotidiennes en sucres libres, ainsi désignés pour les distinguer des glucides naturellement présents dans les céréales ou les fruits, par exemple. *« Mais, aujourd'hui, nous dépassons allègrement ce seuil pour atteindre parfois les 40 %, et cela est dû en grande partie à ces sucres ajoutés »*, pointe Anthony Fardet.

**L'excès de poids correspond à un indice de masse corporelle (IMC) compris entre 25 et 30, et l'obésité à un IMC supérieur à 30. L'IMC se calcule en divisant le poids (en kilos) par la taille au carré (en mètres).**

**Sensation de faim.** Les aliments qui contiennent ces sucres ne rassasient plus autant, car leur structure, appelée matrice par les scientifiques, est altérée. **Simple exemple : à taux de sucre équivalent, une pomme à la matrice solide « cale » plus qu'une compote à la matrice visqueuse ou plus encore qu'un verre de son seul jus.** Les sucres contenus dans les aliments ultratransformés affolent notre corps. *« Il faut imaginer la matrice comme un grand barrage retenant un lac de sucre, compare le chercheur. Si le barrage est en bon état, le sucre coule doucement dans notre organisme et il n'y a pas de dégâts. Mais, si la matrice est fragilisée ou dénaturée, le sucre, telle une vague, déferle dans le sang et noie les cellules, qui ne peuvent plus l'assimiler correctement. »* Pics d'insuline et sensation de faim s'enchaînent alors.

La consommation des produits ultratransformés et de leurs sucres crée des cercles vicieux dans notre cerveau. **« On parle d'addiction aux sucres et c'est vrai que cela y ressemble furieusement »**, souligne le Pr Laurent Karila, psychiatre addictologue à l'hôpital Paul-

Brousse, à Paris. À la première cuillère de sucre, les régions du cerveau impliquées dans le système de la récompense s'activent. Cette activation aboutit à la libération de dopamine, le messager chimique du plaisir. L'addiction s'installe lorsque le circuit de la récompense est découplé des autres circuits, notamment de celui du contrôle. *« Quand des aliments très sucrés sont consommés en excès, des phénomènes de neuroadaptation apparaissent, pointe encore le psychiatre. Un usage compulsif peut s'installer pour retrouver cette sensation plaisante des premières fois, avec des symptômes de manque et une forme de dépendance. »*

X 4

C'est l'évolution  
de l'obésité  
chez les jeunes  
de 18 à 24 ans  
depuis 1997  
(9,2 % en 2020).

Elle a presque triplé  
chez les 25-34 ans  
(13,8 % en 2020).

Source : Obépi-Roche 2020.

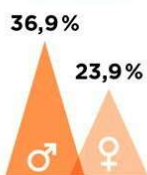
**Messages chimiques envoyés au cerveau.** En cas de stress, résister devient encore plus difficile. *« L'alimentation a un versant émotionnel, rappelle Guillaume Fond, psychiatre responsable du Centre expert dépression, aux hôpitaux universitaires de Marseille. En situation de stress chronique, l'organisme libère plus de cortisol, une hormone qui nous pousse à faire des réserves d'énergie et à favoriser le gras ou plus encore le sucre. »*

Une fois notre dose de sucre avalée, le cerveau reçoit un message d'apaisement lui signalant qu'un apport de calories rapide a eu lieu et que le stress, réaction ancestrale en lien avec la recherche de nourriture, peut donc diminuer. *« Mais cet apaisement est fugace. Quelques dizaines de minutes. Ensuite, il cède souvent la place au sentiment de culpabilité d'avoir cédé à la tentation. Cela va renforcer l'envie de sucre et de gras »,* continue le psychiatre. Sans compter que les cellules graisseuses elles-mêmes, quand elles grossissent, et les bactéries de notre microbiote « biberonnées » aux produits ultratransformés peuvent envoyer des messages chimiques vers le cerveau pour lui réclamer toujours plus d'aliments gras et sucrés. Désespérant.

**Tout aussi désespérante, cette tendance à toujours moins bouger.** Il faut dire que tout nous pousse à rester chez nous, derrière nos écrans, qui nous permettent désormais de télétravailler, de nous divertir et de faire nos achats en un simple clic. *« Globalement, le temps de sédentarité - c'est-à-dire le temps de repos total, passé assis ou couché - va croissant parce qu'il est de plus en plus possible d'être inactif »,* constate la Pr Irène Margaritis, adjointe au directeur d'évaluation des risques à l'Anses. La crise sanitaire a amplifié le phénomène. *« Nous avons perfectionné notre apprentissage de la sédentarité »,* s'alarme la scientifique.

Les hommes  
sont plus souvent  
en surpoids.

SURPOIDS



OBÉSITÉ



Source : Obépi-Roche 2020.

**Activité physique.** Dans ce désastre, le rôle précis des écrans est à l'étude. En plus de nous scotcher au canapé, ils pourraient modifier la façon dont notre corps assimile la nourriture. « *Les écrans pourraient être un facteur d'obésité en tant que tel*, souligne Annick Fontbonne. *Des enquêtes semblent montrer que, à calories absorbées égales, rester devant notre ordinateur, notre télévision ou notre smartphone plusieurs heures par jour favorise l'accumulation de kilos.* » Pour couronner le tout, les Français consacrent moins de temps à la pratique d'une activité physique. « *Avec la fermeture des salles de sport pendant le Covid, beaucoup de personnes ont décroché, sans raccrocher* », poursuit Irène Margaritis.

L'activité physique est pourtant cruciale pour réguler le poids. Pas parce que courir sur un tapis roulant nous permettrait de « brûler » un pain au chocolat avalé la veille. « *Il faut arrêter avec cette vision triviale du surpoids. Tout ne se résume pas à un différentiel entre calories avalées et dépensées, s'agace Irène Margaritis. L'activité physique régulière a des effets sur notre composition corporelle, modifie notre activité métabolique et hormonale. Pour faire simple, un organisme actif "amortit" beaucoup plus facilement une pizza qu'un organisme sédentaire depuis six mois, ou depuis toujours.* » Les enfants et les adolescents sont, pour la scientifique, les premières victimes de nos sociétés obésogènes. « *C'est l'environnement que nous leur avons créé qui est le nœud du problème. Pour les enfants, entre leur alimentation et leur sédentarité, nous sommes à la limite de la maltraitance, et je pèse mes mots. Leur temps d'activité a énormément diminué. Même à l'école, le temps consacré à l'activité physique a été réduit à deux heures hebdomadaires.* »

**Se faire plaisir.** Au rayon des injustices face aux kilos, la génétique n'est pas la seule responsable. « *Il existe une relation très forte entre prise de poids et niveau socio-économique* », rappelle le Pr Karine Clément. Les consommations alimentaires diffèrent en fonction du revenu et du statut socio-économique, avec un fort différentiel sur celles de fruits et légumes. **Elles sont dictées par les ressources économiques, mais aussi par l'offre alimentaire autour du lieu d'habitation.**

« *Il y a désormais des zones en France que l'on peut qualifier de désert alimentaire, alors que ce terme était réservé aux pays anglo-saxons* », indique Nicole Darmon, spécialiste des

inégalités face à l'alimentation (Inrae). Impossible d'acheter au jour le jour des fruits ou des légumes frais. « *De plus, le fait qu'ils soient périssables et le risque de gaspillage qui en découle ne facilite pas leur consommation par les plus modestes* », rapporte la chercheuse.



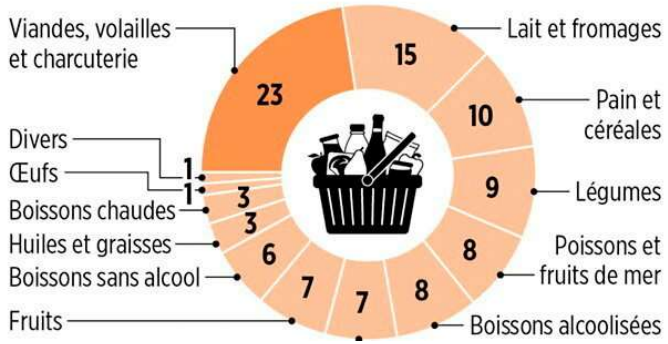
Leur prix, aussi, pèse dans la balance. « *Des tomates peuvent être bien moins chères au kilo que des chips, par exemple. Mais il faut regarder le prix des aliments par rapport à leur densité énergétique. Le coût calorique des chips se situe autour de 0,20 € pour 100 kilocalories et de 1,70 € pour les tomates. Quand il faut nourrir une famille, cela compte.* » Le plaisir procuré par les aliments gras et sucrés joue aussi, surtout quand ils restent plus accessibles que d'autres.

« *Pourquoi les foyers les plus défavorisés consomment-ils plus de gâteaux ou de pâtes à tartiner ? Quand vous êtes une mère de famille avec de faibles revenus, vous avez tout de même envie de faire plaisir à vos enfants. Vous ne pouvez pas acheter les baskets dont ils rêvent, en revanche, vous ne dites pas non à une sucrerie* », explique Patricia Gurviev, professeure émérite marketing et comportement des consommateurs (Inrae). Sur les douze derniers mois, le prix des denrées alimentaires a augmenté en moyenne de 15 % en France. L'inflation fera-t-elle encore un peu plus progresser la malbouffe et le surpoids ? C'est à craindre.



## LE PANIER À LA LOUPE

Répartition des dépenses dans le budget alimentaire des ménages de 2018 à 2020, en %



1 juin 2023 (Le Figaro)

[«Quoicoubeh»: ce jeu de mots qui exaspère les professeurs \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## «Quoicoubeh»: ce jeu de mots qui exaspère les professeurs

Par [Aliénor Vinçotte](#)

Publié hier à 18:15 , mis à jour hier à 23:25



«Quoicoubeh», «t'as les crampter», «apanyae»... Ces mots sont devenus populaires auprès des adolescents. [115308628/WavebreakmediaMicro - stock.adobe.com](#)

### **ENQUÊTE - Le mot a conquis les salles de classe, au désespoir des enseignants. Comment expliquer son succès?**

Nous sommes dans la cour de récréation. Le jeune Louis\* accompagné de son copain Baptiste\*, âgés de 13 ans, vont voir la surveillante. Ils lui posent une question sans queue ni tête, elle botte en touche. Dépités, les deux adolescents partent à la recherche d'une nouvelle victime qui leur répondra un «*quoi?*» à leur question, qui n'en est pas une, pour enfin lui répondre un «*QUOICOUBEH!*» retentissant et rire de leur blague.

Dans le sillage de ce nouveau mot à la mode vient également le «*apanyae*» et «*t'as les crampter?*» (une question volontairement illogique), qui existent sous plusieurs orthographes. Ces mots ont une seule et même origine: le réseau social chinois, Tik Tok. Depuis qu'ils sont apparus en décembre 2022 dans une série de vidéos d'un jeune homme qui se fait appeler «*La Vache*», ces nouveaux «*mots*» se sont répandus comme une traînée de poudre. On y voit le vidéaste piéger professeurs, camarade de classe, membres de sa famille et passants en leur répondant un «*quoicoubeh*» quand ceux-ci lui demandent «*quoi?*» ou «*apanyae*» quand ces derniers lancent un «*hein?*» d'incompréhension.

Résultat, ces nouveaux jeux de langage sont repris par des jeunes adolescents comme Louis ou Baptiste, bien qu'absents des réseaux sociaux, qui l'ont repris à leur compte. Et cela au grand désarroi des adultes de leur entourage, professeurs ou parents. Que comprendre à leur succès?

### **«Misère lexicographique»**

Pour Marie Trepas, linguiste et sémiologue, s'il y a toujours eu des jeux de langage qui ont joué le rôle de «*lien générationnel*» ou des langages cryptés, ce «*quoicoubeh*» n'a aucun sens et traduit un appauvrissement du langage. «*Il y a une volonté de cacher sa misère lexicographique et de passer outre sa méconnaissance du langage*», analyse-t-elle. Le succès du mot «*quoicoubeh*» repose uniquement sur sa nouveauté et sa sonorité, et avec les réseaux sociaux, il prend «*effectivement des proportions folles*». «*C'est une manière pour la jeunesse de se retrouver, de se reconnaître et de se mettre à l'écart du monde adulte*», ajoute-t-elle.

De son côté, Jean Pruvost, linguiste et historien de la langue française, y voit davantage une «*manière de jouer avec les mots*». Et de faire ainsi le parallèle avec des jeux de mots comme les «*marabouts*» qui sont des groupes de mots qui se suivent: «*mare à boue*», «*bout de ficelle*», «*selle de cheval*». «*Si j'avais un "quoicoubeh", j'enchaînerais avec des marabouts*, suggère-t-il. «*Quoicoubeh*» ne veut rien dire mais il est repris sur le mot «*quoi*». Pour Jean Pruvost, le mot a une «*fonction phatique*», il est une manière d'établir un lien social sans vraiment communiquer un message. «*"Quoicoubeh" a un côté virus, c'est un appel de contact mais ce n'est pas bien méchant*», pense Jean Pruvost. «*C'est inconsciemment, peut-être, une critique utile de l'utilisation massive du mot "quoi?" que les gens utilisent beaucoup pour terminer leurs phrases*, observe-t-il. *Les élèves rebondissent donc sur ce "quoi" qui est un peu insolent et maladroit.*»

**Il faut qu'ils aient conscience que dans leur vie future, ils risqueront de faire mauvaise impression en parlant comme cela**

*Eve Vaguerlant, professeur de français*

Qu'en disent les enseignants? Eve Vaguerlant, professeur de français dans un collège en région parisienne, a entendu ce mot «*une ou deux fois*» dans son établissement. «*Avec "quoicoubeh", les élèves ont recours à quelque chose de facile pour se moquer des professeurs*, considère l'auteur de *Un prof ne devrait pas dire ça ; choses vues et choses tues* (L'Artilleur, 2023). *Ils n'ont pas les armes pour manier l'ironie, or "quoicoubeh" permet de marquer leur mépris*. Pour cette jeune professeur, ce «*quoicoubeh*» est symptomatique d'un délitement de leur langage, à l'instar de ces mots issus de la langue arabe: «*wallah*», «*wesh*», ou d'autres comme «*frère*», sans oublier les insultes. «*Ils savent qu'ils ne sont pas censés s'exprimer comme cela à l'école, mais c'est impulsif, ils ont tellement l'habitude d'en mettre dans toutes leurs phrases que ce sont devenus des béquilles de langage, des tics pour combler une parole qui ne dit rien de réel*», juge-t-elle.

## Un effondrement du niveau de langage

Un constat que partage Corentin\*, professeur de français dans un lycée professionnel parisien, qui tente, tant bien que mal, de les reprendre: «*Ce n'est pas une manière de parler, trouvez un autre registre de langue*», lance-t-il à ses élèves. La semaine dernière, ses élèves ont tenté de le piéger avec un «*quoicoubeh*», une tentative qui s'est soldée en échec devant un professeur au fait des dernières nouvelles... Or, le but du «*quoicoubeh*» est de susciter la surprise. Mais le plus difficile est de contrer les «*wesh*» ou «*wallah*» qui peuvent ponctuer les phrases de certains élèves. Cette dernière expression est souvent employée lorsqu'ils ont tort. Problèmes de syntaxe ou de conjugaison, forme affirmative des questions, les élèves de Corentin ont un «*langage un peu défaillant*».

Ces lacunes ont toujours existé, mais pour Eve Vaguerlant, elles prennent aujourd'hui des «*proportions*» importantes face à des élèves incapables de s'exprimer sans «*ces béquilles*» ou qui ignorent des mots courants comme «*modeste*» ou «*exaspéré*». «*Beaucoup d'enseignants plus âgés que moi m'ont dit que, par rapport au début de leur carrière, c'était terrifiant d'assister à cet effondrement au niveau du langage et de l'écriture*», ajoute Eve Vaguerlant. Cette dernière se bat donc pour «*restaurer un climat de travail en classe*» et travailler sur ces «*lacunes accumulées*». Autant dire qu'elle s'attaque à un chantier gigantesque, notamment face à des élèves qui sont dans un «*climat d'agressivité verbale permanente*». «*Il faut qu'ils aient conscience que dans leur vie future, ils risqueront de faire mauvaise impression en parlant comme cela, d'autant plus que ce sont des termes qui ont une forte connotation agressive*», ajoute l'enseignante.

**Souvent, ils ressortent ces mots parce que ça leur donne un côté désinvolte et de confiance en soi, ce sont des enfants de bonnes familles qui veulent jouer les "kids"**

*Gabrielle\*, jeune professeur de français*

Le défi est moindre dans le lycée privé et prestigieux du XVI<sup>e</sup> arrondissement où se trouve Gabrielle\*, jeune professeur de français, mais beaucoup plus présent que les générations précédentes du fait de l'omniprésence des réseaux sociaux. Si les élèves n'amènent pas ces nouveaux mots issus des réseaux sociaux en classe, elle entend très souvent dans les couloirs des «wesh», «inchallah», ou encore des «vulgarités» qu'ils vont répéter par effet de mode. En classe, ce sont les tics de langage dont ils n'ont pas toujours conscience, comme «hein», «du coup», «en gros», qui reviennent en boucle dans leur bouche. *«J'essaie de les reprendre avec humour en faisant les gros yeux comme si j'étais outrée, ça les amuse, ils reprennent naturellement leurs phrases ensuite»*, raconte-t-elle.

En classe, Gabrielle travaille beaucoup le registre oral de ses élèves et n'hésite pas à les reprendre quand cela s'avère nécessaire. *«Souvent, ils ressortent ces mots parce que ça leur donne un côté désinvolte et de confiance en soi, ce sont des enfants de bonnes familles qui veulent jouer les "kids". Mais devant l'adulte ou l'enseignant, ils savent se tenir»*, explique-t-elle. Ce qui ne les empêche pas de lâcher un mot qui n'a pas sa place en classe. *«Ils s'en rendent compte tout de suite et sont gênés.»* Comme Corentin, elle leur demande un «vocabulaire plus évolué». Gabrielle fait souvent un point lorsqu'elle rencontre un mot qui manque de précision afin d'en proposer d'autres plus élaborés. *«Je remarque des progrès à l'oral, ils corrigent eux-mêmes leurs tics de langage comme "du coup", "en gros", et font des efforts de présentation»*, ajoute-t-elle.

## Cultiver l'origine des mots

Reste que ce «*quoicoubeh*» symbolise un manque de compréhension entre l'élève et l'enseignant. *«Ce n'est pas la première fois qu'on a des mots de ce type mais cela traduit l'importance que prennent les réseaux sociaux auprès des jeunes»*, analyse Jean-Pierre Goudaillier, professeur émérite de linguistique à l'Université de Paris, qui précise également que ces élèves montrent qu'ils sont «*en position de conflit en classe*». Car, *«c'est à la fois un jeu d'adolescents qui se reconnaissent entre eux par des mots et un piège vis-à-vis des professeurs»*. Alors que dire? *«Il faut que les enseignants soient en capacité d'analyser ce qui se passe avec le succès de "quoicoubeh".»*

Jean Pruvost et Jean-Pierre Goudaillier, auteur de *Comment tu tchatches! - Dictionnaire du français contemporain des cités*, Paris, Maisonneuves / Hémisphères, 2019, invitent les enseignants à cultiver l'intérêt des élèves pour l'origine des mots. *«Je m'aperçois que quand j'explique l'histoire des mots, les jeunes en sont friands, ils ne veulent pas qu'on pense à leur place mais ils veulent bien qu'on leur donne des mots pour mieux penser»*, explique Jean Pruvost. Un point de vue partagé par Jean-Pierre Goudaillier qui pense qu'il *«faut leur montrer l'envers des mots»*. *«Il faut transmettre aux jeunes une bonne pratique de la langue et ne pas les repousser quand ils commencent à jouer avec les mots mais au contraire les encourager»*, conclut Jean Pruvost.

1 juin 2023 (Le Figaro)

[Éducation : «La dramatique prolétarisation des enseignants» \(lefigaro.fr\)](#)

## Éducation : «La dramatique prolétarisation des enseignants»

Par Sébastien Laye et Valérie Rialland

Publié hier à 17:18 , mis à jour il y a 26 minutes



«Non seulement cette extrême paupérisation du métier d'enseignant s'est imposée comme la norme, mais elle persiste tout au long de sa carrière.» *JackF / stock.adobe.com*

### FIGAROVOX/TRIBUNE

**À Rouen, des professeurs du supérieur ont décidé de quitter leurs fonctions pour alerter contre l'écart entre leur prime et celle perçue par les enseignants-chercheurs. Pour Valérie Rialland et Sébastien Laye, cette actualité témoigne de l'impérieuse nécessité de revaloriser le salaire du corps enseignant.**

*Valérie Rialland est conseillère départementale LR du Var et enseignante en biotechnologies depuis 23 ans.*

À Rouen, 57 professeurs de l'enseignement supérieur issus de l'Éducation nationale ont brutalement démissionné. Tentative désespérée de dénoncer les inégalités salariales. Il faut le savoir : en France en début de carrière, un enseignant est payé comme un ouvrier non qualifié et ou un employé sans responsabilité. C'est totalement absurde et inacceptable, quand on pense à la responsabilité qui pèse sur leurs épaules : donner un avenir à 35, parfois 40 adolescents, en leur transmettant des savoirs qui leur permettront de trouver un emploi, sans traverser la rue. C'est surréaliste en songeant aux 5 ou 6 années d'études nécessaires, avant de pouvoir présenter l'agrégation. Ajoutez à cela, des conditions de travail apocalyptiques dans les REP (réseau d'éducation prioritaire) où les jeunes enseignants sont systématiquement envoyés, pour leur premier poste. Saupoudrez d'une perte de temps exponentielle en gestion de tâches administratives absconses. Gratinez le tout d'une flexibilité incommensurable, à chaque refonte des programmes pédagogiques, à chaque notice, circulaire, injonction du ministre... Soyons clairs : devenir enseignant en France, ce qui était autrefois un apostolat, une vocation, est désormais loin d'être une sinécure. Même en Turquie les professeurs sont mieux considérés, aimés, et payés qu'en France !

**Un professeur, en Allemagne, est payé plus de 60.000 euros par an en début de carrière, soit le double d'un professeur français.**

*Sébastien Laye et Valérie Rialland*

Il suffit pour s'en persuader de constater qu'au moment où François Mitterrand a conquis le pouvoir, un enseignant gagnait 2,3 fois le smic. 40 ans plus tard, le même professeur ne gagne plus qu'1,2 fois le smic.

Non seulement cette extrême paupérisation du métier d'enseignant s'est imposée comme la norme, mais elle persiste tout au long de sa carrière.

Autant dire que la revalorisation des salaires des jeunes enseignants, annoncée à grand fracas par le président et le ministre de l'Éducation nationale n'est qu'une manœuvre de communication. En effet, payer mieux qu'un smic amélioré un jeune enseignant bac + 5 qui enseigne en REP est un minimum ! Mais les autres ? Tous ceux qui après quelques années d'enseignement sont payés parfois moitié moins que leurs homologues partout ailleurs en Europe ?

**Aux Pays-Bas, le salaire d'un professeur progresse de 43 % en 15 ans. En Belgique, la progression est de 30 % sur la même période. Les Polonais osent même un + 57 %. En France, en 15 ans, un enseignant français n'a été augmenté que de 17 %. On nous rétorquera que les Allemands font pareil. Mais un professeur, en Allemagne, est payé plus de 60.000 euros par an en début de carrière, soit le double d'un professeur français.** Dans les livres d'Hansi, les petits Alsaciens échangeaient deux soldats de plomb gris allemands pour un soldat à la vareuse bleu et au pantalon garance français. Aujourd'hui, on paye deux enseignants français avec le salaire d'un enseignant allemand.

Il est temps de l'admettre, la politique des salaires des profs, en France, manque cruellement de vision à long terme. On comprend mieux pourquoi ce métier ne fait plus rêver.

**La spirale infernale du grand déclassement de notre pays, à laquelle l'effondrement de notre système scolaire participe malgré lui activement, sera très difficile à enrayer.**

*Sébastien Laye et Valérie Riolland*

Pourtant, l'économiste américain Edward F. Denison a depuis longtemps démontré que l'éducation est l'un des principaux déterminants de la croissance économique à long terme. Un système éducatif performant contribue à hauteur d'un sixième au PIB d'un pays ! Cela signifie chaque année un impact sur la croissance bien plus important par exemple que la récente réforme des retraites (dont le plein effet ne se fera sentir qu'en 2030...) Rien d'étonnant à tout cela : un système éducatif performant transmet les compétences et les savoirs dont l'économie a besoin. Il stimule l'innovation technologique, fait monter en gamme la main-d'œuvre... et les salaires. **Il suffit pour s'en convaincre de comparer le PIB par habitant allemand au PIB français : 38.500 € contre 46.200 €, en faveur de nos voisins d'outre-Rhin. L'écart est colossal.**

La reconnaissance et la position que la société accorde à nos enseignants doivent évoluer de toute urgence. C'est un véritable plan Orsec qu'il faut mettre en place pour sauver l'enseignement français. Sinon, le ratio constaté cette année dans une académie comme celle de Versailles, d'un candidat professeur des écoles pour quasiment deux postes à pourvoir, va encore s'aggraver. Sinon, les enseignants non remplacés, les postes de titulaires non attribués, qui atteignent déjà des niveaux inacceptables, vont devenir la norme. Faute de professeurs, nos enfants ne verront plus que la moitié, au mieux, les deux tiers du programme en français, en maths, en sciences, en anglais... et ce chaque année. Autant dire qu'une fois arrivés en école d'ingénieur de commerce ou en fac de langues, ils ne seront tout simplement pas du tout au niveau de leurs homologues étudiants européens. Et la spirale infernale du grand déclassement de notre pays, à laquelle l'effondrement de notre système scolaire participe malgré lui activement, sera très difficile à enrayer. Il est encore temps de transformer le cercle vicieux en cercle vertueux. Mais il n'est plus temps d'attendre pour le faire.

1 juin 2023 (Le Figaro)

[François Lenglet: «Explosion de la dette, hausse des taux, faillite bancaire... Vers un scénario à la 2008?»](#)  
(lefigaro.fr)

## François Lenglet: «Explosion de la dette, hausse des taux, faillite bancaire... Vers un scénario à la 2008?»

Par [Alexandre Devecchio](#)

Publié il y a 3 heures , mis à jour il y a 38 minutes



François Lenglet. *Fabien Clairefond*

**GRAND ENTRETIEN - Alors que Standard & Poor's pourrait dégrader une nouvelle fois la note française, le journaliste économique et essayiste dresse un panorama de la situation économique mondiale et alerte quant au risque de nouvelle crise financière.**

**Explosion de la dette des États, hausse des taux d'intérêt, faillite bancaire aux États-Unis: au-delà du cas français, **le contexte global n'est pas sans rappeler celui de 2008, analyse François Lenglet.** Si, selon lui, les esprits sont mieux préparés qu'à l'époque, **deux difficultés supplémentaires se présentent.****

**D'une part, l'affaiblissement des États et des banques centrales après leur politique du «quoi qu'il en coûte». D'autre part, les bouleversements géopolitiques liés à la guerre en Ukraine et plus largement à l'affrontement qui oppose l'Amérique à la Chine. Le règlement de la crise qui vient, conclut-il, pourrait s'accompagner d'une transformation de l'ordre mondial.**

**LE FIGARO. - Standard & Poor's, la plus influente des agences de notation, va rendre son verdict vendredi sur les finances publiques françaises. Que signifierait une nouvelle dégradation de la note française?**

**François LENGLET. -** Ce serait un signe de plus de la fragilité financière française. Avec une sanction qui ne tombe pas du ciel. La France a dépensé davantage que les autres pendant le Covid, et elle met bien plus de temps que les autres à revenir dans les clous - **la Cour des comptes évalue notre déficit «structurel», c'est-à-dire indépendamment de la conjoncture, à 5 points de PIB.**

**C'est l'un des chiffres les plus mauvais en Europe.** La précédente dégradation était intervenue en 2012, après la crise de 2009. Chaque crise nous coûte un échelon dans la hiérarchie mondiale des finances publiques, à cause de **cette difficulté à nous rétablir, malgré un niveau d'impôt qui est le plus**

élevé de la zone euro. **Notre problème, c'est la dépense publique et ses débordements, c'est cela que pointerait une nouvelle dégradation.**

**Quelles peuvent être les conséquences à court et à plus long terme?**

La conséquence financière théorique, ce serait une nouvelle augmentation des taux d'intérêt auxquels l'État et la sphère publique s'endettent. **C'est-à-dire un renchérissement de la dette française.** Mais il n'est pas sûr qu'elle intervienne immédiatement. Les processus de confiance-défiance ne sont pas linéaires, leurs déterminants associent des éléments rationnels, comme les notations, et des facteurs psychologiques, avec des accélérations tout à fait imprévisibles.

Côté politique, la conséquence serait l'éloignement croissant de la France vis-à-vis de l'Allemagne et des pays d'Europe du Nord, mieux gérés. **Une dégradation ferait s'élargir le Rhin, en compliquant encore une relation franco-allemande qui n'en a pas besoin.**

**Paradoxalement, l'inflation n'offre-t-elle pas une solution?**

L'inflation est bien sûr l'autre voie pour effacer les dettes. Elle permet d'augmenter artificiellement les revenus pour payer des échéances qui, elles, n'augmentent pas. **La plupart des dettes de guerre, dans nos pays, ont été liquidées ainsi, en «euthanasiant les rentiers», pour reprendre la formule de Keynes.**

**En France, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la dette publique est divisée par dix, grâce à une inflation annuelle de plus de 40 % de 1945 à 1948. Le problème, c'est bien sûr qu'on détruit en même temps l'épargne. Dette et épargne sont, littéralement, les deux faces de la même monnaie.** Quelle que soit la route prise, **inflation ou krach, le dégonflement d'une dette excessive a donc un coût. Il est devant nous.** Et son règlement pourrait s'accompagner d'une transformation de l'ordre mondial.

**Nous en parlons assez peu en France, mais, après la chute de la banque californienne SVB la tempête couve toujours...**

Oui, certaines banques américaines sont toujours victimes d'une double défiance. Celle des déposants qui retirent leurs fonds de ces petits établissements pour les placer dans les plus importants, par crainte de ne pouvoir récupérer leur argent, et celle des investisseurs qui, voyant l'exode des déposants, vendent les actions de ces banques. Contrairement à l'Europe, l'Amérique possède une myriade de petites banques, 4800 établissements au total, certaines étant très spécialisées ou très locales.

**Selon une information du Telegraph, la moitié des banques américaines auraient épuisé leurs réserves de capitaux. Qu'est-ce que cela signifie, concrètement?**

C'est une étude de la Hoover Institution, qui estime que **2315 de ces banques possèdent des actifs dont la valeur est inférieure à leurs engagements.** Autrement dit, si elles avaient à restituer les dépôts qui leur ont été confiés, elles ne le pourraient pas, car les investissements qu'elles ont réalisés se sont traduits par des pertes.

**La cause de cette hécatombe, c'est la hausse des taux d'intérêt de la Federal Reserve, la banque centrale américaine, la plus rapide et la plus forte de l'histoire récente, destinée à juguler l'inflation. Or, lorsque les taux d'intérêt montent, la valeur des actifs chute: les obligations, les actions, l'immobilier.** Et la croissance ralentit, ce qui déprime encore davantage les valeurs. C'est exactement ce qui se passe sous nos yeux depuis un an.

Tous les bilans sont donc fragilisés, de part et d'autre de l'Atlantique, puisque **les taux montent dans tous les pays occidentaux. Et il y a encore des chaussures à tomber de l'arbre, comme disent les financiers anglo-saxons.** L'immobilier commercial, par exemple, en pleine déroute, qui a été largement financé par les banques, et qui va faire des trous dans les bilans.



**Nous sommes face à une alternative désagréable:** si on ne poursuit pas le relèvement des taux, l'inflation menace de reprendre. Et si l'on actionne ce levier, c'est une nouvelle crise bancaire et financière qui pointe, à cause du dégonflement général de toutes les valeurs.

Valeurs qui avaient été soufflées par la très longue période de taux d'intérêt nuls ou négatifs - il fallait soutenir la croissance pendant les confinements. Derrière les craquements du système financier mondial, il y a donc la brutale remontée des taux d'intérêt.

**Et, à l'origine de cette remontée, il y a l'insistance qu'ont eue les banques centrales à fournir de l'argent gratuit, qui a alimenté la machine à faire des bêtises.** Les difficultés que nous rencontrons ne sont pas autre chose que la laborieuse sortie du «quoi qu'il en coûte» mondial.

### **Mais n'avons-nous pas aussi appris, grâce à 2008?**

Si, c'est certain. Et c'est le grand avantage de la situation actuelle par rapport à l'époque: les esprits sont préparés. **En 2008**, personne de vivant n'avait connu une telle crise, puisque la précédente datait de l'entre-deux-guerres. **Les élites imaginaient que la crise bancaire appartenait aux livres d'histoire.**

Il faut se rappeler **les déclarations incroyables d'Alan Greenspan**, censé être le financier le plus ferré de la planète puisqu'il avait dirigé la Federal Reserve, lorsqu'il est interrogé par une commission d'enquête en octobre 2008, après le déclenchement de la crise. **Il n'en croyait pas ses yeux, se disant en «état de choc» et révélant ainsi son étonnante méconnaissance de l'histoire et de la psychologie humaine.**

**Aujourd'hui, on sait que le krach est possible.** On sait aussi ce qu'il faut faire. Rappelons que, le déclencheur de 2008, ce n'est pas tant la faillite de Lehman Brothers que le refus du Trésor américain de sauver la banque, par crainte de voir le Congrès lui refuser les fonds publics nécessaires. Erreur majeure, qui a été évitée cette fois-ci lorsque les banques effondrées ont été immédiatement sauvées et les déposants garantis intégralement. Il y a là un facteur différenciant avec 2008 qui est très positif.

### **Les autorités économiques nous expliquent que la finance est aujourd'hui beaucoup plus sûre, grâce à la régulation...**

Ce sont des billevesées. On apprend à traiter les crises, mais pas à les prévenir. L'idée même de «réguler» pour interdire les crises est complètement illusoire. D'abord parce qu'une crise est par définition un mouvement de panique, irrationnel, qui tient à la psychologie des foules. Comment réformer l'esprit humain?

C'est sa nature - et sa noblesse - que de spéculer, au sens où l'entendait Balzac, c'est-à-dire d'espérer et de redouter, de faire des paris, sur l'internet, sur l'intelligence artificielle ou les bulbes de tulipe, comme au XVII<sup>e</sup> siècle. **On comprend mieux la finance en lisant *Psychologie des foules*, de Gustave Le Bon, que les mémoires d'Alan Greenspan.**

Face à notre inaltérable propension à investir le futur, les «règles prudentielles» sont des lignes Maginot. La banque SVB aurait pu avoir des centaines de milliards de lignes de crédit ouvertes, elle était cuite, à cause des rumeurs qui enflaient sur Twitter.

### **Les États se sont massivement endettés à cause de la crise du Covid et de la montée des prix de l'énergie. Pourront-ils cette fois-ci sauver les banques et l'économie, en cas de crise?**

C'est la question la plus importante. **Et il faut l'élargir aux banques centrales elles-mêmes: jusqu'à quand leur crédit sera-t-il suffisant pour calmer les foules inquiètes de leur propre déraison?** En 2008-2009, les dettes privées excessives ont été peu ou prou transférées aux États, particulièrement en zone euro.

En 2020-2022, les États, ployant à leur tour sous les dettes, ont mobilisé les banques centrales, qui leur ont alors prêté massivement. **Qui sauvera les banques centrales s'il faut qu'elles conduisent encore un sauvetage de grande envergure?** Qui aidera le saint-bernard lorsque celui-ci sera sur le flanc?

*S'il fallait à nouveau créer massivement de l'argent pour calmer une crise financière et économique grave, le risque serait de voir s'éroder la confiance dans les grandes monnaies, à cause de ce que les Anglo-Saxons appellent le «débasement», le fait que la monnaie perde son ancre.* Depuis 1971, la convertibilité du dollar avec l'or est rompue. Depuis 2020 et le «quoi qu'il en coûte», le lien avec la création de richesse l'est aussi.

La monnaie n'a cessé de devenir plus abstraite, éloignée de la richesse réelle. **À quoi tient désormais notre confiance dans la monnaie? À l'habitude.** Aux cérémonies et aux paroles un peu mystérieuses des banquiers centraux. C'est fragile. Et c'est d'autant plus fragile que l'Amérique et son dollar sont attaqués aussi sur le front géopolitique.

Au bout du bout, ce qui faisait la puissance du dollar, l'ancre de la finance mondiale, c'était l'hyperpuissance américaine, la VII flotte qui contrôlait le Pacifique, l'Otan qui sécurisait l'Atlantique. Et tout cela est justement mis à mal en ce moment.

### **C'est le contexte de guerre qui rend la situation plus critique?**

Pas la guerre en Ukraine, qui est une guerre secondaire, surdimensionnée par l'Europe parce qu'elle se déroule à sa porte. **Le vrai conflit d'importance, c'est celui qui oppose le maître du monde d'hier, l'Amérique, et celle qui voudrait l'être demain, la Chine.** L'attaque de l'Ukraine par la Russie n'est que la déclinaison régionale de cet affrontement.

Car Poutine n'aurait sans doute pas pris le risque d'envahir le Donbass s'il n'y avait pas eu le «parrain» chinois qui lui offrait sa protection. Après l'Ukraine, il y aura immanquablement la crise de Taïwan, qui cette fois-ci mettra aux prises la Chine et l'Amérique sans intermédiaires. L'enjeu est considérable pour l'Amérique.

**Perdre Taïwan au profit de la Chine, ce serait reconnaître devant le monde entier que la protection de Washington ne vaut plus rien.** Et, en général, un parrain déchu se fait dépouiller de ses possessions... **Le dollar serait sans doute emporté dans cette crise de confiance à l'endroit des États-Unis** - la finance et la géopolitique sont deux terrains où les mêmes forces s'affrontent.

Avant même l'épreuve militaire de Taïwan, il est frappant de constater les progrès diplomatiques de la Chine ces derniers mois, qui sont autant d'entraves pour le Gulliver américain: réconciliation entre l'Iran et l'Arabie saoudite opérée sous l'égide de Pékin, réintégration de Bachar el-Assad dans la Ligue arabe, position centrale pour négocier un éventuel cessez-le-feu en Ukraine, proximité nouvelle avec l'Afrique du Sud et le Brésil...

Tout cela sape la confiance mondiale dans l'Amérique, sur les plans à la fois politique et financier: son «crédit» - le terme vaut à la fois pour la politique et la finance - diminue. De façon curieuse, tout concourt à l'affaiblissement américain de façon synchrone. La rivalité agressive de la Chine, l'accumulation de dettes...

Sans oublier les tourments de la politique intérieure, avec la perspective du retour de Trump à la Maison-Blanche. Trump, qui a eu le mérite, pendant son premier mandat, de révéler le conflit inéluctable avec Pékin, alors qu'Obama avait détourné la tête. **Trump est un héros hégélien, c'est une «ruse de la raison» que de se manifester au travers d'un personnage aussi grotesque.** Son aventure n'est peut-être pas terminée.

### **L'Europe et la France pourraient-elles se relever d'une nouvelle crise financière?**

**Sans aucun doute.** Une crise aurait des effets très différenciés selon les pays, comme toujours, l'union monétaire empêchant les économies les plus fragiles de dévaluer. **L'Europe du Sud, qui est à la fois la plus fragile et la plus endettée, concentre les risques.**

**Mais, là encore, le précédent de la crise de l'euro, en 2010-2012, incite à un optimisme relatif.** Tout comme la gestion de la crise Covid, qui a vu l'Europe apprendre à coopérer. Dans une crise, les difficultés ne sont jamais techniques, elles tiennent à l'impréparation des esprits. De ce point de vue, nous avons fait des progrès.

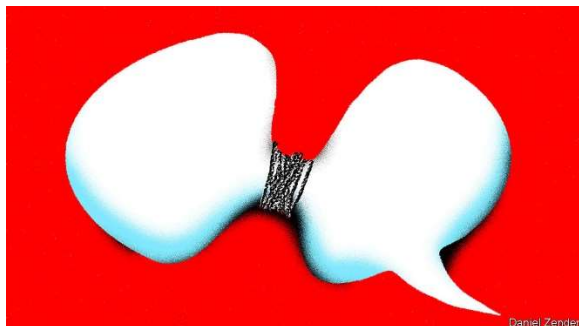
31 mai 2023 (The Economist)

[The speech police are coming for social media \(economist.com\)](https://www.economist.com)

#Freespeech

## The speech police are coming for social media

Facebook, Twitter and Instagram are in the firing line



May 29th 2023

SaveShare

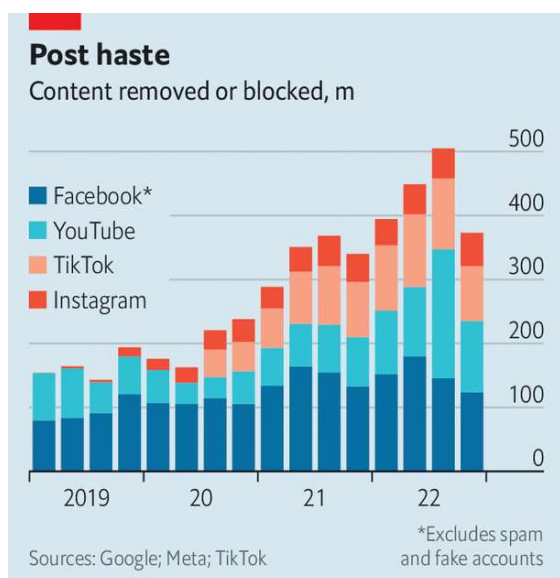
Give

In recent days Ron DeSantis, Florida's governor and Donald Trump's chief rival for the Republican nomination, chose to announce his bid for the White House via Twitter. The live audio event, hosted by the social network's owner, Elon Musk, descended into farce as Twitter's servers struggled to cope with the few hundred thousand listeners who had tuned in. When he could be heard, Mr DeSantis said he had decided to announce on the platform because, unlike the "legacy media", Twitter is a "beacon of free speech".

The debate about who can say what online is heating up once more globally. Twitter, the favoured network of politicians and the press, is under the mercurial new management of Mr Musk, a self-declared [free-speech absolutist](#) who has restored the accounts of previously banned users like Mr Trump. Meta, a larger rival, is reportedly readying a text-based network of its own, to launch this summer. Social-media platforms face a test over the next 18 months as America's presidential election approaches, one of the world's great festivals of online bile and misinformation.

Into this fray step politicians and judges with regulatory proposals. With Congress deadlocked, America's state legislatures and its courts are drawing new lines around the limits of speech. In Europe, legislatures have gone further. These moves are inspiring governments in less democratic parts of the world to write new rules of their own. What can be said and heard online is under scrutiny.

Policing the online public square is a daunting task. Though things have calmed down a little since Mr Trump left office and covid-19 died down (along with its associated wave of misinformation), last year the world's three largest social media platforms—Facebook and Instagram, owned by Meta, and YouTube, owned by Google—removed or blocked 11.4bn posts, videos and user comments. Automated filters zap the bulk of it, but Meta and Google also employ more than 40,000 content reviewers between them.



The Economist

Most of this housekeeping is uncontroversial: 90% of the posts that Facebook, the largest network, took down last year were simply spam. But many of the remaining moderation decisions are hard (see chart). In the latest quarter, Facebook removed or blocked 10.7m posts that it deemed hate speech and 6.9m that it considered bullying, both concepts where there is room for disagreement. To take one recent dilemma, Meta recently ordered a review of whether it has been overzealous in its policing of the Arabic word *shaheed*, which is generally translated as “martyr” but whose meaning can change in different contexts. The platforms have mostly been left to figure out such quandaries by themselves.

Now, however, politicians are stepping in. In America, Democrats and Republicans agree that social networks are doing a lousy job of moderation, and that it is time to change Section 230 of the Communications Decency Act, which shields online platforms from liability for content posted by users (with exceptions such as content linked to sex trafficking). But they disagree completely on what to do about it.

Democrats, who accuse tech billionaires of stoking rage and misinformation for clicks, want platforms to remove more content. Republicans, who think woke California busybodies are gagging conservatives, want them to remove less. (Voters suspect tech firms of favouring liberal viewpoints over conservative ones by a ratio of three to one, according to the Pew Research Centre, an American think-tank.) The result is congressional deadlock.

The Supreme Court has had the chance to tinker with Section 230. But on May 18th, in rulings on two similar cases involving YouTube and Twitter, which had hosted content uploaded by terrorists, it declined to alter the status quo, rejecting the idea that online platforms have liability for crimes committed by their users. NetChoice, a tech lobby group, described the decision as a “huge win for free speech on the internet”. Section 230 looks safe for now.

With no luck at the federal level, reformers on left and right are focusing on the states. Last year California passed a law forcing tech companies to collect less data from children, among other things. Several states have passed or proposed laws requiring those under 18 to get their parents’ permission before using social media. On May 17th Montana banned TikTok altogether, over its Chinese ownership (TikTok is suing and is expected to win).

Most controversially, in 2021 Florida and Texas, both Republican-controlled, passed laws restricting social networks’ ability to moderate political speech. Courts have upheld Texas’s law and struck down Florida’s, setting the stage for a return to the Supreme Court, which is expected to take up the cases later this year. “If the court opens up the door to regulation in this space, many [states] will jump at the opportunity,” says Evelyn Douek of Stanford University.

They will have two models over the Atlantic to follow. The eu's [Digital Services Act](#) (dsa), passed in July 2022, will kick in next year. Britain's [Online Safety Bill](#), four years in the making, is expected to be enacted later this year. Both take a different approach from America. Rather than altering who has liability for online content (the question at the heart of the Section 230 debate), they compel platforms to perform a kind of due diligence, to keep bad content to a minimum.

Europe's dsa requires online platforms to set up complaint-handling processes and demands that they tell users how their algorithms work, allowing them to change the recommendations they receive. Smaller platforms, defined as those with fewer than 45m users in the eu, will be let off some of these obligations to stop them from drowning in red tape (some larger rivals warn that this could make them a haven for harmful material). For those big enough to qualify for full oversight, the dsa represents "a significant financial burden", says Florian Reiling of Clifford Chance, a law firm. There is grumbling in Washington that of the 19 platforms so far earmarked by the eu for the most intensive scrutiny, only one—Zalando, a German e-commerce site—is European.

Twitter, which has cut its staff by about 80% since Mr Musk took over in October, may be one of those that struggles to meet the dsa's requirements. Mr Musk seems to have taken over from Mark Zuckerberg, Meta's boss, as social media's greatest villain in the eyes of some. On May 26th Thierry Breton, a European commissioner, tweeted that Twitter had left the eu's voluntary code of practice against disinformation. "You can run but you can't hide," he added.

Britain's parallel legislative effort is shaping up to be more far-reaching. The Online Safety Bill was conceived in 2019 after the suicide of a 14-year-old who had binged on algorithmically recommended depressive material. Four prime ministers later, the text of the bill has almost doubled in length. An American tech firm dubs it "one of the most complex bills we face anywhere in the world".

It goes further than the eu in its loosely worded requirement for platforms to proactively screen material. The larger social networks already check videos for matches with known child-abuse content. But subtler crimes, such as incitement to violence, are harder to detect automatically. The scale of some platforms—YouTube uploads 500 hours of video per minute—means that a strict requirement to pre-screen content could throttle the amount of new material uploaded.

As in America, British conservatives worry about the over-moderation of right-wing views. The bill therefore imposes a duty to ensure that moderation "[applies] in the same way to a wide diversity of political opinion". Similarly, the eu has promised "protection for media against unjustified online content removal" as part of its forthcoming European Media Freedom Act, a response to crackdowns on the press in members states such as Hungary and Poland.

The most controversial part of Britain's bill, a requirement that platforms identify content that is "legal but harmful" (eg, material that encourages eating disorders) has been dropped where adults are concerned. But there remains a duty to limit its availability to children, which in turn implies the need for widespread age checks. Tech firms say they can guess users' ages from things like their search history and mouse movements, but that a strict duty to verify users' age would threaten anonymity.

Some suspect that their real objection is the price. "I don't think 'It costs money and is hard' is an excuse," says Keily Blair, chief operations officer of OnlyFans, a porn-centric platform which checks the age of its users and doesn't see why others shouldn't do the same. Yet some platforms are adamant: the Wikimedia Foundation, which runs Wikipedia, says it has no intention of verifying users' age.

The stricter the rules in jurisdictions like Britain or the eu, the likelier tech companies will be to offer different services there, rather than applying the same rules worldwide. Some may even quit. WhatsApp, a Meta-owned messaging app, says it is unwilling to break its end-to-end encryption to meet a requirement in Britain's bill that companies scan private messages for child abuse. It may not come to that: the bill would let Ofcom demand the data only in cases where it determined that such a measure was proportionate. Still, threats to up sticks are becoming more common. On May 24th Sam Altman, the

head of OpenAI, said he would consider leaving the eu if its regulation of artificial intelligence went too far (he later rowed back his remarks).

## Network effects

Whether or not Britain or the eu use the full extent of their new powers, they set a handy precedent for countries that might use them freely. Britain's bill, which proposes prison for executives of companies that break the rules, is "a blueprint for repression around the world", according to the Electronic Frontier Foundation, a civil-liberties group. One American executive snipes that Britain's claim to be "world-leading" in tech is true only in the sense that it is blazing a trail for non-democracies to pass repressive laws of their own.

They need little encouragement. Turkey ordered Twitter to censor information during its recent election; free-speech enthusiast Mr Musk complied. Brazil has proposed a "fake news law" that would penalise social networks for failing to identify misinformation. Modelled on the European legislation, it has been dubbed the "dsa of the tropics". India is to publish an internet-regulation bill in June which will reportedly make platforms liable for users' content if they do not agree to identify and trace those users when directed.

The international impact of the British and eu proposals is informing the debate in America. "No matter how much you think that social networks have been corrupting to American politics," says Matthew Prince, head of Cloudflare, an American networking firm, "they've been incredibly destabilising to other regimes that are against the United States' interests."

31 mai 2023 (The Economist)

[It's not just a fiscal fiasco: greying economies also innovate less \(economist.com\)](https://www.economist.com)

The old and the zestless

## It's not just a fiscal fiasco: greying economies also innovate less

That compounds the problems of shrinking workforces and rising bills for health care and pensions



May 30th 2023 | SINGAPORE

“Adam is a special child,” says the voice-over, as the camera pans across abandoned classrooms and deserted maternity wards. “He’s the last child born in Italy.” The short film made for Plasmon, an Italian brand of baby food owned by Kraft-Heinz, a giant American firm, is set in 2050. It imagines an [Italy](#) where babies are a thing of the past. It is exaggerating for effect, of course, but not by as much as you might imagine. The number of births in Italy peaked at 1m in 1964; by 2050, the UN projects, it will have shrunk by almost two-thirds, to 346,000.

Plasmon knows what side its fortified, fibre-rich biscuits are buttered: a [shortage of babies](#) is not good for sales of baby food. But the rapid ageing of many countries around the world will not just be bad for certain industries, or for governments whose costs rise as their revenues decline. The falling number of educated young workers entering the labour market will also reduce innovation, which will sap economic growth across the board. Over time, this effect may prove the most economically damaging result of the greying of the rich world, eclipsing growing bills for pensions and health care.

Italy and Japan, in particular, are the poster pensioners for demographic decline and its economic consequences. In both countries the fertility rate (the number of children a typical woman will have over her lifetime) fell below 2.1 in the 1970s. That level is known as the replacement rate, since it keeps a population stable over time. Anything lower will eventually lead to a declining population, something both Italy and Japan have suffered for about a decade. The median Italian is now 47; the median Japanese 49. Earlier this year, Kishida Fumio, Japan’s prime minister, warned that the country is “on the brink of being unable to maintain social functions” because of its baby bust.

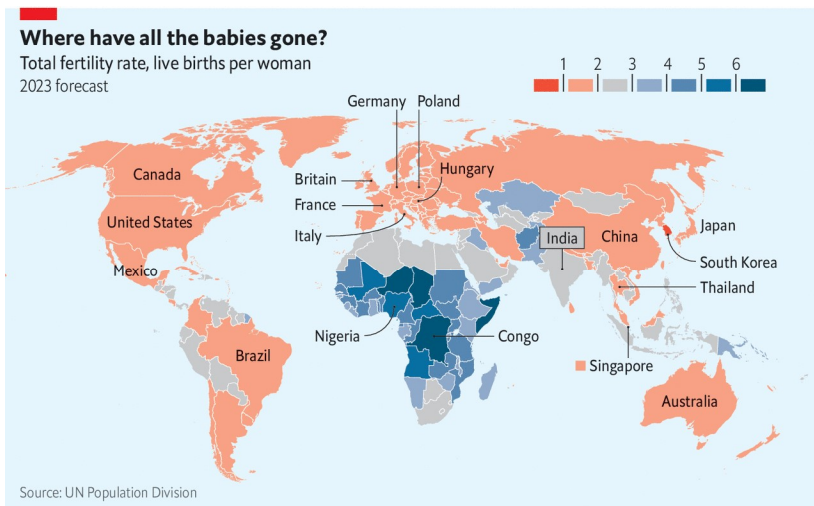




The Economist

But Italy and Japan are no longer the most extreme examples of demographic decline. In 2022 South Korea had a fertility rate of just 0.8. A fertility rate of less than one means that the next generation will be less than half the size of its parents'. As recently as 2012 the un projected that South Korea's baby bust would pare its population by only a fifth or so by the end of the current century, from 52m today to 41m by 2100. More recent forecasts, however, suggest that the population will fall by more than half over the same period, to just 24m (see chart 1).

South Korea may be an exceptional case, but the most recent data and projections suggest that demographic decline is becoming commonplace. In 2010 98 countries and territories recorded fertility rates below 2.1. By 2021 the number had grown to 124, more than half of the places for which the un collects data (see map). By 2030 it expects the tally to reach 136.



The Economist

Matthias Doepke, an economist who studies the financial causes and effects of changes in fertility, notes that declining birth rates are no longer limited to richer countries or to wealthier families within countries. "There's a global convergence in women's aspirations, for careers and family life," says Mr Doepke. Fertility rates for women with fewer years of formal education have fallen towards the levels of their more educated peers. In fact, women with exactly 16 years of schooling in America, usually meaning those with undergraduate degrees, have marginally fewer children on average than those with more than 16 years of schooling.

By the same token, low birth rates have spread from rich countries like Italy and Japan to middle income ones such as Thailand and Brazil. They have fertility rates of 1.3 and 1.6 respectively. Even more strikingly, India's fertility rate has declined below 2.1, and is expected to keep falling. That will have

global repercussions, since India alone accounts for a fifth of the world's population. All of the 15 biggest economies in the world, including Brazil, China, India and Mexico, have a fertility rate of less than 2.1.

In 2021 there were 782m people aged between 21 and 30 in countries where fertility is below the replacement rate. By 2050 this group, in effect the potential number of home-grown entrants to the workforce, is expected to have dropped by a fifth, to 619m. This fall is not some subjective and questionable forecast: most members of that generation have already been born, and fertility rates do not tend to change rapidly. In countries in which the fertility rate is below 1.5, which includes almost all of East Asia and much of Europe, the decline will be more extreme, with the same cohort contracting by 37%.

Instead of a population structure shaped like a pyramid, with each new generation bigger than the one that preceded it, or even a pillar, with all generations similar in size, these countries will become inverted pyramids, with older generations replaced by smaller and smaller cohorts. In parts of the world this has already happened: the number of Chinese aged between 21 and 30 has already fallen from 232m at its peak in 2012 to 181m in 2021. The decline will accelerate rapidly in the 2040s, leaving China with fewer than 100m people in the same pool in the mid-2050s. The population of Europe in the same age category will fall from around 85m to below 60m over the same period.

The obvious way to compensate for dwindling birth rates is [immigration](#), which is on the rise throughout much of the rich world, despite the political tensions it has generated in recent years. But as demographic decline begins to affect more and more countries, educated migrants will become harder to find, even as the shrinking of the native-born population accelerates in many rich countries. For China, with a population of some 1.4bn, the notion that enough immigrants could be found to reverse the effects of dwindling birth rates is fanciful, even if the authorities could be persuaded that it was a good idea. Although India's population is still growing, it will peak in the 2060s, if not sooner. Sub-Saharan Africa is the only region of the world that seems likely to be a big source of potential migrants for many years to come. But even there, birth rates are falling more quickly than past projections predicted. Although immigration will continue to temper demographic decline in many countries for decades, in the long run, it cannot fully compensate for the baby bust in big economies.

Some of the consequences of these dramatic demographic shifts are well known. An increasingly elderly population will mean higher spending on public pensions and health care. What is more, there will be fewer people of working age to pay taxes to cover these costs. The rich world currently has around three people between 20 and 64 years old for every one over 65. By 2050 this ratio will shrink to less than two to one. That will necessitate later retirement ages, higher taxes or both.

But the economic consequences of demographic decline are not only fiscal. Labour is one of the three main determinants of growth, along with capital and the efficiency with which both are used (productivity). Shrinking workforces, other things being equal, automatically lead to lower economic growth. But demographic decline also has knock-on effects on capital and productivity that are much less well understood.

Many economists believe that a smaller working population will push down interest rates in real terms (meaning, after accounting for inflation), because there will be fewer investment opportunities and a large stock of savings accumulated by those in or near retirement. But others, such as Charles Goodhart, a former official at the Bank of England, believe the effect will be the opposite. As more people enter retirement and so stop saving but continue to consume, there will be less funding for investment, pushing real interest rates up.

Both sides agree that an ageing population will reduce both savings and investment, but disagree about which will decline more quickly. But the balance of evidence points towards lower real interest rates: many developing economies still have decades of savings accumulation ahead of them, and retirees often cling to their savings rather than running them down. Either way, demographic changes will have huge implications for markets: broadly speaking, low real interest rates are good for those who have already

accumulated assets but bad for those still trying to save, including the increasing numbers of workers approaching retirement with inadequate nest eggs.

But it is on productivity that demographic decline may have the most troubling effect. Younger people have more of what psychologists call “fluid intelligence,” which refers to the ability to solve new problems and engage with new ideas. Older people have more “crystallised intelligence”, based on a stock of knowledge about how things work built up over time. There are no precise cut-offs, but most studies suggest that fluid intelligence tends to peak in early adulthood and to begin to decline in people’s 30s. Both types of intelligence are useful for companies, industries and economies at large. They are also broadly complementary: most firms need both youngsters able to respond to new challenges and seasoned veterans with a detailed understanding of their trade. But they are not of equivalent value when it comes to innovation.

In research published in 2021, Mary Kaltenberg and Adam Jaffe, both economists, and Margie Lachman, a psychologist, used a database of 3m patents filed over more than 40 years to explore the relationship between innovation and age. Depending on the scientific discipline, the authors note that patenting rates peak in a researcher’s late 30s and early 40s. The rates of patenting then decline only gradually through their 40s and 50s.

But for disruptive innovations, which fundamentally change a scientific field, the picture is very different. The researchers used a measure of disruptiveness based on the number of citations of a given invention in future patents. If a particular patent is cited by subsequent inventors, but that patent’s technological predecessors are not, it is categorised as a disruptive rather than an incremental innovation. For instance, the work of Kary Mullis, a Nobel-prize-winning biochemist, on polymerase chain reactions forms the foundation of much modern genetic and medical testing. After Mullis published his work, citations of prior technologies in the same field nosedived. Mr Jaffe, Ms Kaltenberg and Ms Lachman find that patents filed by the very youngest inventors are much more likely to be completely novel, discipline-changing forms of innovation, and that as inventors become older the patents they file become increasingly incremental.

This matters, because innovation raises productivity. Improvements to existing processes and the invention of entirely new ways of doing things enable more to be produced with the same amount of labour and capital. In the long term, it is only by raising productivity that standards of living can be lifted. Demographic decline will chip away at that contribution over time by reducing the number of novel ideas stemming from the fluidly intelligent minds of young workers.

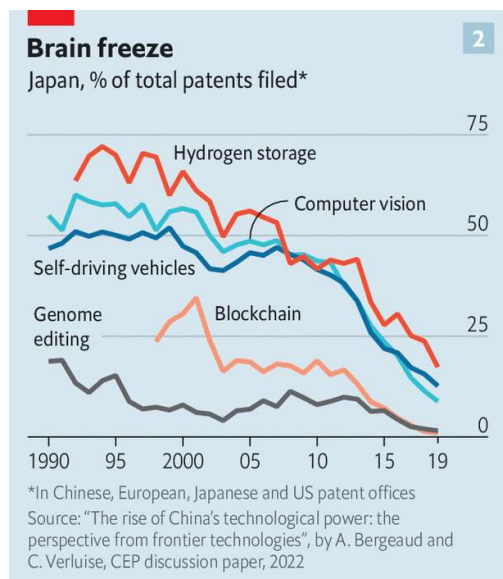
Even a fractionally lower rate of productivity growth will compound over the years to make an economy significantly smaller. During the particularly rapid post-war boom in economic growth in the rich world, between 1947 and 1973, productivity growth accounted for about 60% of the rise in output per worker in America, Britain, France, Italy, Japan and West Germany. America has grown much faster than the rest of the rich world since the global financial crisis of 2007-09 thanks in large part to its bigger gains in productivity.

If the decline in fertility was confined to a few countries, or a particular region, the impact on innovation might not be so severe. Technologies invented in one country eventually spread to others. The spinning jenny and the computer chip didn’t have to be reinvented in every corner of the world to improve productivity globally. But the fact that fertility is declining simultaneously in a large proportion of countries means that the consequences in terms of reduced innovation will be felt globally.

Some researchers believe such a demographically driven reduction in innovation is already under way in parts of the world. James Liang, a Chinese economist and demographer, notes that entrepreneurship is markedly lower in older countries: an increase of one standard deviation in the median age in a country, equivalent to about 3.5 years, leads to a decrease of 2.5 percentage points in the entrepreneurship rate (the proportion of adults who start their own business). That is a huge effect, considering the global entrepreneurship rate was around 6.1% in 2010.

What is more, this relationship does not seem to be simply a function of the relative lack of young people in ageing societies. Young people in such countries also seem to start businesses at lower rates than their peers in less wizened societies.

This phenomenon, according to Mr Liang, may be the cause of Japan's "entrepreneur vacuum." As recently as 2010, Japanese inventors were the leading producers of patents in 35 big global industries according to the World Intellectual Property Organisation, an agency of the UN. As of 2021, Japan is the leader in just three. The country has fallen behind not only China, which now occupies most of the top spots, but America too.



The Economist

Looking only at the most novel fields, in which radical new innovations are most likely, makes the picture no better. In an analysis published by the London School of Economics' Centre for Economic Performance, Antonin Bergeaud and Cyril Verluise note that Japan's contribution to genome editing and blockchain technology has shrunk to almost nothing. Once-leading roles in hydrogen storage, self-driving vehicles and computer vision (a form of artificial intelligence that trains computers to interpret images) have been reduced to supporting roles behind America, China or both (see chart 2).

Governments are largely powerless to reverse declining birth rates. Attempts in various countries to prod women to have more children have typically yielded meagre results. Research on the expensive support provided by governments in Hungary and Poland, in the form of income-tax credits and flat payments respectively, suggests a limited effect on fertility. Singapore offers large grants to the parents of new children, which now run to 11,000 Singaporean dollars (\$8,300) for the first two children, and 13,000 Singaporean dollars for any more, on top of tax rebates and child care subsidies. Parents are given priority over other buyers in subsidised apartment sale schemes. But Singapore's total fertility rate is just 1.0: whatever the effect of the policies, it is nowhere near big enough to avert demographic decline.

Of course, birth rates are just one of many contributions to innovation and thus to productivity. If demography were the only factor, some of the poorest economies in sub-Saharan Africa would be the most dynamic. Levels of education, the reliability of legal and financial systems, and the existence of networks of innovators interacting with one another all matter. Japan is still a markedly innovative country relative to many rich countries with a much lower average age. But demography can magnify or muffle a country's underlying potential.

That points to ways to counteract the impact of demographic decline on innovation, by improving other factors that increase productivity. The most obvious is education, which allows ageing societies to make the most use of the dwindling pool of young people. Especially in middle-income countries such as Brazil and China, there are millions of young people who do not receive proper schooling, and whose contribution to the economy is therefore small. The same is true, albeit to a lesser extent, in much of the

rich world. No matter how intelligent they are, uneducated workers cannot hope to come up with groundbreaking ideas in medicine or computing, say. As the potential workforce shrinks, maximising the output of everyone in it will become essential, and could help offset the effects of an ageing population for some time, at least in the realm of innovation.

Technology is another potential means of coping with demographic change, from telemedicine to the increased use of robots in service industries. Such innovations can undoubtedly ease the difficulties presented by an ageing society, whether by directly contributing to the care of the elderly or by automating the roles of young workers. But the shrinking number of innovative young thinkers will, ironically, reduce the number of such valuable new ideas.

A shortfall in human innovation may also be less damaging if offset by new ideas conceived by artificial intelligence. There seems no doubt that machines will soon be working out how to make incremental improvements in existing processes—indeed, in some spheres, they already are. Whether machines will ever learn how to generate disruptive new ideas, however, remains a matter of debate.

Plasmon's film, about the last child in Italy, ends with a discussion of children as a symbol of hope. It directs viewers to a website that suggests policies that might help promote bigger families. The website, in turn, asks readers to sign a petition calling for action. Scarcely 8,000 have done so. As the number of Italians continues to shrink, and especially the number of young ones, it is not just buyers of baby food who will be in short supply. Plasmon will struggle to find creative talents to dream up clever advertising campaigns, much less devise new policies to reverse the baby bust.

31 mai 2023 (NZZ)

[AfD im Aufwind: Die «Ampel» mästet die Rechten \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

DER ANDERE BLICK

## Für die hohen Umfragewerte der AfD ist vor allem die «Ampel» verantwortlich

Die AfD hat in den Umfragen die Grünen überholt und rückt der SPD auf die Pelle. Kein Wunder: Die «Ampel» dilettiert beim Klimaschutz, sie bekommt die Migration nicht in den Griff, und auch die stramm linke Gesellschaftspolitik treibt viele Wähler zur rechten Konkurrenz.

Alexander Kissler, Berlin

31.05.2023, 05.30 Uhr



Stehen sowohl der Bundespartei als auch der Fraktion im Bundestag vor: Alice Weidel und Tino Chrupalla.

Bernd Elmenthaler / Imago

Die AfD hat einen Lauf, von dem sie selbst überrascht ist. Sämtliche Umfrageinstitute sehen die rechte Partei inzwischen vor den Grünen. Die Zustimmungswerte liegen zwischen 16 und 18 Prozent, knapp hinter der sozialdemokratischen Kanzlerpartei. [Im Osten der Republik hat sich die Alternative für Deutschland zur führenden Kraft entwickelt.](#)

Das Hoch stösst in deutschen Medien wie in der Politik auf Panik und Unverständnis. Dabei ist der Zusammenhang offensichtlich: Die «Ampel» mästet die AfD. Robert Habeck, Nancy Faeser und Lisa Paus lassen nichts unversucht, die ungeliebte Konkurrenz nach Kräften zu päppeln.

Damit erreicht die Koalition das Gegenteil des Beabsichtigten. [Angetreten waren SPD, Grüne und FDP, den sozialen Zusammenhalt zu festigen, die Demokratie zu stärken und eine «Kultur des Respekts» zu etablieren.](#) Davon ist bisher nichts eingetreten.

Die AfD hat ein Alleinstellungsmerkmal

Ein wachsender Anteil der Bevölkerung sieht sich mit seinen Interessen nicht vertreten. Das ZDF-Politbarometer ermittelte soeben, dass 51 Prozent der Befragten die Arbeit der Bundesregierung als schlecht einschätzen. Laut einer weiteren Umfrage denken 79 Prozent der Deutschen, auf die finanziellen Möglichkeiten der Bürger nehme die «Ampel» bei ihrer Klimaschutzpolitik keine Rücksicht. Nur 23 Prozent halten Bundeskanzler Olaf Scholz für führungsstark.

Vor diesem Hintergrund hat die AfD ein Alleinstellungsmerkmal. Sie ist die einzige Partei im Bundestag, die noch nie Verantwortung getragen hat. Als reine Oppositionskraft muss sie sich für keine Entscheidungen rechtfertigen. CDU und CSU haben in den Umfragen in letzter Zeit zwar zugelegt, sie stagnieren aber bei 28 bis 30 Prozent, was auch mit ihrer eigenen Regierungszeit zusammenhängen dürfte.

Die Union hat unter Kanzlerin Angela Merkel die Weichen in jene Richtung gestellt, die Deutschland nun schadet, vor allem in der Migrations-, der Verteidigungs- und der Energiepolitik. Heute lassen die Christlichdemokraten keinen Zweifel daran, dass sie mit den Grünen auch im Bund zu koalieren bereit wären.

Wie ein Drill-Instructor im Trainingscamp

Die grüne Partei des Wirtschafts- und Klimaschutzministers Habeck aber entwickelt sich derzeit zur Milieupartei besser verdienender Moralisten zurück. Ob mit den angekündigten Änderungen am handwerklich unsauberen, sozial unausgewogenen und technologisch einseitigen Gebäudeenergiegesetz [der Charme des reflektierten Grüblers zurückkehren wird?](#)

Noch Anfang des Jahres hatte Habeck die deutsche Gesellschaft dafür gelobt, dass sie bereit sei, «sich den Schmerz zuzumuten». Mit solchen Aussagen verkennt der promovierte Literaturwissenschaftler allerdings das Wesen der Demokratie. Die Exekutive soll den Willen des Souveräns umsetzen. Sie ist weder der Drill-Instructor im Trainingscamp der Staatsbürger noch deren Erziehungsberechtigter.

Stärker noch als die Klimapolitik des Grünen Habeck treibt die Migrationspolitik der Sozialdemokratin Faeser Wähler in die Arme der AfD – jener Partei, die vom Verfassungsschutz inzwischen als in Teilen «gesichert rechtsextremistisch» eingestuft wird und in der der Antiamerikanismus und die Liebe zu Russland bizarre Blüten treiben. Solange jedoch die Bundesinnenministerin sich weigert, an deutschen Grenzen mehr als nur stichprobenartige Kontrollen durchzuführen, und solange der ungehinderte Zustrom an Migranten die Wohnungsnot verstärkt, die innere Sicherheit schwächt und die Finanzierungsnöte der Krankenkassen und der Kommunen vorantreibt, wird die AfD davon profitieren.

Die Opferrolle ist das einigende Band der AfD

Auch der aggressive Ehrgeiz der grünen Familienministerin Lisa Paus, mit freundlicher Unterstützung nicht nur der SPD, sondern auch der FDP die ganze Gesellschaft in ein Spielparadies für woke Selbstverwirklichung zu verwandeln, zahlt nicht auf das Konto der «Ampel» ein. Wer Klientelpolitik betreibt, darf sich nicht wundern, wenn nur die Klientel applaudiert.

Ein Letztes kommt hinzu: Die zwischen Ost und West, Nato-Bindung und privilegierter Moskau-Partnerschaft, geregelter Migration und völkischer Abschottung, Marktwirtschaft und Etatismus schwankende AfD hat ein grosses einigendes Band – die Opferrolle. Sehr leicht machen die anderen Parteien es ihr, darin zu reüssieren. Ausschussvorsitze in den Parlamenten werden ihr nach Gutsherrenart vorenthalten, von einer angemessenen Repräsentanz in den öffentlichrechtlichen Medien kann keine Rede sein. Warum nur? Der Souverän ist nicht dumm. Er muss vor keiner Partei beschützt werden.

Die AfD lebt von den Fehlern der anderen. Solange die «Ampel» dilettiert und die negativen Folgen ihrer Politik ausblendet, wird die AfD ernten, ohne säen zu müssen.

31 mai 2023 (NZZ)

[Studie zu Frauen und Karriere: Schockierende Zensurmentalität \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

## Studie zu Frauen und Karriere: schockierende studentische Zensurmentalität

Seit eine Studie gezeigt hat, dass hinter unterschiedlichen Karriereverläufen von Frauen und Männern auch unterschiedliche Rollenverständnisse stecken, ist Feuer im Dach. Es geht um viel, nämlich die Freiheit der Meinungsäusserung, auch, ja gerade dann, wenn die vertretene Meinung überraschend, konträr und provokativ ist.

Gerhard Schwarz

30.05.2023, 05.30 Uhr



Wo sich die Wege von Studentinnen und Studenten kreuzen: Lichthof der Universität Zürich, aufgenommen im Jahr 1966. Gassmann / Photopress-Archiv

Gemäss einer stillschweigenden Arbeitsteilung mit meiner Kollegin Claudia Wirz äussere ich mich kaum zu Themen wie Gender und Gleichstellung. Aus besonderem Anlass mache ich heute eine – allerdings nur scheinbare – Ausnahme.

Anstoß ist die Studie «How to explain the Leaky Pipeline» der Professorinnen Margit Osterloh und Katja Rost sowie zweier Mitarbeiterinnen. Sie kommt auf der Basis einer Umfrage an der ETH und der Universität Zürich zu für viele «weiblich gelesene Studierende» provozierenden Ergebnissen.

Zu ihnen gehört, dass Frauen und Männer an den Universitäten im Durchschnitt hinsichtlich Karriere und Familie unterschiedliche Präferenzen haben, also das tradierte Rollenverständnis nicht so stark infrage stellen wie erwartet, und dass die Frauen an den untersuchten Universitäten nicht diskriminiert werden.

### Absehbare Zuspitzung

Die reißerischen Schlagzeilen in den Medien lauteten allerdings anders und überall ähnlich: «Die meisten Studentinnen wollen lieber einen erfolgreichen Mann als selbst Karriere machen.» Daran waren die Autorinnen nicht unschuldig, weil sie die Studie in einem noch unfertigen Stadium nur einer Zeitung zur Verfügung gestellt hatten, mit deren Hang zur Zuspitzung sie rechnen mussten.

Der Shitstorm, der folgte, zielte aber nicht auf die Übertreibungen der Artikel. Er bringt zum Ausdruck, dass die Kritikerinnen (es sind mehrheitlich Frauen) die Ergebnisse nicht goutieren. Das ist legitim. Dann sollte man die Studie mit sachlichen Argumenten und Fakten konfrontieren. Sie fehlen fast durchgehend.

### Triefend vor Ideologie

Immerhin zaghafte Ansätze dazu gibt es in einem Aufsatz der «HistorikerInnen-Zeitschrift etü», der sonst aber vor Ideologie triefend und ein Weltbild jenseits der Heteronormativität, des Patriarchats und des Kapitalismus



fordert. Zudem wird die Studie als pseudowissenschaftlich abgekanzelt und den Autorinnen Unwissenschaftlichkeit sowie – fast im gleichen Atemzug – positivistische, quantitative, nur vermeintlich objektive Wissenschaftlichkeit vorgeworfen.

Noch schockierender ist eine vom Verband der Studierenden der Universität Zürich (VSUZH) gestartete Petition, die fordert, die Universitätsleitung solle sich von dem die Debatte auslösenden Artikel und den diversen Interviews der Autorinnen distanzieren und sich inhaltlich mit der Studie auseinandersetzen. Und die Gleichstellungskommission solle von der anstehenden Wiederwahl von Rost zu deren Präsidentin absehen.

### **Was die Aufgabe des Rektorats wäre**

Hier kommt eine Zensurmentalität zum Ausdruck, die jede freiheitliche, offene Gesellschaft zerstören muss. Wo käme eine Universitätsleitung hin, wenn sie alle Studien und Medienauftritte von Professorinnen kommentieren und korrigieren müsste, die der Studentenschaft nicht in den Kram passen? Aufgabe des Rektorats wäre das Gegenteil, nämlich die Verteidigung der Freiheit der Meinungsäußerung, der Forschung und der Lehre.

Außerdem ist die Forderung Ausdruck einer Radikalisierung, denn gerade Rost hat (wie auch Osterloh) seit vielen Jahren unglaublich viel für Frauenförderung getan. Allerdings hat sie sich zugleich um die Gleichstellung aller Geschlechter bemüht. Das scheint groteskerweise nicht überall gut anzukommen.

31 mai 2023 (Le Point)

[Mort aux vaches ? \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

## Mort aux vaches ?

CHRONIQUE. Situés à la croisée d'exigences environnementales, sociétales et de santé publique, les problèmes écologiques s'accroissent mal de solutions simples.

Par [Jean-François Bouvet](#)



La Cour des comptes, dans son récent rapport, reconnaît que « l'élevage bovin est producteur de services environnementaux et sociétaux considérables ». © Jean-Marc Quinet/MaxPPP/BelPress

Publié le 31/05/2023 à 06h30

**L**es vaches rotent et la Cour des comptes s'en émeut. Car ces éructations libèrent dans l'atmosphère non seulement du CO<sub>2</sub> mais aussi du méthane, un autre gaz à effet de serre (GES) vingt-huit fois plus puissant, dont la France s'est engagée à réduire les émissions. Dans un rapport publié le 22 mai et intitulé Les Soutiens publics aux éleveurs de bovins, la Cour plaide donc pour une réduction du cheptel et une diminution de la consommation de viande bovine.

Les Sages de la rue Cambon s'appuient en particulier, pour étayer leur propos, sur la comparaison des émissions de GES liées à la production de différents aliments, exprimées en kilos équivalent CO<sub>2</sub> (kg CO<sub>2</sub>-eq) : « La base Agribalyse de l'Ademe, qui analyse les impacts en cycle de vie d'une large base d'aliments, estime que **la production d'un morceau de viande de bœuf est responsable – hors cuisson – d'une émission de 33,7 kg de CO<sub>2</sub>-eq par kilogramme de steak. Par comparaison, la production du jambon est responsable de 15,9 kg de CO<sub>2</sub>-eq /kg, celle d'une cuisse de dinde, de 5,7 kg CO<sub>2</sub>-eq /kg, les pâtes, de moins de 2 kg de CO<sub>2</sub>-eq/kg.** »

## Délocaliser les émissions de méthane

**Il peut paraître surprenant de choisir comme référence des animaux – dinde et porc – issus, pour la plupart, d'un élevage intensif trop souvent néfaste à l'environnement.** La pollution des eaux douces et marines par les effluents des élevages industriels porcins en Bretagne en est une illustration criante. L'élevage bovin français a le mérite de n'avoir généralement pas cédé à ce genre de dérive. Et quid du bien-être animal ?

**Le sort d'une vache au pré n'est-il pas infiniment plus enviable que celui d'une truie entravée dans une cage d'élevage industriel ? Certes, cela n'a rien à voir avec la réduction des GES, mais peut-on considérer comme bon pour la planète un élevage qui ferait fi du bien-être animal le plus élémentaire ?** Et cela au seul motif qu'il produirait moins de méthane.

Toujours est-il que le cheptel bovin s'est d'ores et déjà nettement réduit. Selon l'Institut de l'élevage (Idele), « la production de viande bovine devrait baisser en 2023 pour la troisième année consécutive. La réduction des cheptels laitiers et allaitant depuis six ans et demi limite en effet les disponibilités de toutes les catégories de bovins. **Les importations poursuivraient leur rebond, limitant l'érosion de la consommation à - 0,5 %** ».

Concrètement, dans un contexte de consommation à peu près constante, **pallier la baisse de production par une hausse des importations revient à délocaliser les émissions de méthane.** Si le souhait de la Cour de voir diminuer la consommation de viande ne reste qu'un vœu pieux, la réduction du cheptel n'aura servi à rien.

## « Une agriculture sans élevage n'est pas soutenable »

Par ailleurs, et comme l'évoque la Cour, **les productions de lait et de viande sont étroitement intriquées. Quand on parle d'élevage bovin, on a tendance à l'oublier. En France, la viande bovine provient essentiellement non de bœuf, mais de vaches « réformées », arrivées au terme de leur production laitière ou de leur carrière de reproductrice. Près du tiers de cette viande est issue d'animaux dont la vocation première était de produire du lait.**

On fustige volontiers l'impact négatif de la consommation de viande sur le climat ; **on oublie que les vaches laitières libèrent aussi du méthane.** Dans son rapport, la Cour cite, à ce propos, la base Agribalyse de l'Ademe, laquelle estime **qu'« un litre de lait est responsable d'une émission de 1,5 kg de CO<sub>2</sub>-eq ».** Soit un total quotidien de **37,5 kg de CO<sub>2</sub>-eq pour une vache laitière produisant 25 litres de lait par jour en moyenne.** Quand on sait que les Français consomment, par habitant et par an, plus de 50 litres de lait et quelques dizaines de kilos d'autres produits laitiers, on saisit mieux les enjeux de l'élevage bovin en termes de souveraineté alimentaire.

Et cette filière fournit bien d'autres services que la production de nourriture, comme le reconnaît volontiers la Cour des comptes dans son rapport : **« L'élevage bovin est producteur de services environnementaux et sociétaux considérables. Il valorise des terres non arables. Son rôle dans la gestion du cycle des matières, permettant de limiter les engrais synthétiques, amène à considérer qu'une agriculture sans élevage n'est pas soutenable. »** « **Par ailleurs, son importance pour les territoires ruraux, pour l'emploi, pour leur identité, pour la qualité des paysages, pour la biodiversité ou le bien-être animal, doit être prise en compte** pour orienter la politique de soutien à l'élevage bovin. » On ne saurait mieux dire.

## Optimiser la capture des gaz à effet de serre

Selon l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), « plusieurs projets de recherche européens ont montré que **le stockage de carbone des prairies compense l'équivalent de 30 à 80 % des émissions de méthane des ruminants** ». Une publication récente de l'Idele avance même que **« la quantité de carbone stockée par la prairie permettrait globalement de compenser la quantité de méthane émise par les animaux valorisant cette même prairie ».**

**Pas plus que le bébé avec l'eau du bain, ne jetons pas les vaches avec l'herbe de nos prairies.** Travaillons plutôt à optimiser la capture de GES par les écosystèmes dans lesquels elles s'inscrivent. **Les problèmes écologiques sont complexes parce qu'ils se situent à la croisée d'exigences**

**environnementales, sociétales et de santé publique, souvent pourvoyeuses d'injonctions contradictoires.**

Ainsi, le métro, c'est bon pour la planète – l'empreinte carbone par usager est très faible –, mais pas forcément pour la santé. Des relevés réalisés pour le compte de France Télévisions Vert de rage et publiés le 22 mai montrent qu'en moyenne la pollution aux particules fines PM2,5 (diamètre inférieur à 2,5 micromètres) dans le métro et le RER est près de cinq fois supérieure à la norme recommandée par l'OMS et près de deux fois plus élevée qu'à l'extérieur des stations.

Ce supplément de pollution provient de l'usure des rames, de leurs pneus et de leurs freins. Confrontée à ce problème et mue par son implacable logique, **la Cour des comptes préconiserait-elle une réduction du « cheptel » de rames de métro plutôt qu'une traque des particules fines ?** Que la Cour me pardonne ce soupçon de mauvais esprit mâtiné de mauvaise foi, que **seul peut excuser l'amour immodéré des vaches.**

31 mai 2023 (Le Figaro)

[Un étrange sursaut d'activité dans le cerveau au moment de mourir \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Un étrange sursaut d'activité dans le cerveau au moment de mourir

Par [Tristan Vey](#)

Publié hier à 16:56 , mis à jour hier à 17:53



Les chercheurs de l'université du Michigan ont observé une sorte d'orage électrique au moment de l'arrêt cardio-respiratoire de deux patients. *Alexandr Mitiuc / stock.adobe.com*

**Des ondes rapides de type gamma ont été enregistrées chez deux patients en état de mort cérébrale dont on venait de débrancher le respirateur artificiel. Cette observation pose la question du lien possible avec les expériences de mort imminente.**

Le chiffre exact n'est pas facile à établir, mais **environ 15 % des personnes ayant survécu à un arrêt cardio-respiratoire rapportent avoir vécu une expérience de mort imminente, ou EMI. Dans neuf cas sur dix, celles-ci sont caractérisées par un sentiment de paix et de bien-être intense. Dans huit cas sur dix : la sensation de sortir de son corps et de se voir de l'extérieur. Et dans les trois quarts des cas : la vision d'une lumière très brillante qui vous attire ou d'un tunnel lumineux ; une altération de la perception du temps.**

Pour un scientifique, la première question qui vient à l'esprit est la suivante : se passe-t-il quelque chose de particulier dans le cerveau d'une personne au moment où le cœur s'arrête qui expliquerait une telle similitude dans les récits ? Et le cas échéant, quoi ?

Dans une récente étude parue dans les PNAS (Comptes rendus de l'académie américaine des sciences), une équipe de l'université du Michigan menée par la neuroscientifique Jimo Borjigin rapporte avoir observé un sursaut d'activité intense dans « le cerveau mourant » de deux patients. En pratique, les chercheurs ont pu équiper d'électrodes quatre personnes plongées dans un coma profond et irréversible, juste avant l'arrêt de la ventilation artificielle. Une fois « débranchés », ces patients vont mourir et passer en arrêt cardio-respiratoire. C'est juste avant cette transition définitive que les chercheurs ont enregistré pour deux patients un brusque changement dans l'activité électrique du cortex cérébral : une bouffée d'ondes gamma très rapides remplace les ondes lentes caractéristiques de l'inconscience.

### Processus cognitif élaboré

**« Cette activité rapide correspond plutôt à ce que l'on voit chez un humain vivant et, dans le cas du gamma, conscient et attentif. C'est un signal typique d'un individu qui réalise un processus cognitif élaboré »,** analyse Stéphane Charpier, professeur de neurosciences à Sorbonne Université, chercheur en neurophysiologie et chef d'équipe à l'Institut du cerveau. **Il est important de rappeler ici que ces individus étaient pourtant bel et bien en état de mort cérébrale, ne répondant à aucune**

stimulation quelle qu'elle soit et incapables de respirer spontanément. Ils n'avaient aucune chance de revenir.

«**C'est un phénomène très surprenant**», commente Steven Laureys, directeur du Centre du cerveau de l'université de Liège, spécialiste de la neurologie de la conscience. «**C'est comme un orage d'activité électrique juste avant l'encéphalogramme plat. C'est très étonnant, d'une intensité insoupçonnée, mais cela semble se confirmer. Cela avait déjà été observé chez des rats par la même équipe et une équipe chinoise avait également rapporté un cas chez l'homme l'année dernière. Nous menons nous aussi notre propre étude sur cette transition du cerveau mourant et nous avons vu ce type d'activité rapide sans trop oser en parler.**»

### **L'expérience de mort imminente pourrait en fait être une expérience de vie imminente**

*Stéphane Charpier, professeur de neurosciences à Sorbonne Université*

Le phénomène est d'autant plus intrigant qu'il semble assez complexe. «*Ce qui est très intéressant dans cette nouvelle étude, c'est qu'ils ne se contentent pas d'analyser le contenu fréquentiel*», explique Stéphane Charpier. «*Ils montrent également comment les activités à différentes fréquences se couplent dans les différentes zones du cerveau. Ils décrivent notamment une synchronisation entre les régions temporales, pariétales et occipitales, typique de ce que l'on observe lors d'un processus conscient actif, quand on réalise une tâche, que l'on interagit. Cette augmentation de la connectivité fonctionnelle est vraiment étonnante étant donné que ces personnes n'auraient jamais pu sortir de leur coma.*»

## **Expérience de «vie» imminente**

Comment interpréter maintenant ces résultats ? C'est évidemment une partie très délicate. Il est évidemment tentant de faire un lien entre ce brusque sursaut et les expériences de mort imminentes. «**Mais en l'occurrence, qu'est-ce que ces personnes en état de conscience minimal, qu'on appelle parfois aussi «végétatif» ont réellement perçu ?**», s'interroge Steven Laureys. C'est d'ailleurs toute la difficulté de l'étude des EMI. «**Nous ne savons même pas à quel moment elles se produisent précisément**», rappelle Stéphane Charpier. «**Est-ce au moment de l'arrêt cardiaque, avant, ou après, au moment du réveil ? Nous avons par exemple observé chez des rats qui reviennent d'un arrêt cardiaque un motif d'activité qui rappelle celui qu'on retrouve chez certains patients lors d'hallucinations. L'expérience de mort imminente pourrait en fait être une expérience de vie imminente.**» Rappelons en outre que certains patients vivent des EMI sans arrêt cardiaque, mais simplement sous l'effet d'une peur de mourir (accident, chute, etc.) qui déclenche un stress intense.

Reste en outre à comprendre les mécanismes neurophysiologiques qui déclenchent cette activité intense et son éventuel rôle évolutif. Faut-il y voir un mécanisme de la dernière chance ? Comme une sorte de tentative désespérée de «reboot» ? Ou ne serait-ce qu'une réponse «mécanique» d'un cerveau privé d'oxygène ? Le cerveau est en effet composé de milliards de neurones baignant dans une soupe de neurotransmetteurs. Cette activité électrique pourrait être le fruit du relâchement terminal du cerveau, de la désinhibition brutale de toutes les connexions. «**Le cerveau n'est pas un moteur de voiture, ou toute autre technologie aussi sophistiquée soit-elle**», met toutefois en garde Steven Laureys. «**C'est très différent et d'une complexité qui nous dépasse.**»

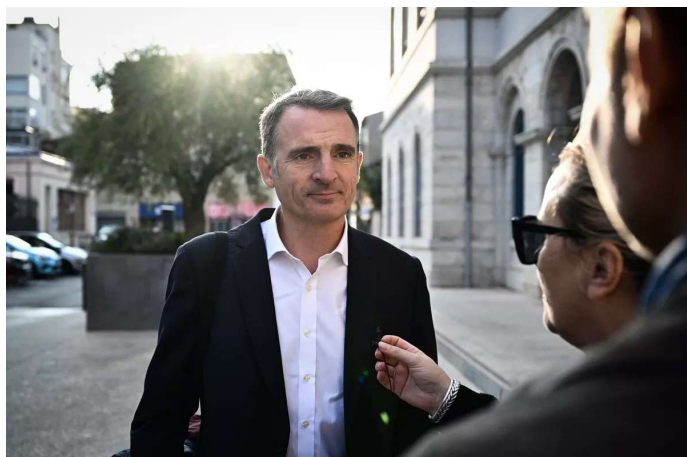
31 mai 2023 (Le Figaro)

[Le maire EELV de Grenoble réclame la suppression des jours fériés religieux \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

## Le maire EELV de Grenoble réclame la suppression des jours fériés religieux

Par [Mayeul Aldebert](#)

Publié il y a 26 minutes , mis à jour il y a 6 minutes



Éric Piolle est maire de Grenoble depuis 2014. *JEFF PACHOUD*

### Éric Piolle propose de les remplacer par des fêtes laïques liées à la République, à l'abolition de l'esclavage ou aux droits des personnes LGBT.

Les propos du maire de Grenoble Éric Piolle ont fait réagir fortement. Sur le réseau social Twitter, l'édile grenoblois a d'abord proposé de supprimer les jours fériés religieux afin de «*rendre le calendrier plus pluraliste*». Invité par la suite sur *BFMTV* ce lundi, l'élue EELV a détaillé sa proposition, en **plaidant pour la possibilité de choisir ses jours fériés «en fonction des convictions spirituelles»**.

Éric Piolle s'est prononcé sur ce sujet **épineux à la suite des nombreuses absences scolaires constatées le jour de l'Aïd**, fête musulmane qui marque la rupture du jeûne du mois de ramadan. «*Je rappelle que les élèves et les agents ont le droit d'être absents pour des fêtes religieuses*», a notamment tenu à commenter le maire grenoblois.

L'élue écologiste a aussi proposé **d'établir de nouveaux jours fériés qui soient «des signes attachés à notre Histoire»**, évoquant **la Commune de Paris**, des fêtes liées aux droits de la femme ou des personnes LGBT comme le jour de l'extension du mariage aux personnes homosexuelles, ou encore **l'abolition de l'esclavage** qui est actuellement férié uniquement dans les départements outre-mer.

«*Au départ les jours fériés ne sont pas pour avoir des jours de vacances mais pour aller célébrer, déposer une gerbe, aller à la messe pour les catholiques*», s'est aussi expliqué Éric Piolle qui veut marquer ainsi «*une évolution de la société*».

## Lundi de Pentecôte

À ce titre, le maire de Grenoble a remis en cause ce lundi de Pentecôte, où les chrétiens célèbrent la venue du Saint-Esprit sur la terre qui marque aussi la naissance de l'Église chrétienne. «*La fête de la Pentecôte c'est le dimanche, le lundi c'est le lendemain de la cuite, c'est férié comme le lundi de*

*Pâques parce qu'il y avait trop de bombances, trop de nourriture et d'alcool la veille», a notamment expliqué Éric Piolle sans préciser que ce lundi férié est en réalité hérité d'une longue liturgie appelée «octave» qui s'étirait, avant les réformes de l'Église en 1965, toute la semaine après le dimanche de Pentecôte comme une longue célébration religieuse.*

*D'ailleurs, avant la Révolution, toute la semaine qui suivait la Pentecôte -comme celle de Pâques- était fériée. Et aujourd'hui encore, s'il n'y a plus de liturgie religieuse propre le lundi, le long week-end est l'occasion de nombreux pèlerinages, rassemblements ou autres événements religieux en France.*

**La suppression en France des jours fériés est un vieux débat nourri régulièrement par des arguments économiques et souvent politiques.** Cependant, rares sont les hommes politiques à avoir touché à ces fêtes. *De Gaulle avait supprimé le 8 Mai, célébration de la victoire alliée de 1945, avant que celle-ci ne soit réinstaurée en 1968, puis supprimé à nouveau par le président Valéry Giscard d'Estaing en 1975, au nom de la réconciliation franco-allemande, avant que François Mitterrand décide de chômer définitivement cette journée.*

**Aujourd'hui, les jours fériés sont au nombre de 11 en France, à l'exception de l'Alsace, de la Moselle et des DOM-TOM, en raison de particularismes locaux. Six sont de nature religieuse, les cinq autres commémorent des grandes dates de l'histoire.**